



ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE  
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE

CONSEIL COMMUNAL DU 11 DÉCEMBRE 2019  
GEMEENTERAAD VAN 11 DECEMBER 2019

NOTES EXPLICATIVES  
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00  
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

11.12.2019/A/0001 **Communication.**

---

**Mededeling.**

---

11.12.2019/A/0002 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 13 novembre 2019; approbation.**

Après lecture des décisions prises en séance du 13 novembre 2019, le procès-verbal de cette séance est adopté à l'unanimité.

---

**Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 13 november 2019; goedkeuring.**

Er wordt lezing gegeven van de beslissingen genomen in zitting van 13 november 2019. Het proces-verbaal van deze zitting wordt met éénparigheid van stemmen goedgekeurd.

*1 annexe / 1 bijlage*  
*PV 13.11.2019.pdf*

---

11.12.2019/A/0003 **Demande d'avis relative au système de télésurveillance par caméras CCTV du bâtiment de l'Agence Fédérale des Risques Professionnels sise avenue de l'Astronomie, 1 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;  
Vu la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance ;  
Vu le courrier de l'Agence Fédérale des Risques Professionnels, mieux connue sous la

dénomination « FEDRIS », du 30 juillet 2019 par lequel celle-ci porte à la connaissance de la commune qu'elle dispose d'un système de télésurveillance de 12 caméras CCTV extérieures sur son bâtiment sis avenue de l'Astronomie, 1 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;  
Considérant que l'Agence Fédérale précitée sollicite au travers de son courrier du 30 juillet 2019 l'avis positif du Conseil communal afin de mettre son système de télésurveillance en conformité avec la législation relative à l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, laquelle a été modifiée le 21 mars 2018 ;

Considérant que la finalité de ce système de télésurveillance permet à l'Agence Fédérale précitée de sécuriser son bâtiment ;

Vu l'avis positif du Chef de corps de la Zone de police Bruxelles-Nord du 30 octobre 2019 ;

Considérant que le Chef de corps précité relève que l'Agence dont question est effectivement une personne morale de droit public autorisée à installer ce type de caméras ;

Que l'objectif de la demanderesse consiste à garantir la sécurité de son bâtiment ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

- Le Conseil communal rend un avis positif concernant le système de télésurveillance par caméras CCTV du bâtiment de l'Agence Fédérale des Risques Professionnels sise avenue de l'Astronomie, 1 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;
- Le Collège des Bourgmestre et Échevins est chargé de la notification de la présente auprès de l'Agence Fédérale des Risques Professionnels ainsi que du Chef de corps de la Zone de police Bruxelles-Nord.

---

**Adviesaanvraag betreffende het videobewakingssysteem op afstand CCTV van het gebouw van het Federaal Agentschap voor Beroepsrisico's gelegen Sterrenkundelaan 1 te 1210 Sint-Joost-ten-Node.**

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's ;

Gelet op de brief van het Federaal Agentschap voor Beroepsrisico's, beter bekend onder de naam « FEDRIS », van 30 juli 2019 waarin het ter kennis brengt van de gemeente dat het over een videobewakingssysteem op afstand beschikt van 12 CCTV buitencamera's op zijn gebouw gelegen Sterrenkundelaan 1 te 1210 Sint-Joost-ten-Node ;

Overwegende dat het voornoemde Federaal Agentschap in zijn brief van 30 juli 2019 het positief advies van de Gemeenteraad vraagt teneinde zijn videobewakingssysteem op afstand in overeenstemming te brengen met de wetgeving betreffende de installatie en het gebruik van bewakingscamera's, die op 21 maart 2018 werd gewijzigd;

Overwegende dat het doeleinde van dit bewakingssysteem op afstand het voornoemde Federale Agentschap in staat stelt zijn gebouw te beveiligen;

Gelet op het positief advies van de Korpschef van de Politiezone Brussel-Noord van 30 oktober 2019 ;

Overwegende dat de voornoemde Korpschef opmerkt dat het Agentschap in kwestie inderdaad een publiekrechtelijke rechtspersoon is die gemachtigd is om dit soort camera's te installeren ;

Dat het doel van de aanvrager erin bestaat om de veiligheid van zijn gebouw te verzekeren ;  
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

- De Gemeenteraad brengt een positief advies uit betreffende het videobewakingssysteem op afstand CCTV van het gebouw van het Federaal Agentschap voor Beroepsrisico's gelegen Sterrenkundelaan 1 te 1210 Sint-Joosten-Node ;
- Het College van Burgemeester en Schepenen is belast met de bekendmaking van deze beslissing aan het Federaal Agentschap voor Beroepsrisico's alsook aan de Korpschef van de Politiezone Brussel-Noord.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*Avis chef de corps.pdf, Demande Fedris.pdf, Annexes.pdf*

---

11.12.2019/A/0004 **Bien immeuble 18-20, rue de la Cible concédé à la commune; prolongation du bail emphytéotique.**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 117 et 135 ;

Vu la circulaire relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles du 22 décembre 2015 ;

Vu le contrat de bail emphytéotique du 28 avril 1994 conclu pour une durée de vingt-sept années entre la Commune et Madame Jessie VAN LAERE et ayant pour objet de conférer à la Commune un droit d'emphytéose du bien immeuble sis 18-20, rue de la Cible à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;

Que la durée de ce bail arrive à échéance à la date du 31 décembre 2019 ;

Vu la décision du conseil communal du 28 août 2019 décidant :

- D'appliquer l'article 249 §1<sup>er</sup>, al.1, de la Nouvelle Loi communale en vue d'imputer le montant d'acquisition de 680.000 euros du bien mieux repris ci-avant à l'article 8760/712-60 du budget extraordinaire 2019 ;
- D'appliquer l'article 249 §1<sup>er</sup>, al.1, de la Nouvelle Loi communale en vue d'imputer un second montant de 9000 euros à l'article 8760/712-60 du budget extraordinaire 2019 afin de couvrir les frais d'acquisition du précité ;
- De couvrir les deux dépenses mieux reprises ci-avant par recours à l'emprunt ;
- De prendre la décision définitive d'acquérir pour cause d'utilité publique le bien immeuble sis 18-20, rue de la Cible à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, cadastré 2<sup>ème</sup> Division, Section C, parcelle numéro 21 D011 pour une contenance de 6ares 82 centiares pour un prix établi à 680.000 euros, sous réserve de la décision de l'autorité de tutelle afférente à la présente décision ;
- D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre et le Secrétaire communal, à réaliser les actes généralement quelconques afférents à la présente acquisition dont, et de manière non exhaustive, l'éventuel compromis et l'acte de vente à intervenir.

Vu, l'ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués, laquelle prévoit en son article 13, §1<sup>er</sup>, qu' « une reconnaissance de l'état du sol doit être réalisée à charge du titulaire de droits réels sur un terrain inscrit à l'inventaire de l'état du sol dans la catégorie 0, ou une catégorie combinée à 0, sur les parcelles le délimitant, et ce avant l'aliénation d'un droit réel sur celui-ci. » ;

Considérant qu'il ressort de l'attestation du sol de ce bien qu'il est repris à l'inventaire en catégorie 0 puisqu'il y a une activité à risque exercée sur la parcelle vendue;

Considérant que les vendeurs n'ont réalisé aucune reconnaissance de l'état du sol du bien vendu avant de le proposer à la vente avec pour conséquence qu'il est impossible de signer l'acte authentique de vente avant le 31 décembre prochain ;

Considérant que la procédure de reconnaissance de l'état du sol, et d'autres études, si nécessaire, est longue ;

Que dès lors une solution pragmatique consisterait à prolonger pour une durée de deux ans le bail emphytéotique actuel, le temps de la réalisation par les vendeurs de cette reconnaissance de l'état du sol ;

Vu l'estimation de Bruxelles fiscalité datée du 19 septembre 2019;

Considérant que le montant annuel du canon est inférieur au montant repris dans l'estimation précitée en ce que celui-ci se base sur la convention de bail emphytéotique en cours actuellement;

Vu le projet de bail emphytéotique établi par le notaire instrumentant Me Joost DE POTTER, dont les bureaux sont établis rue Royale 207 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode.

Considérant que le calcul du montant du canon pour l'année 2020 dépend de l'indice des prix à la consommation du mois de décembre 2019, lequel ne sera publié que courant du mois décembre 2019 ;

Vu les montants payés ces trois dernières années à savoir:

6.459,68 euros pour l'année 2019 ;

6322,69 euros pour l'année 2018 ;

6.197.57 euros pour l'année 2017.

Qu'il est donc proposé de prolonger le bail emphytéotique pour une durée de deux ans et moyennant le paiement d'un canon d'un montant maximum de 6.800 euros TVAC;

Décide :

- D'approuver le projet de bail emphytéotique mieux repris ci-joint et de prolonger le droit d'emphytéose de la Commune relatif au bien immeuble 18-20 rue de la Cible à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, cadastré section C, numéro 21 D11 pour une contenance de 6 ares 82 centiares pour une durée de deux ans et moyennant le paiement d'un canon annuel de 6.800 euros maximum et ce sous réserve de la décision de l'autorité de tutelle y afférente ;
- D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre et le Secrétaire communal, à réaliser les actes généralement quelconques afférents à la présente prolongation de bail emphytéotique précité dont, et de manière non exhaustive, la signature de ce bail, et ce sous la réserve reprise ci-avant ;
- De notifier la présente décision à l'autorité de tutelle.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*Bail emph. 28-04-1994.pdf, Acquisition bien immeuble Cible 18-20.pdf, projet acte de prolongation.doc*

---

11.12.2019/A/0005 **Mission d'études complète d'architecture, de la coordination des études, la préparation et le contrôle de l'exécution pour divers travaux de rénovation et d'aménagement du bâtiment communal « Royal » situé 284 rue Royale à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ; Approbation des conditions du marché (Cahier Spécial des Charges et annexes).**

Le Conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics Considérant que la Commune a acquis en date du 06 novembre 2017 le bâtiment situé au 284 rue Royale à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;

Vu que ce bâtiment est classé selon l'arrêté de classement du 08 août 1988 ;

Considérant que les derniers travaux datent de 1999 ;

Considérant qu'il est indispensable d'effectuer des travaux de rénovation et d'aménagement pour une meilleure exploitation du bien et pour conserver l'immeuble ;

Considérant que les façades extérieures et la terrasse du 4<sup>ème</sup> étage nécessite une rénovation, une amélioration de l'isolation thermique et acoustique des châssis ;

Considérant qu'il est nécessaire d'effectuer de nouveaux aménagements dans les locaux au sous-sol afin qu'ils soient conformes aux règlements en vigueur ;

Considérant qu'il est souhaitable d'optimiser le système domotique mis en place dans le bâtiment qui date d'une technologie vieille de 20 ans ;

Considérant que le Service Rénovation Urbaine propose des travaux de rénovation et d'aménagement du bâtiment afin de maintenir en état le bien et de pouvoir continuer à l'exploiter de la meilleure manière possible ;

Considérant la liste des travaux suivants proposés :

- LOT 1. Travaux sans permis d'urbanisme : le réglage et l'amélioration du fonctionnement du système domotique ;
- LOT 2. Travaux nécessitant un permis d'urbanisme : la rénovation des façades avec l'amélioration de l'isolation thermique et acoustique des châssis. La rénovation de la terrasse au 4<sup>ème</sup> étage avec l'amélioration de l'isolation thermique. Les travaux d'aménagement des niveaux en sous-sol aux niveaux -4 et -5 ;

Considérant que ces travaux permettront de mettre en valeur le bâtiment et le patrimoine architectural qu'il représente pour l'histoire architecturale de la

Commune de Saint-Josse-ten-Noode et de la Ville de Bruxelles ;  
Considérant que le LOT 1 ne bénéficiera pas de subsides; qu'il convient de couvrir cette dépense par la formule de l'emprunt;  
Considérant que les travaux du LOT 2 qui concernent les parties classées du bâtiment seront partiellement couverts par un subside du Service Public Régional de Bruxelles Urbanisme et Patrimoine ; qu'à ce jour nous ne disposons pas du subventionnement exact; que celui-ci dépend des postes considérés comme subsidiables par le SPRB Urbanisme et Patrimoine; que le montant ne sera fixé que sur base des postes du CSC élaboré par un auteur de projet; qu'il convient dès lors de prévoir la couverture de ce qui excéderait le subside par la formule de l'emprunt;

Décide :

- D'approuver les conditions du marché de service : « Mission d'études complète d'architecture, de la coordination des études, la préparation et le contrôle de l'exécution pour divers travaux de rénovation et d'aménagement du bâtiment communal « Royal » situé 284 rue Royale à 1210 Saint-Josse-ten-Noode », suivant la procédure ouverte, avec publication européenne, selon la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures ;
- D'approuver le Cahier spécial des charges portant le numéro « 2019/ 3785 », établi par le Service Rénovation Urbaine. Les conditions étant fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;
- D'approuver l'avis de marché ;
- D'approuver l'estimation pour les services repris dans le Cahier spécial des Charges, suivant la répartition suivante par lot :

- Lot 1 : 49.610,00 € TVA Comprise ;
- Lot 2 : 249.260,00 € TVA Comprise ;

**Soit un total de 298.870,00 € TVA Comprise ce qui correspond à un pourcentage de 15% du montant total des travaux estimé à 2.000.000€ TVA Comprise ;**

- D'imputer les dépenses de la présente mission d'études complète à l'article 1040/ 723-60 du budget extraordinaire 2019 de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode ;
- De transmettre cette délibération à l'autorité de Tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

---

**Volledige studieopdracht van architectuur, van coördinatie van de studies, voorbereiding en controle van de uitvoering voor diverse renovatie- en inrichtingswerken van het gemeentelijke gebouw « Royal » gelegen Koningsstraat 284 te 1210 Sint-Joost-ten-Node ; Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht (Bijzonder Bestek en bijlagen).**

De Gemeenteraad,  
Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad ;  
Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen ;  
Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur ;  
Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en latere wijzigingen ;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies ;  
Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen ;  
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;  
Overwegende dat de Gemeente op 06 november 2017 het gebouw heeft aangekocht gelegen Koningsstraat 284 te 1210 Sint-Joost-ten-Node ;  
Overwegende dat dit gebouw beschermd is volgens het beschermingsbesluit van 08 augustus 1988 ;  
Overwegende dat de laatste werkzaamheden dateren van 1999 ;  
Overwegende dat het van essentieel belang is om renovatie- en inrichtingswerken uit te voeren voor een betere exploitatie van het goed en om het gebouw in stand te houden;  
Overwegende dat de buitengevels en het terras van de 4de verdieping een renovatie vereisen, een verbetering van de warmte- en geluidsisolatie van de ramen ;  
Overwegende dat het noodzakelijk is om nieuwe wijzigingen uit te voeren in de lokalen op de kelderverdieping zodat deze conform zijn met de geldende voorschriften ;  
Overwegende dat het wenselijk is om het in het gebouw geïnstalleerde domoticasysteem, dat gebaseerd is op 20 jaar oude technologie, te optimaliseren;  
Overwegende dat de dienst Stadsvernieuwing renovatie- en inrichtingswerken voorstelt van het gebouw om het in goede staat te houden en het optimaal te kunnen blijven gebruiken;  
Overwegende de lijst van de volgende voorgestelde werkzaamheden:

- PERCEEL 1. Werken zonder stedenbouwkundige vergunning : regeling en verbetering van de werking van het domoticasysteem ;
- PERCEEL 2. Werken waarvoor een stedenbouwkundige vergunning vereist is : renovatie van de gevels met verbetering van de warmte- en geluidsisolatie van de ramen. De renovatie van het terras op de 4<sup>de</sup> verdieping met verbetering van de warmte-isolatie. De inrichtingswerken van de kelder op verdiepingen -4 en -5 ;

Overwegende dat deze werken het mogelijk zullen maken om het gebouw en het architecturale erfgoed dat het vertegenwoordigt voor de architectuurgeschiedenis van de gemeente Sint-Joost-ten-Node en de Stad Brussel te waarderen;  
Overwegende dat perceel 1 zal niet van toelagen kunnen genieten; dat deze uitgave door de formule van de lening zal gedekt worden;  
Overwegende dat de werken van PERCEEL 2 die betrekking hebben op de beschermde delen van het gebouw gedeeltelijk zullen worden gedekt door een subsidie van de Gewestelijke overheidsdienst Brussel Stedenbouw en Erfgoed; dat we vandaag over geen precies subsidiering beschikken; dat deze hangt af van de posten beschouwd als subsidiebaar door de GOB Stedenbouw en Erfgoed; dat het bedrag zal gerekend worden op basis van de posten van een bijzonder bestek opgemaakt; dat dus deze uitgave door de formule van de lening zal gedekt worden voor wat betreft het bedrag dat niet door de betoelaginggedekt zou zijn;

Beslist :

- Om de voorwaarden goed te keuren van de opdracht van diensten: "Volledige studieopdracht van architectuur, van coördinatie van de studies, voorbereiding en

controle van de uitvoering voor diverse renovatie- en inrichtingswerken van het gemeentelijke gebouw « Royal » gelegen Koningsstraat 284 te 1210 Sint-Joosten-Node", via de open procedure, met Europese bekendmaking, volgens de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en latere wijzigingen ;

- Om het Bijzonder bestek goed te keuren met nummer « 2019/ 3785 », opgesteld door de Dienst voor Stadsvernieuwing. De voorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bijzonder bestek en door de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten ;
- Om de aankondiging van opdracht goed te keuren ;
- Om de raming goed te keuren voor de diensten opgenomen in het Bijzonder Bestek, op basis van de volgende verdeling per perceel :

- Perceel 1 : 49.610,00 € BTW inclusief ;
- Perceel 2 : 249.260,00 € BTW inclusief ;

**Hetzij een totaal van 298.870,00 € BTW inclusief, hetgeen overeenkomt met een percentage van 15% van het totale bedrag van de werken geraamd op 2.000.000€ BTW inclusief ;**

- Om de uitgaven van deze volledige studieopdracht te boeken op artikel 1040/723-60 van de buitengewone begroting 2019 van de Gemeente Sint-Joosten-Node ;
- Om deze beraadslaging over te zenden naar de Toezichthoudende Overheid voor de uitoefening van het algemeen toezicht.

*56 annexes / 56 bijlagen*

*Annexe D LOT 1- NL.pdf, HPSCANNER0390.pdf, Schema ABB Airco.pdf, AM20170613-2voorlopig-ENGIE FABRICOM-SD.pdf, SDB4.pdf, 06 PU A1 PDF.pdf, Part 2.pdf, 03 PU A1 PDF.pdf, Annexe D LOT 2- FR.pdf, HPSCANNER0392.pdf, 12 PU A1 PDF.pdf, Part 6.pdf, AVIS FR.pdf, SDB5.pdf, HPSCANNER0399.pdf, Schéma unifilaire NB.pdf, HPSCANNER0394.pdf, 10 PU A1 PDF.pdf, Annexe D LOT 2- NL.pdf, HPSCANNER0397.pdf, 01 PU A1 PDF.pdf, 02A PU 2019.pdf, HPSCANNER0401.pdf, Part 1.pdf, 05 PU A1 PDF.pdf, Part 4.pdf, 08 PU A1 PDF.pdf, 20181012 Avis défavorable SIAMU.pdf, Part 5.pdf, HPSCANNER0396.pdf, CSCH FR.pdf, HPSCANNER0393.pdf, HPSCANNER0400.pdf, HPSCANNER0395.pdf, Annexe D LOT 1- FR.pdf, 11 PU A1 PDF.pdf, BXKS284-plannen renovatie HVAC voorbouw.pdf, SDB1.pdf, Part 3.pdf, Schema ABB Ventilation.pdf, Schema ABB Chauffage.pdf, SDB7.pdf, CEAG.pdf, HPSCANNER0391.pdf, 2019-09-09 Avis favorable SIAMU.pdf, Schéma unifilaire AB.pdf, 07 PU A1 PDF.pdf, SDB2.pdf, HPSCANNER0389.pdf, SDB3.pdf, SDB6.pdf, 09 PU A1 PDF.pdf, HPSCANNER0388.pdf, HPSCANNER0398.pdf, 04 PU A1 PDF.pdf, Rapport approbation conditions.pdf*

---

11.12.2019/A/0006 **Projet ; Contrat Ecole ; signature de la convention.**

Le Conseil communal,

Vu l'approbation du nouveau programme régional de rénovation urbaine, le Contrat Ecole, le 23 novembre 2017 par le Gouvernement Régional Bruxellois ;  
Vu l'ordonnance du 16 mai 2019 relative au Contrat Ecole ;  
Considérant l'arrêté à prendre par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale accordant un subside à la Commune de Saint-Josse-ten-Node d'un montant de 587.750€ dans le cadre du programme de Contrat Ecole ;

Considérant que ce programme a pour objectif d'intégrer au mieux une école dans son environnement et son quartier, par des aménagements du site scolaire et de son périmètre avoisinant ;

Considérant que les projets d'investissement et d'actions sont les suivants :

- Rue conviviale de l'abondance ;
- Co-production Maillage ;
- Le Coordinateur Ecole Quartier ;
- Action inter-écoles Sac à nous ;
- Bienvenue à l'école ;
- Pop-Up Micro entreprises ;
- Il est temps d'être jeune ;
- Les bains Saint-Josse ;

Considérant qu'il y a lieu à cet effet de signer une convention entre la Commune, la Région de Bruxelles-Capitale et le Bureau Bruxellois de la Planification ;

Considérant que ladite convention règle les modalités d'octroi et de contrôle de la subvention régionale octroyée à la Commune de Saint-Josse-ten-Noode de 587.750€ à titre de projet d'investissement et d'actions dans le cadre du Contrat Ecole ;

Décide :

- d'approuver le projet de la convention, sous réserve de son approbation par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- de charger le Collège des Bourgmestre et Échevins, représenté par le Bourgmestre et le Secrétaire Communal, de l'exécution de la décision du Conseil et de la signature du projet de convention annexé, ainsi que tout acte y afférent.

---

### **Project ; Schoolcontract ; ondertekening van de overeenkomst.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de goedkeuring van het nieuwe gewestelijke programma voor stadsvernieuwing, het Schoolcontract, op 23 november 2017 door de Brusselse Gewestelijke Regering ;

Gelet op de ordonnantie van 16 mei 2019 in verband met het Schoolcontract ;

Overwegende het te nemen besluit door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om de gemeente Sint-Joost-ten-Node een subsidie van 587.750 euro toe te kennen in het kader van het programma "Schoolcontract";

Overwegende dat het doel van dit programma is om een school zo goed mogelijk te integreren in haar omgeving en haar wijk, door inrichtingen van het schoolterrein en haar naburige omtrek;

Overwegende dat de investerings- en actieprojecten de volgende zijn :

- Woon/ schoolerf Overvloedstraat ;
- Co-productie Netwerk ;

- Coördinator School- Wijk ;
- Interscholenactie Onze winkeltas ;
- Welkom op school ;
- Pop-Up Micro- ondernemingen ;
- Tijd om jong te zijn ;
- De baden van Sint-Joost ;

Overwegende dat hiertoe een overeenkomst dient te worden ondertekend tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het Brussels Planningsbureau ;

Overwegende dat deze overeenkomst de modaliteiten regelt voor de toekenning en de controle van de gewestelijke subsidie van 587.750 euro die aan de gemeente Sint-Joosten-Node wordt toegekend als investerings- en actieproject in het kader van het schoolcontract;

Beslist :

- Om het ontwerp van overeenkomst goed te keuren, onder voorbehoud van de goedkeuring ervan door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ;
- Om het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester en de

Gemeentesecretaris, te belasten met de uitvoering van de beslissing van de Raad en met de ondertekening van het bijgevoegde ontwerp van overeenkomst, alsook iedere bijhorende handeling.

*10 annexes / 10 bijlagen*

*20191128 PTA CE AEC-DDM fiche 1 abondance-2.pdf, CONVENTION stjosse FR.pdf, 262 20191028 PTA AEC-DDM fiche\_ilesttempsd'êtrejeune.pdf, 262 20191028 PTA AEC-DDM fiche\_co-production maillage.pdf, 262 20191121 PTA fiche 3 coordinateur.pdf, 262 20191121 PTA fiche 7 bains de stjosse.pdf, 262 20191121 PTA fiche 6 pop up.pdf, 262 20191121 PTA fiche 5 bienvenue à l'école.pdf, 262 20191121 PTA fiche 4 action inter écoles.pdf, CONVENTION stjosse NL.pdf*

---

11.12.2019/A/0007 **Plan Climat 2019 - 2024 ; approbation.**

Le Conseil communal,

Considérant l'urgence climatique actuelle ;

Considérant l'impact qu'a une Administration communale sur l'environnement en termes de production de déchets, de consommation d'énergie, ... ;

Considérant que les pouvoirs publics ont un rôle d'exemplarité ;

Considérant que le Plan Climat vise à réduire l'impact du territoire de Saint-Josse sur l'environnement et sur le climat ;

Considérant que le Plan Climat 2019-2024 se base sur le bilan du Plan de Développement Durable 2013-2017 ainsi que sur les informations actuelles du réchauffement climatique ;

Considérant que le Plan Climat reprend les 5 thématiques suivantes :

- Déchets et Propreté

- Espaces verts et biodiversité
- Eau
- Alimentation durable
- Exemplarité de la Commune ;

Considérant que le Plan Climat met en évidence 11 objectifs phare :

- Prévention des déchets et zéro plastique
- Tri sélectif sur le territoire de la Commune
- Végétalisation des cours de récréation
- Aménagements et gestion écologique des espaces verts et des espaces publics
- Sensibilisation à la nature et à la biodiversité
- Récupération d'eau pour l'arrosage et le nettoyage de l'espace public
- Augmenter le nombre de bâtiments possédant une citerne d'eau de pluie fonctionnelle
- Réduire l'empreinte écologique du territoire de Saint-Josse
- Sensibiliser les commerces et la population à l'alimentation durable et offrir un soutien
- Sensibiliser aux éco-gestes
- Faire des achats de produits durables ;

Décide :

- D'adopter le Plan Climat .

---

### **Klimaatplan 2019 - 2024; goedkeuring.**

*2 annexes / 2 bijlagen*

*PLAN CLIMAT 2019-2024.pdf, 2019-11-19 Rapport Plan Climat.pdf*

---

### **11.12.2019/A/0008 Budget communal pour l'exercice 2020; douzièmes provisoires n° 1.**

Mesdames, Messieurs,

L'état actuel des travaux d'élaboration du budget pour l'exercice 2020 ne nous permet pas de vous présenter ce document.

Afin d'assurer le paiement des dépenses émergeant au budget ordinaire de l'exercice 2020, il est indispensable que trois douzièmes provisoires soient mis à la disposition du Collège échevinal.

En conséquence, en application de l'article 14 de l'arrêté du 2 août 1990 portant règlement général sur la comptabilité communale, nous avons l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous proposer de voter trois douzièmes provisoires pour les mois de janvier, février, mars, avril, mai et juin 2020.

---

## **Gemeentelijke begroting voor het dienstjaar 2020; voorlopige twaalfden nr 1.**

Mevrouwen, Mijne Heren,

De huidige staat der werken met het oog op het opstellen van de begroting voor het dienstjaar 2020, laat ons nog niet toe U dit document voor te leggen.

Opdat we de betalingen van de gewone uitgaven betreffende het dienstjaar 2020 zouden kunnen verder uitvoeren, is het onontbeerlijk dat drie voorlopige twaalfden zouden ter beschikking gesteld worden van het Schepencollege.

Bijgevolg, bij toepassing van artikel 14 van het koninklijke besluit van 2 augustus 1990 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding, hebben wij de eer U voor te stellen drie voorlopige twaalfden te stemmen voor de maanden januari, februari, maart, april, mei en juni 2020.

---

11.12.2019/A/0009 **Taxe sur la non mise à disposition d'emplacements de parking hors voirie accessoires aux entreprises économiques en dehors des heures de bureau; modification du règlement-taxe.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 170, § 4, de la Constitution ;

Vu l'article 190 de la Constitution, et les articles 112, 114 et 115 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu les article 117, alinéa 1<sup>er</sup> et 118, alinéa 1<sup>er</sup> de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment, ses articles 91 à 94 (partiellement modifiée par la loi du 20 juillet 2006) ;

Vu la loi du 23 mars 1999, relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 9, lequel insère dans le Code judiciaire les articles 1385decies et undecies ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 92, notamment les articles 355 à 357 et 370 à 372 modifiés par la loi du 15 mars 1999 ;

Vu l'Arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales telle que modifiée à ce jour ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal en date du 1<sup>er</sup> septembre 2014 ;

Vu la circulaire du 10 mai 2000 du Ministère de l'Intérieur relative à l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'article 6 §2 de l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, telle que modifiée par l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la Tutelle administrative tel que modifié par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 novembre 1999 ;

Vu la circulaire du 24 août 1998 relative à l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la circulaire du 20 juillet 2018 émise par Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites et de la Propreté publique, concernant l'élaboration des budgets communaux pour les exercices 2019 à 2021 ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration dans les provinces et les communes, telle que modifiée par celle du 26 juin 2000 ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Considérant que la présente taxe vise à doter la Commune des ressources financières nécessaires dans le but d'exercer de manière optimale ses missions de service public, notamment, mais pas uniquement, celles prévues par l'article 135 de la Nouvelle loi communale (articles 117-142) et à assurer son équilibre financier ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins auxquels elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que tant la détermination de la matière imposable que des contribuables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale de par la Constitution ; qu'elle dispose en la matière d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ; que l'autorité communale ne peut taxer tout ce qui peut l'être et doit nécessairement faire des choix tant en ce qui concerne les matières imposables que les redevables ;

Considérant que la taxe est pertinente puisqu'elle frappe les emplacements de parage privés accessoires à une activité économique ou commerciale qui créent un enrichissement pour les exploitants et qui ne sont pas mis à la disposition du public en dehors des heures de l'activité dont ils sont l'accessoire ;

Considérant que l'offre de stationnement en surface à Saint-Josse-ten-Noode est insuffisante par rapport à la demande globale des riverains ou des visiteurs du territoire, la Commune souhaite, dans le cadre de sa politique de stationnement, favoriser l'utilisation optimale des emplacements visés pour améliorer le stationnement sur le territoire communal, lequel est très densément peuplé et fréquenté ;

Considérant par ailleurs, qu'il existe sur le territoire de la commune de nombreux espaces de parage non utilisés à certaines heures et un nombre conséquent de parkings non accessibles au public ;

Considérant la nécessité de favoriser des partenariats entre les exploitants des parkings précités et les usagers pour remédier aux difficultés de stationnement, notamment de stationnement de nuit dans certains quartiers de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode où la pression en stationnement est élevée ;

Considérant que les taux proposés tiennent compte de la capacité contributive des contribuables, et qu'en outre, comme la plupart des taxes communales, la

présente taxe est déductible à titre de charges d'exploitation ;  
Considérant que les parkings afférents aux immeubles de logement ne sont pas soumis à la présente taxe puisque ceux-ci sont destinés à l'usage privé de leurs habitants ;  
Considérant que les biens du domaine public des personnes morales de droit public et ceux du domaine privé affectés à un service d'utilité publique ne sont pas soumis à la présente taxe communale puisqu'un impôt étant établi pour l'utilité publique, celui-ci ne peut frapper l'utilité publique elle-même ;  
Considérant que des équipements qui remplissent des missions d'intérêt général ne sont pas non plus soumis à la taxe ;  
Considérant que les emplacements de parcage servant comme stockage de véhicules non immatriculés ou un lieu d'emplacement de leurs propres véhicules utilitaires ne sont pas mutualisables et vu la politique locale poursuivi, ceux-ci ne peuvent être imposés ;  
Vu la situation financière de la commune ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

## **ARRETE**

### **I. Champ d'application - Durée et Assiette de l'impôt**

**Article 1.** Il est établi à partir de l'exercice 2020 et pour une durée de 5 ans une taxe communale annuelle sur les emplacements de parcage privés qui ne sont pas mis à disposition du public en dehors des heures d'exploitation de l'entreprise économique dont ils sont l'accessoire.

Ne sont pas visés par la taxe les emplacements de parcage effectivement mis à disposition du public sans discrimination et clairement signalés comme tels. La pratique d'un tarif raisonnable ne doit pas être considérée comme une pratique discriminatoire.

#### **Article 2.**

1° « L'emplacement de parcage privé » s'entend comme une surface délimitée, appartenant à une personne physique ou morale de droit privé, destinée au stationnement d'un véhicule motorisé, située dans un espace clos ou à l'air libre, mise à disposition à titre gratuit ou onéreux et affectée à l'accueil du personnel de l'entreprise, des clients, fournisseurs ou visiteurs ;

2° « *Pas mis à disposition du public* » s'entend comme non accessible de manière indiscriminée au public au moins 13 heures consécutives par jour ;

3° « *Entreprise économique* » est toute activité poursuivant un but de lucre ;

**Article 3.** La taxe a pour base la totalité des surfaces affectées aux emplacements de parcage telles que renseignées dans le permis d'environnement.

Les emplacements de parcage sont délimités par un marquage au sol conformément aux conditions du Permis d'Environnement.

### **II. Taux**

**Article 4.** 1° Le taux annuel de la taxe est de 151 Euros par emplacement de parcage destiné aux véhicules à quatre roues et de 113,25 Euros par place de parcage destinée aux véhicules à deux roues.

2° Le taux de la taxe est majoré au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année d'un montant de 2,5%, conformément au tableau ci-dessous :

#### **4 roues**

2020 : 151 € - 2021 : 155 € - 2022 : 159 € - 2023 : 163 € - 2024 : 167 €.

#### **2 roues**

2020 : 113,25 € - 2021 : 116 € - 2022 : 119 € - 2023 : 122 € - 2024 : 125 €.  
Les neuf premiers emplacements ou, à défaut de marquage au sol, les 144 premiers m<sup>2</sup> font l'objet d'un abatement et ne sont pas taxés.

### III. Contribuable

**Article 5.** La taxe est due par toute personne physique ou morale qui est titulaire du permis d'environnement définitif couvrant l'exploitation des emplacements de parcage ou qui exploite effectivement, même sans disposer d'autorisation administrative, des emplacements de parcage.

**Article 6.** La taxe est due au prorata du nombre de mois d'affectation tel que visé à l'article 3.

Tout mois entamé compte en entier.

### IV. Exonération

**Article 7.** Sont exonérés de la taxe les emplacements utilisés comme endroit de stockage de véhicules non immatriculés ou de véhicules de service.

### V. Déclaration

**Article 8.** Pour l'exercice d'imposition donné, l'Administration communale adresse au contribuable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complété, daté et signé, au plus tard dans les quinze jours de l'envoi de la formule de déclaration.

Cette déclaration est valable jusqu'à révocation.

Le contribuable qui n'a pas reçu le formulaire de déclaration est tenu d'en réclamer un au plus tard le 1<sup>er</sup> mars de l'année qui suit l'exercice d'imposition et de le renvoyer dans les quinze jours ouvrables.

Dans le formulaire de déclaration le contribuable veillera à indiquer clairement les emplacements de parcage mis à la disposition du public. A défaut de pareille indication, aucune exonération ne sera accordée.

**Article 9.** A défaut de déclaration, ou en cas de fraude, de déclaration tardive, incorrecte ou incomplète, la taxe sera enrôlée d'office d'après les éléments dont dispose l'Administration.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Échevins ou le membre du personnel désigné à cet effet par lui, notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

Le courrier susvisé l'informe de ce droit. La taxe ne peut être établie avant que ce délai ne soit échu.

Lorsqu'une taxe est établie d'office, le redevable doit produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

### VI. Recouvrement

**Article 10.** Tout contribuable imposé d'office devra, sans préjudice de la taxe due et des intérêts de retard, payer une majoration d'impôt égale à 25% du montant de la taxe. En cas de récidive, la majoration s'élève à 50% du montant de la taxe.

**Article 11.** La présente taxe est recouvrée par voie de rôle.

Chaque rôle est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

**Article 12.** Les montants enrôlés sont payables dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts d'État sur les revenus.

L'avertissement-extrait de rôle sera envoyé au redevable sans frais et sera conforme aux dispositions prévues dans l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

**Article 13.** Les montants enrôlés sont recouverts par le Receveur communal.

**Article 14.** Sans préjudice des dispositions de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et des règles relatives à la réclamation régies par le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode en date du 1<sup>er</sup> septembre 2014, à peine de nullité, le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins.

La réclamation doit être motivée et introduite, sous peine de déchéance, par écrit, datée et signée par le réclamant ou son représentant dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation.

Le redevable ou son représentant qui souhaite être entendu lors d'une audition doit en faire la demande expressément dans sa réclamation.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement préalable de la taxe mais la réclamation ne dispense pas de l'obligation de payer la taxe dans le délai prescrit.

---

**Belasting op het niet terbeschikking stellen van parkeerplaatsen buiten de openbare weg behorend aan economische bedrijven buiten de kantooruren; wijziging van het belastingreglement.**

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet ;

Gelet op artikel 190 van de Grondwet, en de artikelen 112, 114 en 115 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en inzonderheid haar artikelen 117, eerste lid en 118, eerste lid ;

Gelet op de Wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, met name haar artikelen 91 tot 94 (gedeeltelijk gewijzigd door de Wet van 20 juli 2006) ;

Gelet op de Wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken, met name artikel 9, dat in het Gerechtelijk Wetboek de artikelen 1385decies en undecies invoert ;

Gelet op de bepalingen van Titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot 10 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 92, met name artikelen 355 tot 357 en 370 tot 372 gewijzigd door de Wet van 15 maart 1999 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op de Ordonnantie van de Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen zoals heden gewijzigd ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentelijke belastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad op 1 september 2014 ;

Gelet op de omzendbrief van 10 mei 2000 van het Ministerie van Binnenlandse Zaken met betrekking tot het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op artikel 6 §2 van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en artikel 1 van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door de Ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door het Besluit van de Brusselse Regering van 18 november 1999 ;

Gelet op de omzendbrief van 24 augustus 1998 betreffende de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de omzendbrief van 20 juli 2018 uitgebracht door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Openbare Netheid, betreffende de uitwerking van de gemeentelijke begrotingen voor dienstjaren 2019 tot 2021 ;

Gelet op de Wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van Bestuur in provincies en gemeenten, zoals gewijzigd door de Wet van 26 juni 2000 ;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat het begrotingsevenwicht oplegt aan de gemeenten ;

Overwegende dat deze belasting ertoe strekt de Gemeente te voorzien van de nodige financiële middelen met het oog op de optimale uitoefening van haar taken van openbare dienstverlening, met name, maar niet uitsluitend, deze voorzien door artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet (117-142) alsook haar financieel evenwicht te verzekeren ;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170 §4 van de Grondwet ; dat het haar toekomt in het kader van haar fiscale autonomie om de bases en de grondslag te bepalen van de belastingen, waarvan zij de noodzakelijkheid bepaalt in functie van de behoeften waarin zij meent te moeten voorzien, onder de enige beperking opgelegd door de Grondwet, te weten de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen ; dat onder voorbehoud van de uitzonderingen bepaald door de wet, de gemeentelijke overheid onder het toezicht van de voogdijoverheid de basis kiest van de belastingen die ze heft ;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie alsook deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid door de Grondwet ; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid, die zij uitoefent, rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften; dat de gemeentelijke overheid niet alles kan belasten wat toegestaan is en noodzakelijker wijze keuzes dient te maken zowel wat de belastbare materie betreft als de belastingplichtigen ;

Overwegende dat de belasting relevant is aangezien ze de privé-parkeerplaatsen

belast horend bij een economische of commerciële activiteit die een verrijking vormen voor de handelsuitbaters en die niet ter beschikking worden gesteld van het publiek buiten de uren van de activiteit waar ze bij horen ;

Overwegende dat het bovengrondse parkeeraanbod in Sint-Joost-ten-Node onvoldoende is ten opzichte van de totale vraag van de buurtbewoners of van de bezoekers van het grondgebied, de Gemeente wenst, in het kader van haar parkeerbeleid, het optimale gebruik te bevorderen van de beoogde plaatsen om het parkeren te verbeteren op het gemeentelijk grondgebied, dat zeer dichtbevolkt en druk bezocht is ;

Overwegende overigens dat op het grondgebied van de gemeente tal van niet-gebruikte parkeerruimten bestaan op bepaalde uren en een aanzienlijk aantal parkings die niet toegankelijk zijn voor het publiek ;

Overwegende de noodzaak om partnerschappen te bevorderen tussen de uitbaters van voornoemde parkings en de gebruikers, om de parkeerproblemen te verhelpen, met name voor het nachtelijk parkeren in bepaalde wijken van de gemeente Sint-Joost-ten-Node waar de parkeerdruk hoog ligt ;

Overwegende dat de voorgestelde tarieven rekening houden met de bijdragecapaciteit van de belastingplichtigen, en dat deze belasting bovendien, zoals het merendeel van de gemeentelijke belastingen, aftrekbaar is als uitbatingskosten ;

Overwegende dat de parkings horend bij de woongebouwen niet onderworpen zijn aan deze belasting aangezien deze bestemd zijn voor privé-gebruik van hun bewoners ;

Overwegende dat de goederen van het openbare domein van publiekrechtelijke rechtspersonen en die van het privé-domein bestemd voor een dienst van openbaar nut niet zijn onderworpen aan deze gemeentebelasting aangezien een belasting die wordt vastgesteld voor het openbaar nut niet kan worden opgelegd aan het openbaar nut zelf ;

Overwegende dat uitrustingen die taken van algemeen belang vervullen evenmin onderworpen zijn aan de belasting ;

Overwegende dat de parkeerplaatsen die als opslagplaats dienen van niet-ingeschreven voertuigen of een parkeerplaats voor hun eigen nutsvoertuigen niet onder elkaar verdeelbaar zijn en gezien de lokale beleidsvoering kunnen deze niet worden belast ;

Gelet op de financiële situatie van de Gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :

## **BESLIST**

### **I. Duur en basis van de belasting**

**Artikel 1.** Er wordt vanaf dienstjaar 2020 en voor een duur van 5 jaar een jaarlijkse gemeentebelasting vastgesteld op de privé-parkeerplaatsen die niet ter beschikking worden gesteld van het publiek buiten de uitbatingsuren van de economische onderneming waar ze toe behoren.

Worden niet belast de parkeerplaatsen die daadwerkelijk ter beschikking worden gesteld van het publiek zonder discriminatie en duidelijk als dusdanig aangeduid. De praktijk van een redelijk tarief dient niet te worden beschouwd als een discriminerende praktijk.

#### **Artikel 2.**

1° Onder « privé-parkeerplaats » wordt verstaan een afgebakende oppervlakte, behorend tot een natuurlijke of privaatrechtelijke rechtspersoon, bestemd voor het parkeren van een gemotoriseerd voertuig, gelegen in een afgesloten ruimte of in open lucht, gratis of tegen betaling ter beschikking gesteld en voorbehouden voor

het onthaal van personeel van de onderneming, klanten, leveranciers of bezoekers ;

2° Onder « *Niet ter beschikking gesteld van het publiek* » wordt verstaan zonder onderscheid niet toegankelijk voor het publiek tenminste 13 opeenvolgende uren per dag ;

3° « *Economische onderneming* » is iedere activiteit die een winstgevend doel nastreeft ;

**Artikel 3.** De belasting heeft als basis de totaliteit van de oppervlakten bestemd voor parkeerplaatsen, zoals aangegeven in de milieuvergunning.

De parkeerplaatsen zijn afgebakend door een vloermarkering overeenkomstig de voorwaarden van de Milieuvergunning.

## II. Aanslagvoet

**Artikel 4.** 1° Het jaarlijkse tarief van de belasting bedraagt 151 Euro per parkeerplaats bestemd voor vierwielers en 113,25 Euro per parkeerplaats bestemd voor tweewielers.

2° De belasting wordt vermeerderd op 1 januari van elk jaar voor een bedrag van 2,5 % overeenkomstig onderstaande tabel :

### **4 wielers**

2020 : 151 € - 2021 : 155 € - 2022 : 159 € - 2023 : 163 € - 2024 : 167 €.

### **2 wielers**

2020 : 113,25 € - 2021 : 116 € - 2022 : 119 € - 2023 : 122 € - 2024 : 125 €.

De eerste negen plaatsen of, bij gebreke van vloermarkering, de eerste 144 m<sup>2</sup> maken het voorwerp uit van een aftrek en worden niet belast.

## III. Belastingplichtige

**Artikel 5.** De belasting is verschuldigd door iedere natuurlijke- of rechtspersoon die houder is van de definitieve milieuvergunning die de uitbating dekt van de parkeerplaatsen of die daadwerkelijk, ook zonder te beschikken over administratieve toelating, parkeerplaatsen uitbaadt.

**Artikel 6.** De belasting is verschuldigd naar rato van het aantal maanden bestemming zoals bedoeld in artikel 3.

Elke begonnen maand wordt aangerekend als een volledige maand.

## IV. Vrijstelling

**Artikel 7.** Worden vrijgesteld van belasting de plaatsen gebruikt als opslagruimte van niet-ingeschreven voertuigen of van dienstvoertuigen.

## V. Aangifte

**Artikel 8.** Voor het betreffende dienstjaar bezorgt het Gemeentebestuur de belastingplichtige een aangifteformulier dat deze volledig ingevuld, gedagtekend en ondertekend moet terugzenden, ten laatste binnen de vijftien dagen na de verzending van het aangifteformulier.

Deze aangifte blijft geldig tot herroeping.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient er een aan te vragen ten laatste op 1 maart van het jaar dat volgt op het aanslagjaar en dit terug te zenden binnen de vijftien werkdagen.

In het aangifteformulier dient de belastingplichtige ervoor te zorgen dat hij duidelijk de parkeerplaatsen vermeldt die ter beschikking worden gesteld van het publiek.

Bij gebreke van een dergelijke vermelding zal geen enkele vrijstelling worden

toegekend.

**Artikel 9.** Bij gebrek van aangifte, of in geval van fraude, van laattijdige, onjuiste of onvolledige aangifte, zal de belasting ambtshalve vastgesteld worden op basis van de elementen waarover het Bestuur beschikt.

Alvorens over te gaan tot de ambtshalve belastingheffing betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, per aangetekend schrijven, de motieven om gebruik te maken van deze procedure, de elementen waarop de aanslag is gebaseerd evenals de wijze van bepaling van deze elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen.

Bovenvermeld schrijven informeert hem over dit recht. De belasting kan niet worden ingekohierd alvorens deze termijn afgelopen is.

Wanneer de belasting ambtshalve ingekohierd wordt, dient de belastingplichtige een bewijs van nauwkeurigheid voor te leggen van de elementen die hij aanhaalt.

## VI. Inning

**Artikel 10.** Elke ambtshalve ingekohierde belastingplichtige zal, onverminderd de verschuldigde belasting en de verwijlinteressen, een toeslag van wettelijke belasting moeten betalen gelijk aan 25% van het bedrag van de belasting. Bij herhaling zal de toeslag 50% bedragen van het bedrag van de belasting.

**Artikel 11.** De onderhavige belasting wordt geïnd per kohier.

Elk kohier wordt opgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

**Artikel 12.** De ingekohierde bedragen zijn betaalbaar binnen de twee maanden na toezending van het kohieruittreksel.

Bij gebreke aan betaling binnen deze termijn worden de bepalingen betreffende de verwijlinteressen inzake Rijksinkomstenbelastingen toegepast.

Het kohieruittreksel zal zonder kosten toegestuurd worden aan de belastingplichtige en zal in overeenkomst zijn met de bepalingen in de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

**Artikel 13.** De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd.

**Artikel 14.** Onverminderd de bepalingen van de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de regels met betrekking tot het bezwaar geregeld door het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad van Sint-Joost-ten-Node op 1 september 2014, op straffe van nietigheid, kan de belastingplichtige een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen.

Dit bezwaarschrift moet worden gemotiveerd en ingediend, op straffe van verval, schriftelijk, gedateerd en ondertekend door de bezwaarde of zijn vertegenwoordiger binnen een termijn van drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de datum van verzending van het kohieruittreksel dat de bezwaartermijn vermeldt.

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger die wenst te worden gehoord tijdens een hoorzitting, dient dit uitdrukkelijk aan te vragen in zijn bezwaarschrift. De bezwaarde moet een vroegere betaling van de belasting niet verantwoorden, maar het bezwaarschrift stelt hem niet vrij van de betaling van de belasting binnen de voorgeschreven termijn.

*3 annexes / 3 bijlagen*

11.12.2019/A/0010 **Taxe sur le dépôt de matériaux et de matériels sur la voie publique; modification du règlement-taxe.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 190 de la Constitution, et les articles 112, 114 et 115 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la Nouvelle Loi communale, et notamment ses articles 117, alinéa 1<sup>er</sup> et 118, alinéa 1<sup>er</sup> ;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment, ses articles 91 à 94 (partiellement modifiée par la loi du 20 juillet 2006) ;

Vu la Loi du 23 mars 1999, relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 9, lequel insère dans le Code judiciaire les articles 1385decies et undecies ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1<sup>er</sup>, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 92, notamment les articles 355 à 357 et 370 à 372 modifiés par la Loi du 15 mars 1999 ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications subséquentes ;

Vu l'article 6 §2 de l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, telle que modifiée par l'Ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative tel que modifié par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 novembre 1999 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal en date du 1<sup>er</sup> septembre 2014 ;

Vu la circulaire du 10 mai 2000 du Ministère de l'Intérieur relative à l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la circulaire du 24 août 1998 relative à l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la circulaire du 20 juillet 2018 émise par Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites et de la Propreté publique, concernant l'élaboration des budgets communaux pour les exercices 2019 à 2021 ;

Vu l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 162/ 2007, du 19 décembre 2007 ;

Vu la Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration dans les

provinces et les communes, telle que modifiée par celle du 26 juin 2000 ;  
Vu que la Commune doit se doter des moyens nécessaires dans le but d'exercer de manière optimale ses missions de service public, notamment, mais pas uniquement, celles prévues par l'article 135 de la Nouvelle Loi communale (117-142) ;  
Vu la Loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales et les dispositions modificatives ultérieures ;  
Vu la situation financière de la Commune ;  
Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins auxquels elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;  
Considérant que tant la détermination de la matière imposable que des contribuables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale de par la Constitution ; qu'elle dispose en la matière d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ; que l'autorité communale ne peut taxer tout ce qui peut l'être et doit nécessairement faire des choix tant en ce qui concerne les matières imposables que les redevables ;  
Considérant que les autorités communales ont constaté le dépôt de plus en plus fréquent de conteneurs et d'élévateurs sur la voie ;  
Considérant qu'il est jugé nécessaire de réduire l'occupation du domaine public communal par des particuliers dans un but privé ;  
Considérant qu'il apparaît légitime de soumettre l'occupation du domaine public communal à une contribution financière ;  
Considérant qu'une adaptation de notre règlement aux divers changements législatifs, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins :

## **ARRETE**

### **I. Champ d'application - Durée et Assiette de l'impôt**

**Article 1.** Il est établi, à partir de l'exercice 2020 pour une durée de cinq ans, une taxe sur l'emprise à faire sur la voie publique à l'occasion de travaux de construction, reconstruction, transformation, réparation, entretien ou démolition d'immeubles, pour le dépôt de matériaux, de matériels ou pour toute cause gênant la circulation des piétons ou véhicules sur la voie publique, même partiellement ou temporairement.

Une voie acquiert le caractère public dès son affectation à l'usage de tous.

La taxe est établie proportionnellement à la superficie occupée de la voie publique. Pour le calcul de cette superficie, toute fraction de mètre carré est comptée pour une unité.

### **II. Taux**

**Article 2.** Le taux de la taxe est fixé à 1,61 € par mètre carré de surface occupée et par jour calendrier.

La taxe est majorée au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année d'un montant de 2,5%, conformément au tableau ci-dessous :

2020 : 1,61 € - 2021 : 1,65 € - 2022 : 1,69 € - 2023 : 1,73 € - 2024 : 1,77 €.  
Le taux de la taxe sera doublé s'il est établi des cloisons ou palissades ayant, y compris éventuellement les auvents, plus de 4 mètres de hauteur ; celle-ci se calcule en coupe verticale de la cloison ou palissade.  
La taxe ainsi fixée est indépendante des frais pour la réparation éventuelle de la voie publique en suite de son occupation.  
L'emprise devra être autorisée au préalable par le Collège. Les permis sont octroyés sous réserve des droits des tiers et aux risques et périls des intéressés.

### III. Contribuable

**Article 3.** La taxe est due par l'entrepreneur des travaux , tel qu'il figure sur l'autorisation délivrée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.  
Le propriétaire de l'immeuble, possesseur, emphytéote, superficiaire ou usufruitier est solidairement responsable du paiement, comme en matière d'impôt foncier.

### IV. Déclaration

**Article 4.** La taxe est due dès le premier jour de l'occupation de la voie publique. Toute journée commencée est comptée pour une journée entière.  
La date de début de l'occupation de la voie publique et celle de la cessation de cette utilisation, doivent être notifiés par écrit à l'Administration communale, 7 jours calendrier avant chacune des opérations.  
Si ces informations ne proviennent pas dans ce délai, seules les dates fournies par les agents assermentés de la Commune seront prises en considération.  
**Article 5.** Le défaut de déclaration, la déclaration hors délais prescrits par l'article 4 ci-avant, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise du redevable entraînent l'imposition d'office d'après les éléments dont dispose l'Administration. Lorsque la taxe est fixée d'office, celle-ci sera majorée, sans préjudice de la taxe et intérêts de retard, d'un montant égal à la taxe due.

### V. Exonérations

**Article 6.** Sont exonérées de la taxe , les emprises faites sur la voie publique à l'occasion :

1. de travaux de construction ou transformation aux immeubles effectués sous le patronage de la Société du Logement de la Région bruxelloise ou une société reconnue par celle-ci ;
2. de maisons construites à l'initiative privée, dans les conditions déterminées par le pouvoir régional, en vue de l'octroi de primes à la construction d'habitation à bon marché ;
3. de travaux de construction, reconstruction, transformation d'immeubles ou parties d'immeubles qu'un propriétaire, ne poursuivant aucun but de lucre, destiné, pendant une période au moins égale à neuf ans, soit à l'exercice d'un culte public, soit à l'enseignement, soit à l'installation d'hôpitaux, d'hospices, de cliniques, de dispensaires ou d'autres œuvres analogues de bienfaisance ;
4. de travaux de construction ou transformation de bâtiments par les administrations, établissements et services publics pour autant que lesdits bâtiments soient affectés à un service public ou d'utilité publique.

## VI. Recouvrement

**Article 7.** La taxe est recouvrée au comptant, par paiement électronique au compte de la commune, à l'attribution de l'autorisation.

Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, ou si la durée d'occupation est supérieure à un mois, la taxe est enrôlée.

**Article 8.** Le montant de la taxe sera porté à la connaissance du débiteur par un document administratif l'invitant à s'en acquitter soit par un versement à la caisse communale, soit par un virement ou versement à un compte bancaire dans un délai de 30 jours.

A défaut de paiement volontaire, dans le délai prescrit, la susdite taxe fera également l'objet d'un enrôlement.

Les rôles seront dressés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Échevins. Revêtus du visa exécutoire, ils sont transmis sans délai au Receveur communal

**Article 9.** La majoration d'impôt prévue par l'article 5 ci-avant, lorsqu'il est d'application, sera également enrôlée.

**Article 10.** A partir du moment où la taxe aura fait l'objet d'un enrôlement, elle sera notifiée au redevable sous forme d'avertissement-extrait de rôle.

L'avertissement-extrait de rôle sera daté et se conformera aux dispositions de l'article 4, §3, de l'Ordonnance relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales du 3 avril 2014.

Le montant de la taxe est payable dans les deux mois à partir de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

**Article 11.** Les montants enrôlés seront recouvrés par le Receveur communal.

**Article 12.** A peine de nullité, le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins conformément au règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode en date du 1<sup>er</sup> septembre 2014. Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement préalable de la taxe, mais la réclamation ne dispense pas de l'obligation de payer la taxe dans le délai prescrit.

**Article 12.** A peine de nullité, le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins conformément au règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode en date du 1<sup>er</sup> septembre 2014. Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement préalable de la taxe, mais la réclamation ne dispense pas de l'obligation de payer la taxe dans le délai prescrit.

---

### **Belasting op het plaatsen van materialen op de openbare weg; wijziging van het belastingreglement.**

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet ;

Gelet op artikel 190 van de Grondwet, en de artikelen 112, 114 en 115 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en inzonderheid haar artikelen 117, eerste lid en 118, eerste lid ;

Gelet op de Wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, met name haar artikelen 91 tot 94 (gedeeltelijk gewijzigd door de wet van 20 juli 2006) ;

Gelet op de Wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken, met name artikel 9, dat in het Gerechtelijk wetboek de artikelen 1385decies en undecies invoert ;

Gelet op de bepalingen van Titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot 10 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 92, met name artikelen 355 tot 357 en 370 tot 372 gewijzigd door de Wet van 15 maart 1999 ;

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de daarop volgende wijzigingen ;

Gelet op artikel 6 § 2 van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en artikel 1 van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door de Ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 november 1999 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentelijke belastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad op 1 september 2014 ;

Gelet op de omzendbrief van 10 mei 2000 van de Minister van Binnenlandse Zaken met betrekking tot het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het college van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op de omzendbrief van 24 augustus 1998 betreffende de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de omzendbrief van 20 juli 2018 uitgebracht door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Openbare Netheid, betreffende de uitwerking van de gemeentelijke begrotingen voor dienstjaren 2019 tot 2021 ;

Gelet op het vonnis van het Grondwettelijk hof nr 162/2007, van 19 december 2007 ;

Gelet op de Wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van Bestuur in provincies en gemeenten, zoals gewijzigd door de wet van 26 juni 2000 ;

Gelet op het feit dat de Gemeente zich dient te voorzien van de nodige middelen met het oog op de optimale uitoefening van haar taken van openbare dienstverlening, in het bijzonder, maar niet uitsluitend, deze voorzien door artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet (117-142) ;

Gelet op de Wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie-en gemeentebelastingen en gewijzigd door andere, vroegere bepalingen ;

Gelet op de financiële situatie van de Gemeente ;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170 §4 van de Grondwet ; dat het haar toekomt in het kader van haar fiscale autonomie om de bases en de grondslag te bepalen van de belastingen, waarvan zij de noodzakelijkheid bepaalt in functie van de behoeften waarin zij meent te moeten voorzien, onder de enige beperking opgelegd door de Grondwet, te weten de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen ; dat onder voorbehoud van de uitzonderingen bepaald door de wet, de gemeentelijke overheid onder het toezicht van de voogdijoverheid de basis kiest van de belastingen die ze heft ;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie alsook deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid door de Grondwet ; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid, die zij uitoefent, rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften; dat de gemeentelijke overheid niet alles kan belasten wat toegestaan is en noodzakelijker wijze keuzes dient te maken zowel wat de belastbare materie betreft als de belastingplichtigen ;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid steeds vaker vaststelt dat er containers en heftoestellen worden geplaatst op de weg ;

Overwegende dat het noodzakelijk wordt geacht om de bezetting van het gemeentelijk openbaar domein door particulieren voor privé-doeleinden terug te dringen ;

Overwegende dat het gerechtvaardigd blijkt om de bezetting van het gemeentelijk openbaar domein onderhevig te maken aan een financiële bijdrage ;

Overwegende dat een aanpassing van ons reglement aan de diverse wettelijke veranderingen die onlangs werden ingevoerd, nodig blijkt ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :

## **BESLIST**

### **I. Reikwijdte – Duur en belasting-grondslag**

**Artikel 1.** Er wordt vanaf het dienstjaar 2020 en voor een periode van vijf jaar een belasting geheven op de ingebruikneming van de openbare weg bij gelegenheid van werken voor het oprichten, herbouwen, veranderen, herstellen, onderhouden of afbreken van bouwwerken door het plaatsen van materialen, materieel of het aanbrengen van wat dan ook dat aanleiding zou kunnen geven tot belemmering van het verkeer van voetgangers of rijtuigen op de openbare weg, zelfs gedeeltelijk of tijdelijk.

Een weg verkrijgt een openbaar karakter vanaf het ogenblik dat hij door iedereen gebruikt mag worden.

De belasting wordt vastgesteld in evenredigheid met de in gebruik genomen oppervlakte van de openbare weg.

Voor de berekening van deze oppervlakte wordt elk onderdeel van een vierkante meter als eenheid aangerekend.

### **II. Aanslagvoet**

**Artikel 2.** Het belastingtarief is vastgesteld op 1,61 € per vierkante meter bezette oppervlakte en per kalenderdag.

De belasting wordt vermeerderd op 1 januari van elk jaar voor een bedrag van 2,5 % overeenkomstig onderstaande tabel :

2020 : 1,61 € - 2021 : 1,65 € - 2022 : 1,69 € - 2023 : 1,73 € - 2024 : 1,77 €.

De belasting zal verdubbeld worden indien schutsels of staketsels, afdaken eventueel inbegrepen, worden aangebracht van meer dan 4 meter hoogte ; deze

hoogte wordt berekend volgens de loodrechte doorsnede van het schutsel of het staketsel.

De aldus vastgestelde belasting is onafhankelijk van de kosten voor de gebeurtelijke herstelling van de bestrating ingevolge de bezetting.

De ingebruikneming moet steeds voorafgaandelijk door het College toegestaan worden. De toelatingen worden verleend onder voorbehoud van de rechten van derden en op eigen risico van de belanghebbenden.

### **III. Belastingplichtige**

**Artikel 3.** De belasting is verschuldigd door de aannemer van de werken, zoals hij voorkomt in de toelating afgeleverd door het College van Burgemeester en Schepenen.

De eigenaar van het gebouw, de houder, de erfpachter, de opstalhouder of vruchtgebruiker zijn, zoals op het stuk van de grondbelastingen, solidair verantwoordelijk voor de betaling ervan.

### **IV. Aangifte**

**Artikel 4.** De belasting is verschuldigd vanaf de eerste dag van de ingebruikneming van de openbare weg.

Iedere begonnen dag wordt aangerekend voor een volledige dag.

De datum van het begin van de ingebruikneming alsmede van de stopzetting dient schriftelijk, 7 kalenderdagen voor elke operatie, te worden genotificeerd aan het Gemeentebestuur.

De stempel van de post geldt als bewijs. Indien deze informatie niet binnen deze tijdsspanne toekomen zullen enkel de datums in aanmerking worden gehouden die verschaft worden door de beëdigde agenten van de Gemeente.

**Artikel 5.** Bij gebrek van aangifte, bij aangifte buiten de tijd vastgesteld door artikel 4 hierboven of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige zal de belasting ambtshalve vastgesteld worden op basis van de elementen waarover het Bestuur beschikt.

Wanneer de belasting ambtshalve vastgesteld wordt zal deze, onverminderd de verschuldigde belasting en de verwijlinteressen, verhoogd worden met een bedrag gelijk aan de verschuldigde belasting.

### **V. Belastingvrijstellingen**

**Artikel 6.** Zijn vrijgesteld van deze belasting de ingebruiknemingen op de openbare weg bij gelegenheid van :

1. bouw- of veranderingswerken van gebouwen uitgevoerd onder de bescherming van de Huisvestingsmaatschappij van het Brussels Gewest of van een door deze erkende maatschappij ;
2. gebouwen die worden opgetrokken onder de voorwaarden bepaald door de centrale macht met het oog op de toekenning van premies voor het bouwen, door privaat initiatief, van goedkope woningen ;
3. het bouwen, herbouwen of veranderen van gebouwen of delen van gebouwen, die door de eigenaar zonder winstbejag gedurende een periode van tenminste 9 jaar voorbestemd worden voor het uitoefenen van een openbare eredienst, het onderwijs, voor het inrichten van hospitalen, rusthuizen, klinieken, dispensaria of gelijkaardige liefdadige werken ;
4. bouw- of veranderingswerken van gebouwen door openbare besturen,

inrichtingen of diensten voor zover deze gebouwen bestemd zijn voor een openbare dienst of diensten van openbaar nut.

## V. Invordering

**Artikel 7.** De belasting is contant te voldoen, per elektronische betaling op rekening van de gemeente, op het moment van de ontvangstneming van de toelating.

Als de inning niet contant kan gebeuren, of als de duur van de bezetting groter is dan één maand, wordt de belasting ten kohiere gebracht.

**Artikel 8.** Het bedrag van de belasting wordt ter kennis gebracht van de schuldenaar door een bestuursdocument waardoor deze uitgenodigd wordt het verschuldigde bedrag te betalen, hetzij door storting aan de gemeentekas, hetzij door storting of overschrijving op een bankrekening binnen een termijn van 30 dagen.

Bij gebrek van vrijwillige betaling binnen de voorgeschreven termijn zal het vornoemde bedrag ook het voorwerp uitmaken van een inkohiering.

De kohieren worden opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen en zonder verwijl aan de Gemeenteontvanger overgemaakt.

**Artikel 9.** De belastingbijslag voorzien in artikel 5 hierboven, wanneer hij van toepassing is, zal ook ingekohierd worden

**Artikel 10.** Vanaf het ogenblik dat deze belasting het voorwerp uitmaakt van een inkohiering, zal zij worden betekend aan de belastingplichtige onder de vorm van een kohieruittreksel.

Het kohieruittreksel zal worden gedagtekend en zal in overeenstemming zijn met de bepalingen van artikel 4, §3 van de Ordonnantie betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen van 3 april 2014.

Het bedrag van de belasting is betaalbaar binnen de twee maanden vanaf de verzendingsdatum van het kohieruittreksel.

**Artikel 11.** De ingekohierde bedragen worden ingevorderd door de Gemeenteontvanger.

**Artikel 12.** Op straffe van nietigheid kan de belastingplichtige een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen overeenkomstig het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad van Sint-Joost-ten-Node op 1 september 2014.

Dit bezwaarschrift moet worden ingediend, op straffe van verval, binnen een termijn van drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de datum van verzending van het kohieruittreksel dat de bezwaartermijn vermeldt.

De persoon die een bezwaar indient moet een vroegere betaling van de taks niet verantwoorden, maar het bezwaarschrift stelt hem niet vrij van de betaling van de taks binnen de voorgeschreven termijn.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*NCBE-RT OVP-Analyse CBE-CC-2020-2024-NI191122.pdf, DC CC 181217-RT OVP-2019-2023-FR.pdf, DC CC 181217-BR OVP-2019-2023-NL.pdf*

---

11.12.2019/A/0011 **Règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux; application de l'Ordonnance relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales du 3 avril 2014; modification du règlement.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 190 de la Constitution et les articles 112 et 114 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu les articles 117, alinéa 1<sup>er</sup> et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, entrée en vigueur le 17 mai 2014 et ses modifications subséquentes ;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment, ses articles 91 à 94 (partiellement modifiée par la loi du 20 juillet 2006) ;

Vu la Loi du 23 mars 1999, relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 9, lequel insère dans le Code judiciaire les articles 1385*decies* et *undecies* ;

Vu l'Ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative tel que modifié par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 novembre 1999 ;

Vu la circulaire du 24 août 1998 relative à l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la circulaire du 10 mai 2000 du Ministère de l'Intérieur relative à l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1<sup>er</sup>, 3, 4, 6 à 9*bis* inclus du Code des Impôts sur les Revenus -92 et les articles 126 à 175 inclus de l'Arrêté d'exécution de ce Code ;

Vu la Loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales, lequel Code entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;

Considérant que la Loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales abroge ou modifie certaines dispositions du C.I.R. -92 applicables aux taxes communales ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de modifier notre règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal en date du 1<sup>er</sup> septembre 2014 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins :

## **DECIDE**

De modifier le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux et d'en arrêter les termes suivants :

**Article 1.** Le présent règlement ne s'applique pas aux centimes additionnels ni aux impôts complémentaires aux impôts des autorités fédérales, des Communautés et Régions.

**Article 2.** Les impôts communaux sont soit recouverts par voie de rôle, soit perçus au comptant contre remise d'une preuve de paiement.

L'impôt recouvré par voie de rôle est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, l'impôt est enrôlé et est immédiatement exigible.

**Article 3.** Les rôles sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'année d'imposition.

**Article 4.** Pour l'impôt recouvré par voie de rôle, le redevable de l'imposition reçoit, sans frais, un avertissement-extrait de rôle. Les avertissements-extraits de rôle portent les mentions indiquées à l'article 4 de l'Ordonnance du 3 avril 2014.

**Article 5. §1.** Lorsqu'un règlement de taxation prévoit une obligation de déclaration, la non-déclaration dans les délais prévus par ce même règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable peut entraîner l'enrôlement d'office de l'impôt d'après les éléments dont l'Administration communale dispose, à moins que le règlement-taxé ait prévu une autre base. Seuls les règlements relatifs aux taxes recouvrées par voie de rôle peuvent prévoir une obligation de déclaration dans le chef des redevables. La procédure de taxation d'office ne concerne pas les taxes perçues au comptant.

**§2.** Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins ou le membre du personnel désigné à cet effet par lui notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

**§3.** Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le courrier visé au §2 l'informe de ce droit. La taxe ne peut être établie avant que ce délai ne soit échu. Lorsqu'une taxe est établie d'office, le redevable doit produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

**§4.** Sauf si le règlement-taxé prévoit une majoration contraire, les cotisations enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à la taxe due ou estimée comme telle.

**§5.** Les infractions aux règlements de taxation sont constatées par le(s) membre(s) du personnel spécialement désigné(s) à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Les procès-verbaux qu'il(s) rédige(nt) font foi jusqu'à preuve du contraire.

**Article 6.** Le règlement-taxé peut prévoir l'imposition d'une amende administrative de 500 euros au maximum pour toute infraction aux dispositions de l'Ordonnance du 3 avril 2014 ou du règlement-taxé.

Si une infraction peut être sanctionnée d'une majoration d'impôt, aucune amende administrative supplémentaire ne peut être imposée pour une infraction au règlement-taxé.

Une amende administrative est établie et recouvrée suivant les mêmes règles que celles qui s'appliquent aux taxes recouvrées par voie de rôle.

**Article 7.** Toute personne disposant de livres ou documents nécessaires à l'établissement de la taxe est tenue de les produire à la demande de l'administration et sans déplacement.

Toute personne est également tenue d'accorder le libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux membres du personnel désignés par le Collège des Bourgmestre et Echevins conformément à l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et ce, en vue de déterminer l'assujettissement ou d'établir ou de contrôler l'assiette de l'impôt.

Les membres du personnel désignés par le Collège des Bourgmestre et Echevins sont également autorisés à faire les constatations nécessaires sur le territoire d'une autre commune.

**Article 8. §1.** Le redevable peut introduire une réclamation contre une taxe, une majoration de taxe ou une amende administrative auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins. Celle-ci doit être introduite par écrit et doit, sous peine de déchéance, être introduite par envoi postal ou remise contre accusé de réception au guichet du service communal des taxes endéans les trois mois à compter du troisième jour ouvrable de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de l'imposition ou à compter de la date de perception au comptant.

La réclamation doit être motivée, datée et signée par le réclamant ou son représentant. Le redevable ou son représentant qui souhaite être entendu lors d'une audition doit en faire la demande expressément dans sa réclamation.

**§2.** Le Collège des Bourgmestre et Echevins, un ou plusieurs Echevins ou un ou plusieurs membres du personnel de la commune spécialement désigné(s) à cet effet par le Collège accuse(nt) réception par écrit dans les quinze jours calendrier de l'introduction de la réclamation auprès, d'une part, du redevable et, le cas échéant, de son représentant et, d'autre part, du Receveur communal.

**§3.** Les membres du personnel spécifiquement désignés à cet effet le Collège des Bourgmestre et Echevins disposent des pouvoirs d'investigation nécessaires à l'instruction de la réclamation, conformément aux articles 6 et 9 §3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014.

**§4.** Le Collège des Bourgmestre et Echevins, un ou plusieurs Echevins ou un ou plusieurs membres du personnel de la commune spécialement désigné(s) à cet effet par le Collège communique(nt) au redevable qui a fait la demande d'être entendu dans sa réclamation, ainsi qu'à son représentant, la date de son audition, ainsi que les jours et heures auxquels le dossier pourra être consulté. Cette communication est faite quinze jours calendrier au moins avant le jour de l'audition.

**§5.** La présence à l'audition doit être confirmée par écrit par le redevable ou son représentant aux membres du personnel visés au §4 au moins sept jours calendrier avant le jour de l'audition.

**§6.** Le redevable ou son représentant est entendu par le Collège et/ou un ou plusieurs Echevins ou un ou plusieurs membres du personnel spécifiquement désigné(s) à cet effet.

**§7.** Les personnes visées au §6 signent le procès-verbal de l'audition une semaine après la date d'audience. A défaut, une copie du procès-verbal de leur audition leur sera envoyée par pli recommandé. Ils disposeront alors d'un délai de cinq jours ouvrables pour faire parvenir cette copie signée à l'Administration communale. Passé ce délai, le Collège constatera l'absence de signature du procès-verbal dans le délai imparti.

**§8.** Le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie sa décision par pli recommandé au réclamant ainsi que, le cas échéant, à son représentant et est également communiquée au Receveur.

**§9.** L'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

**Article 9. §1.** La décision prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins ou l'absence de décision endéans un délai de six mois à compter de la date de réception de la réclamation, prolongé de trois mois en cas d'imposition d'office, peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal de Première Instance dans le ressort duquel la taxe a été établie. Les articles 1385*decies* et 1385*undecies* du Code judiciaire sont applicables.

**§2.** Le jugement du Tribunal de Première Instance est susceptible d'opposition ou d'appel.

**§3.** L'arrêt de la Cour d'Appel peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation.

**§4.** Les formes, délais ainsi que la procédure applicables aux recours visés aux §1, 2 et 3 sont réglés comme en matière d'impôts d'Etat sur le revenu et son valables pour toutes les parties en cause.

**Article 10.** Sans préjudice des dispositions de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, les dispositions du Titre VII, chapitres 1<sup>er</sup>, 3, 4, 6 à 8 inclus du Code des impôts sur les revenus, les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de ce Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales, à l'exception de ses articles 43 à 48, et pour autant que ses dispositions ne concernent pas spécifiquement les créances fiscales telles qu'y définies, sont applicables aux taxes communales.

**Article 11.** Les dispositions du présent règlement s'appliquent aux taxes communales perçues au comptant et aux impôts communaux enrôlés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

---

**Algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen; toepassing van de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen; wijziging van het reglement.**

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 190 van de Grondwet en artikelen 112 en 114 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op artikelen 117, lid. 1 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet ;  
Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, in werking getreden op 17 mei 2014 en zijn daaropvolgende wijzigingen ;  
Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, inzonderheid artikelen 91 tot 94 (gedeeltelijk gewijzigd door de wet van 20 juli 2006) ;  
Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken, inzonderheid artikel 9, dat artikelen 1385*decies* en *undecies* invoegt in het gerechtelijk wetboek ;  
Gelet op de Ordonnantie van 18 april 2002 opgesteld tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998, dewelke het overheidstoezicht regelt op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en zijn wijzigingen ;  
Gelet op Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie of gemeentebelasting ;  
Gelet op het Regeringsbesluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 1998, betreffende de overbrenging van de akten van de gemeentelijke overheden aan de Regering met het oog op de uitoefening van het overheidstoezicht, en zijn wijzigingen zoals gewijzigd door het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 november 1999 ;  
Gelet op de omzendbrief van 24 augustus 1998 betreffende de ordonnantie van 14 mei 1998, dewelke het overheidstoezicht regelt op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;  
Gelet op de omzendbrief van 10 mei van de Minister van Binnenlandse Zaken betreffende het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen ;  
Gelet op de bepalingen van Titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 t.e.m. 9bis van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen -92 en artikelen 126 t.e.m. 175 van het Uitvoeringsbesluit van dit Wetboek ;  
Gelet op de Wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen, die in werking treedt op 1 januari 2020 ;  
Overwegende dat de Wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen sommige bepalingen opheft of wijzigt van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen - 92 toepasbaar op de gemeentelijke belastingen ;  
Overwegende dat ons algemeen reglement betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad op 1 september 2014 bijgevolg dient te worden gewijzigd ;  
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :

## **BESLIST**

Om het algemeen reglement betreffende de vaststelling en de inning van de gemeentebelastingen te wijzigen en er de volgende elementen in vast te leggen :

**Artikel 1.** Dit reglement is niet van toepassing op de opcentiemen noch op de aanvullende belastingen op de belastingen van de federale overheid, van de Gemeenschappen en de Gewesten.

**Artikel 2.** De gemeentebelastingen worden ofwel via een kohier geïnd ofwel contant betaald tegen afgifte van een ontvangstbewijs.  
De belastingen dienen betaald te worden binnen de twee maanden na de

verzending van het aanslagbiljet.

Indien de belastinginning niet contant kan geschieden, wordt de belasting ten kohiere gebracht en is onmiddellijk invorderbaar.

**Artikel 3.** De kohieren worden door het College vastgesteld en uitvoerbaar verklaard, uiterlijk op 30 juni van het jaar dat volgt op het jaar waarin de aanslag is gevestigd.

**Artikel 4.** Voor de belasting geïnd via kohier ontvangt de belastingplichtige, zonder bijkomende kost, een waarschuwinguittreksel.  
Dit document omvat de gegevens vermeld in artikel 4 van de ordonnantie van 3 april 2014.

**Artikel 5. §1.** Indien het belastingreglement een verplichting van verklaring voorziet, kan het niet aangeven binnen de door dit reglement voorziene termijn of een onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte van de belastingplichtige het van ambtswege ten kohiere brengen van de belasting met zich meebrengen volgens de gegevens die in het bezit van het Gemeentebestuur zijn, tenzij de belastingverordening voor voorziet in een andere grondslag.  
Enkel een belastingverordening inzake kohierbelastingen kan voorzien in een verplichting van aangifte vanwege de belastingschuldigen. De ambtshalve aanslag betreft niet de contantbelastingen.

**§2.** Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve vaststelling van de belastingaanslag betekent het College van Burgemeester en Schepenen of het daartoe speciaal door het College aangewezen gemeentelijk personeelslid aan de belastingplichtige, per aangetekend schrijven, de redenen waarom het tot deze procedure overgaat, de gegevens waarop de belastingaanslag gebaseerd is, de wijze waarop deze gegevens bepaald worden en het bedrag van de belasting.

**§3.** De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen. De post vermeld in §2 informeert hem van dit recht. De belasting mag niet worden gevestigd voor die termijn verstreken is. Als een belasting ambtshalve is gevestigd, moet de belastingplichtige het bewijs leveren van de juistheid van de door hem aangevoerde elementen.

**§4.** Tenzij het belastingreglement een tegengestelde verhoging voorziet, zullen de van ambtswege ten kohiere gebrachte bedragen vermeerderd worden met een bedrag gelijk aan de verschuldigde of als verschuldigd geachte belasting.

**§5.** De inbreuken op belastingreglementen worden vastgesteld door een of de daartoe speciaal door het College aangewezen gemeentelijk personeelslid(leden). De processen-verbaal die diegene(n) opmaakt/opmaken zijn rechtsgeldig tot bewijs van het tegendeel.

**Artikel 6.** De belastingverordening kan bepalen dat een administratieve geldboete van maximum 500 euro wordt opgelegd voor een overtreding van de bepalingen van deze ordonnantie of van de belastingverordening.

Als voor een overtreding een belastingverhoging kan worden opgelegd, mag geen enkele bijkomende administratieve geldboete worden opgelegd voor een overtreding van de belastingverordening.

Een administratieve geldboete wordt gevestigd en ingevorderd volgens dezelfde

regels als die welke van toepassing zijn op de kohierbeslastingen.

**Artikel 7.** Iedereen die beschikt over boeken en bescheiden die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting is verplicht om die zonder verplaatsing voor te leggen op verzoek van het gemeentebestuur.

Iedereen is verplicht om aan de daartoe speciaal door het College aangewezen gemeentelijk personeelsleden in overeenstemming met de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen vrije toegang te verlenen tot gebouwen, al of niet voltooid, die eventueel belastbare bestanddelen zouden kunnen bevatten, of waarin een belastbare activiteit plaatsvindt, teneinde de belastingplicht te kunnen bepalen of de grondslag van de belasting te kunnen vestigen of controleren.

De daartoe speciaal door het College aangewezen gemeentelijk personeelsleden zijn eveneens gemachtigd de nodige vaststellingen te doen op het grondgebied van een andere gemeente.

**Artikel 8. §1.** De belastingplichtige kan tegen een belasting, een belastingverhoging of een administratieve geldboete een bezwaarschrift indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen. Dit dient schriftelijk ingediend te worden en dient, op straffe van verval, ingediend te worden per schrijven of tegen ontvangstbevestiging afgegeven te worden aan het loket van de gemeentelijke belastingdienst binnen de drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag van de verzendingsdatum van het waarschuwinguittreksel of vanaf de kennisgeving van de aanslag of vanaf de datum van de contante inning.

He bezwaarschrift dient met redenen omkleed, gedateerd vertegenwoordiger die wenst gehoord te worden tijdens de hoorzitting, moet dit uitdrukkelijk vermelden in zijn bezwaarschrift.

**§2.** Het College van Burgemeester en Schepenen, een of meer schepenen of een of meer daartoe speciaal door het College aangewezen gemeentelijk personeelsleden bevestigt de ontvangst schriftelijk binnen vijftien kalenderdagen na de indiening van het bezwaarschrift, enerzijds naar de belastingschuldige en, in voorkomend geval, zijn vertegenwoordiger en anderzijds naar de ontvanger. Het bezwaarschrift mag eveneens overhandigd worden aan het College van Burgemeester en Schepenen of aan het orgaan dat het speciaal daarvoor aanwijst, tegen ontvangstbewijs.

**§3.** De daartoe speciaal door het College aangewezen gemeentelijk personeelsleden beschikken over de onderzoeksbevoegdheden als bedoeld in artikelen 6 en 9 §3 van de Ordonnantie van 3 april 2014 om de behandeling van het bezwaarschrift verzekeren.

**§4.** Het College van Burgemeester en Schepenen, een of meer schepenen of een of meer daartoe speciaal door het College aangewezen gemeentelijke personeelsleden delen aan de belastingschuldige en, in voorkomend geval, zijn vertegenwoordiger die in het bezwaarschrift gevraagd heeft om op een hoorzitting uitgenodigd te worden, de datum van de hoorzitting mee, evenals de dagen en uren waarop het dossier geraadpleegd kan worden.

Die mededeling geschiedt ten minste vijftien kalenderdagen voor de dag van de hoorzitting.

**§5.** De aanwezigheid op de hoorzitting moet door de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger aan het in §4 bedoelde personeelslid worden bevestigd, schriftelijk en ten minste zeven kalenderdagen voor de dag van de hoorzitting.

**§6.** De belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger wordt gehoord door het College, een of meer schepenen en/of een of meer door het College aangewezen gemeentelijk personeelsleden.

**§7.** De in §6 geciteerde personen, ondertekenen het proces-verbaal van hun verhoor de week na de hoorzitting. Bij gebrek eraan, zal hen een kopij van het proces-verbaal van hun verhoor per aangetekende brief toegezonden worden. Zij beschikken dan over een termijn van vijf werkdagen om deze kopij te ondertekenen en aan het gemeentebestuur toe te zenden.

Eens deze termijn is overschreden, zal het College de afwezigheid van handtekening van het proces-verbaal binnen de toegestane termijn vaststellen.

**§8.** Het College van Burgemeester en Schepenen betekent zijn beslissing per aangetekende brief aan de reclamant en, in voorkomend geval, aan zijn vertegenwoordiger en wordt tevens ter kennis gebracht van de ontvanger.

**§9.** De indiening van een bezwaarschrift schort de invorderbaarheid van de belasting en de verwijlinteressen niet op.

**Artikel 9. §1.** Tegen de beslissing, genomen door het College van Burgemeester en Schepenen of bij gebrek aan beslissing binnen een termijn van zes maanden, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het bezwaarschrift, met drie maanden verlenging als de betwiste aanslag ambtshalve werd gevestigd, kan beroep aangetekend worden bij de Rechtbank van Eerste Aanleg van het rechtsgebied, waar de belasting ingesteld werd. De artikelen 1385*decies* en 1385*undecies* van het Gerechtelijke Wetboek zijn van toepassing.

**§2.** Tegen het vonnis van de Rechtbank van Eerste Aanleg kan verzet of beroep aangetekend worden.

**§3.** Het arrest van het Hof van Beroep kan grond opleveren voor een beroep in cassatie.

**§4.** De vormen, de termijnen evenals de rechtspleging die toepasselijk zijn op het beroep vermeld in §1, 2 en 3 worden geregeld zoals inzake Rijksinkomstenbelastingen en gelden voor alle betrokken partijen.

**Artikel 10.** Onverminderd de bepalingen van de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 8 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, de artikelen 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dit wetboek, voor zover zij niet specifiek betrekking hebben op de belastingen op de inkomsten alsook het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen, met uitzondering van zijn artikelen 43 tot 48, en voor zover zijn bepalingen niet specifiek betrekking hebben op fiscale schuldvorderingen zoals die erin worden vastgelegd, van toepassing op de gemeentebelastingen

**Artikel 11.** De bepalingen van het huidige reglement zijn van toepassing op de gemeentelijke belastingen, geïnd volgens contante betaling of ingekohierd op de gemeentebelastingen vanaf 1 januari 2020.

*5 annexes / 5 bijlagen*

11.12.2019/A/0012 **Association de jeunesse; octroi de subsides pour 2019.**

Le Conseil,

Vu l'examen du rapport du Collège allouant un crédit de 9600 € inscrit à l'article 7612/332/02 au service ordinaire du budget 2019;

Attendu que le crédit est disponible;

Vu la proposition du Collège d'octroyer ce budget aux associations de jeunesse locales ayant rentré le formulaire de demande attestant des activités pour les jeunes, dont :

Gemeenschapscentrum Ten Noey  
rue de la Commune, 25 à 1210 Bruxelles  
Responsable : M. Moyersoen Patrick  
7612/332/02 : 1600 €

Décide :

D'allouer les subsides à l'association telle que détaillée ci-dessus, sur l'article budgétaire 7612/332/02 du service ordinaire de l'année 2019.

---

**Jeugdverenigingen; toekenning van een toelage in 2019.**

De Raad,

Gezien het onderzoek van het Collegerapport dat een krediet van 9600 € inschrijft op het artikel 7612/332/02 van de gewone dienst van de begroting 2019;

Aangezien het krediet beschikbaar is;

Gezien het voorstel van het College dit bedrag toe te kennen aan de volgende lokale jeugdverenigingen die het aanvraagformulier aangaande de activiteiten voor de jongeren, hebben ingediend, waaronder :

Gemeenschapscentrum Ten Noey  
Gemeentestraat n°25, 1210 Brussel  
Verantwoordelijke : Mijnheer Moyersoen Patrick  
7612/332/02 : 1600 €

Beslist :

De subsidies aan de vereniging zoals hierboven beschreven, toe te kennen, op het begrotingsartikel 7612/332/02 van de gewone dienst van het jaar

2019.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*Procès-verbeaux..pdf, Ten Noey. Subsidies.pdf, Subsidies communales..pdf, Subsidies. Conseil..pdf*

---

11.12.2019/A/0013 **Associations de jeunesse : octroi de subsides pour 2019**

Le Conseil,

Vu l'examen du rapport du Collège allouant un crédit de 9600 € inscrit à l'article 7612/332/02 au service ordinaire du budget 2019;

Attendu que le crédit est disponible;

Vu la proposition du Collège d'octroyer ce budget aux associations de jeunesse locales ayant rentré le formulaire de demande attestant des activités pour les jeunes, dont :

**APPRENTI-SAGE ASBL**

Rue Verte n°46, 1210 Bruxelles

Responsable : Madame Houda Bouzalma

7612/332/02 : 1600 €

Décide :

D'allouer les subsides à l'association telle que détaillée ci-dessus, sur l'article budgétaire 7612/332/02 du service ordinaire de l'année 2019.

---

**Jeugdverenigingen; toekenning van een toelage in 2019.**

De Raad,

Gezien het onderzoek van het Collegerapport dat een krediet van 9600 € inschrijft op het artikel 7612/332/02 van de gewone dienst van de begroting 2019;

Aangezien het krediet beschikbaar is;

Gezien het voorstel van het College dit bedrag toe te kennen aan de volgende lokale jeugdverenigingen die het aanvraagformulier aangaande de activiteiten voor de jongeren, hebben ingediend, waaronder :

**APPRENTI-SAGE ASBL**

Groenestraat n°46, 1210 Bruxelles

Verantwoordelijke : Mevrouw Houda Bouzalma

7612/332/02 : 1600 €

Beslist :

De subsidies aan de vereniging zoals hierboven beschreven, toe te kennen, op het begrotingsartikel 7612/332/02 van de gewone dienst van het jaar 2019.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

11.12.2019/A/0014 **Associations de jeunesse : octroi de subsides pour 2019.**

Le Conseil,

Vu l'examen du rapport du Collège allouant un crédit de 9600 € inscrit à l'article 7612/332/02 au service ordinaire du budget 2019;  
Attendu que le crédit est disponible;  
Vu la proposition du Collège d'octroyer ce budget aux associations de jeunesse locales ayant rentré le formulaire de demande attestant des activités pour les jeunes, dont :

**LA RUELLE ASBL**

Rue Saint-Alphonse n°20, 1210 Bruxelles  
Responsable : Madame Christine Pauporte  
7612/332/02 : 1600 €

Décide :

D'allouer les subsides à l'association telle que détaillée ci-dessus, sur l'article budgétaire 7612/332/02 du service ordinaire de l'année 2019.

---

**Jeugdverenigingen; toekenning van een toelage in 2019.**

De Raad,

Gezien het onderzoek van het Collegerapport dat een krediet van 9600 € inschrijft op het artikel 7612/332/02 van de gewone dienst van de begroting 2019;  
Aangezien het krediet beschikbaar is;  
Gezien het voorstel van het College dit bedrag toe te kennen aan de volgende lokale jeugdverenigingen die het aanvraagformulier aangaande de activiteiten voor de jongeren, hebben ingediend, waaronder :

**LA RUELLE ASBL**

Sint-Alphonsestraat n°20, 1210 Bruxelles  
Verantwoordelijke : Mevrouw Christine Pauporte  
7612/332/02 : 1600 €

Beslist :

De subsidies aan de vereniging zoals hierboven beschreven, toe te kennen, op het begrotingsartikel 7612/332/02 van de gewone dienst van het jaar 2019.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*La Ruelle.pdf, Procés-verbeaux..pdf, Subsides communaux..pdf, Subsides. Conseil..pdf*

---

11.12.2019/A/0015 **Associations de jeunesse : octroi de subsides pour 2019.**

Le Conseil,

Vu l'examen du rapport du Collège allouant un crédit de 9600 € inscrit à l'article 7612/332/02 au service ordinaire du budget 2019;  
Attendu que le crédit est disponible;  
Vu la proposition du Collège d'octroyer ce budget aux associations de jeunesse locales ayant rentré le formulaire de demande attestant des activités pour les jeunes, dont :

**Avenir ASBL**

Rue du Moulin n°150, 1210 Bruxelles  
Responsable : Monsieur El Kharaj Hafid  
7612/332/02 : 1600 €

Décide :

D'allouer les subsides à l'association telle que détaillée ci-dessus, sur l'article budgétaire 7612/332/02 du service ordinaire de l'année 2019.

---

**Jeugdverenigingen; toekenning van een toelage in 2019.**

De Raad,

Gezien het onderzoek van het Collegerapport dat een krediet van 9600 € inschrijft op het artikel 7612/332/02 van de gewone dienst van de begroting 2019;  
Aangezien het krediet beschikbaar is;  
Gezien het voorstel van het College dit bedrag toe te kennen aan de volgende lokale jeugdverenigingen die het aanvraagformulier aangaande de activiteiten voor de jongeren, hebben ingediend, waaronder :

**L'Avenir ASBL**

Molenstraat n°150, 1210 Bruxelles  
Verantwoordelijke : Mijnheer El Kharaj Hafid  
7612/332/02 : 1600 €

Beslist :

De subsidies aan de vereniging zoals hierboven beschreven, toe te kennen, op het begrotingsartikel 7612/332/02 van de gewone dienst van het jaar 2019.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*Avenir.pdf, Avenir. Moniteur belge.pdf, Avenir Rapport..pdf, Avenir. Bilan 2018.pdf*

---

11.12.2019/A/0016 **Information des décisions relatives aux articles 234 alinéa 3 et 236 de la Nouvelle Loi**

## **Communale.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 234, alinéa 3 et 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et service par procédure négociée sans publicité, conformément à l'article 26, § 1, 1<sup>o</sup>a de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Le Conseil est convié à prendre connaissance des décisions en annexe.

---

### **Kennisgeving van de beslissingen betreffende artikelen 234 lid 3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.**

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 234, alinea 3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, zoals voorzien in artikel 26, § 1, 1<sup>o</sup>a van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

De Gemeenteraad wordt verzocht kennis te nemen van de in bijlage gevoegde beslissingen.

*10 annexes / 10 bijlagen*

*B 26.11.2019-38.pdf, B 26.11.2019-12.pdf, B 19.11.2019-27.pdf, B 26.11.2019-13.pdf, Collège du 19.11.2019.pdf, Collège du 26.11.2019.pdf, B 19.11.2019-63.pdf, B 19.11.2019-62.pdf, B 26.11.2019-35.pdf, B 19.11.2019-48.pdf*

---

## **11.12.2019/A/0017 Personnel de l'administration centrale ; création d'un grade légal.**

Le Conseil communal,

Vu le principe de continuité du service public ;

Vu la Nouvelle loi communale, notamment en ses articles 70bis et 70ter ;

Vu la Charte sociale du 28 avril 1994 relative à l'harmonisation du statut administratif et révision générale des barèmes du personnel des pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la décision du Conseil communal du 30 juillet 1997 d'appliquer les dispositions de ladite Charte sociale au personnel communal non-enseignant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1997 ;

Vu le protocole d'accord du 18 avril 1997 ayant pour objet l'application des dispositions de la Charte précitée au 1<sup>er</sup> janvier 1997 ;

Vu l'article 70ter précité, stipulant les missions du directeur des ressources humaines (DRH), dont notamment tout ce qui a trait à la mise en œuvre de la politique communale en matière de management du personnel, au recrutement et à la promotion de celui-ci, à la définition de fonctions-types et individualisées, à la gestion prévisionnelle des effectifs et des compétences, à l'évaluation et à la mobilité du personnel ;

Considérant le bénéfice que la fonction représente pour la Commune, notamment en terme

d'approche intégrée de la problématique de la gestion des ressources humaines ;  
Vu la précision apportée par le Ministre-Président quant au grade de DRH lors de l'introduction de celui-ci dans la Nouvelle loi communale, comme s'agissant d'un grade « légal », c'est-à-dire « obligatoire » ;  
Considérant qu'il relève du principe de bonne administration de mettre en œuvre les missions dévolues au DRH ainsi que prévues dans la Nouvelle loi communale ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Échevins ;

Décide :

- la création du grade de Directeur des Ressources Humaines (DRH) ;
- de fixer ce grade à l'échelle barémique A9, reprise dans la Charte sociale et ses annexes, telles que ratifiées par la Commune.

---

### **Personeel van het centraal bestuur, oprichten van een wettelijke graad.**

De Gemeenteraad,

Gelet op het principe van continuïteit van de openbare dienst ;  
Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 70bis en 70ter ;  
Gelet op het Sociale Charter van 28 april 1994 betreffende de harmonisatie van het administratief statuut en algemene weddeherziening voor het personeel van de plaatselijke besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;  
Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 30 juli 1997 om de bepalingen van dit Sociale Charter toe te passen op het niet-onderwijzend gemeentepersoneel vanaf 1 januari 1997 ;  
Gelet op het protocolakkoord van 18 april 1997 met als voorwerp de toepassing van de bepalingen van het voornoemde Charter op 1 januari 1997 ;  
Gelet op het voornoemde artikel 70ter, dat de opdrachten bepaalt van de directeur van Human Resources (DHR), waaronder met name alles wat verband houdt met de uitvoering van het gemeentelijk beleid inzake het beheer van het personeel, de aanwerving en de promotie ervan, de bepaling van geïndividualiseerde- en standaardfuncties, het geraamde beheer van het personeelsbestand en de bekwaamheden, de evaluatie en de mobiliteit van het personeel ;  
Overwegende het nut dat de functie inhoudt voor de Gemeente, met name voor wat betreft de geïntegreerde aanpak van de problematiek van het human resources beheer ;  
Gelet op de precisering aangebracht door de Minister-President met betrekking tot de graad van DHR bij de invoering ervan in de Nieuwe gemeentewet, zijnde dat het een « wettelijke » graad betreft, d.w.z. « verplichte » ;  
Overwegende dat het deel uitmaakt van het principe van goed bestuur om de opdrachten uit te voeren die zijn voorbehouden voor de DHR alsook deze voorzien in de Nieuwe gemeentewet ;  
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

- om de graad van Directeur Human Resources (DHR) op te richten ;

- om deze graad vast te stellen op weddeschaal A9, opgenomen in het Sociale Charter en zijn bijlagen, zoals goedgekeurd door de Gemeente.

*1 annexe / 1 bijlage*  
*SKM\_45819120310490.pdf*

---

11.12.2019/A/0018 **Parking Scailquin ; Adoption du règlement d'ordre intérieur et annexes**

Le Conseil communal,

Vu la Constitution et notamment son article 173 ;

Vu la Nouvelle loi communale et notamment ses articles 117, 119 et 123,3° ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27 août 2019 prévoyant que le contrat de concession portant sur le parking communal Scailquin sera résilié à son terme, soit à la date du 31 décembre 2019, et fixant le principe de la reprise en interne de la gestion dudit parking au 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;

Considérant la nécessité d'établir un règlement clair à l'intention des usagers du parking;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

Décide:

- D'adopter le présent Règlement d'ordre intérieur pour les usagers du parking Scailquin ;
- D'approuver le projet de contrat-type d'abonnement repris en annexe A du présent règlement et d'autoriser le Bourgmestre et le Secrétaire communal à effectuer, au nom du Collège communal, l'ensemble des actes se rapportant aux contrats d'abonnement qui seront conclus par la Commune, et de manière non limitative, la signature desdits contrats.

# REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR POUR LES USAGERS DU PARKING SCAILQUIN

## I .GENERALITES

### Article 1

Le simple fait d'entrer dans le parking implique l'acceptation sans réserve du présent règlement d'ordre intérieur.

Les usagers sont tenus d'observer le présent règlement qui est affiché visiblement à l'entrée du parking.

## II. ACCES AU PARKING – USAGE DE LA ZONE DE STATIONNEMENT-CIRCULATION

### Article 2

La Commune met uniquement à disposition des usagers, des places de parking destinées aux voitures et aux camionnettes automobiles.

L'utilisateur a uniquement accès au parking afin d'y déposer ou d'y reprendre son véhicule.

L'accès au parking est formellement interdit à toute personne étrangère au service ou non munie d'un titre de parking.

L'accès aux véhicules fonctionnant au LPG est strictement interdit .

L'utilisateur qui n'est pas en possession d'une carte/badge commandant l'accès, doit prendre un ticket à l'entrée du parking.

### Article 3

Le parking est accessible au public du lundi au samedi de 09h00 à 21h00 et est fermé le dimanche. Ces horaires peuvent être étendus dans le cadre d'événements particuliers.

Cet horaire est susceptible d'être modifié par le Collège des Bourgmestres et Echevins. Dans ce cas, l'utilisateur sera informé des modifications par voie d'affichage dans le Parking.

Les abonnés ont accès, suivant l'horaire prévu dans leur contrat d'abonnement, au parking grâce au badge y donnant accès.

Le bureau de la cellule stationnement est accessible pour toute question administrative (encodage, changement d'horaire, nouvelle convention...) pendant les heures de permanence. La cellule stationnement est également joignable à l'adresse e-mail suivante : [stationnement@sjtn.brussels](mailto:stationnement@sjtn.brussels).

#### **Article 4**

Le parking n'est accessible qu'aux véhicules automobiles dont les dimensions ne sauraient excéder celles de l'emplacement utilisé, et d'une hauteur maximale de 1,90 m et d'un poids maximum, charge comprise, de 2.300 kg.

L'utilisateur s'assurera que son véhicule ne dépasse pas la hauteur et le poids précités avant de pénétrer dans le parking.

Tout dégât occasionné au matériel ou au parking pour non-respect de la hauteur et du poids maximums seront à charge de l'utilisateur.

#### **Article 5**

L'utilisateur est tenu de respecter le Code de la route.

Ces règles sont complétées par les prescriptions suivantes :

- 

L'utilisateur devra se conformer aux signaux et indications situés à l'intérieur du parking ainsi qu'à toute instruction verbale ou autre donnée par les agents communaux ;

- 

La vitesse maximum des véhicules est limitée à 10 km/h ;

- 

Les dépassements dans les rampes inclinées sont interdits ;

- 

Le sens de circulation et autres indications dans le parking devront être strictement respectés ;

- 

L'utilisateur allumera de jour comme de nuit, et quelle que soit l'intensité de l'éclairage intérieur, les phares « codes » de son véhicule durant toute la période durant laquelle il circulera dans le parking ;

- 

En cas d'accident dans le parking, l'utilisateur veillera à ce que son véhicule ne gêne en aucune manière la circulation normale à l'intérieur du parking ;

- 

L'utilisateur a l'obligation d'arrêter le moteur aussitôt le véhicule garé et, dans tous les cas, dès le moment où le véhicule est à l'arrêt ;

- 

Lorsqu'il quitte son emplacement, l'utilisateur a l'obligation de limiter la durée de rotation à vide de son moteur au temps strictement nécessaire à un départ convenable.

### **III. TARIFS – ABONNEMENT ET REDEVANCE**

#### **Article 6**

Les tarifs et les redevances applicables sont fixés dans le règlement-redevance relatif à la tarification du parking communal Scailquin, lequel est affiché au niveau de la caisse automatique du parking.

A l'exception des abonnés, un passage préalable à la caisse automatique du parking est indispensable pour valider la sortie du véhicule.

La redevance due est calculée en fonction de la durée de la présence du véhicule dans le parking, chaque période commencée étant due dans son entièreté, sans toutefois pouvoir dépasser le montant de 165,00 EUR.

### **Article 7**

Les redevances dues sont celles affichées dans le parking au moment où le véhicule garé en sort.

## **IV. RETENUE, IMMOBILISATION, DEPLACEMENT ET ENLEVEMENT DES VEHICULES.**

### **Article 8**

En cas d'accident ou d'immobilisation involontaire d'un véhicule, l'utilisateur prendra immédiatement les mesures nécessaires pour ranger le véhicule de sorte qu'il ne gêne d'aucune manière la circulation normale dans le parking.

L'utilisateur autorise formellement le personnel responsable de la Commune à déplacer, à faire déplacer ou à immobiliser son véhicule, aux risques et aux frais de l'utilisateur, dans ou hors l'enceinte du parking dans le cas où le véhicule :

- n'est pas stationné sur un emplacement délimité ;
- est stationné sur un emplacement réservé ;
- utilise illégitimement un emplacement réservé aux moins-valides ;
- constitue une entrave à la circulation normale ;
- ne porte aucune plaque minéralogique permettant d'identifier ou de contacter l'utilisateur ou le propriétaire du véhicule ;
- selon l'avis du gestionnaire, représente un danger pour les personnes et/ou biens d'autrui ;
- a été impliqué dans un accident, dans le but d'effectuer les constats et autant que nécessaire pour la réalisation de ce constat;
- pour une raison ou l'autre, est stationné dans le parking alors que l'utilisateur omet de s'acquitter des droits et/ou indemnités de stationnement dus ;
- stationne dans le parking depuis plus de 45 jours, sans avoir reçu l'accord préalable écrit de la Commune ;
- porte atteinte à la sécurité et aux besoins du fonctionnement normal du parking ;
- En cas de force majeure (fuite d'eau, ...) et en cas de travaux.

## **V. RESPONSABILITE**

### **Article 9**

La Commune ne doit en aucun cas être considérée comme dépositaire et/ou gardien et n'assume aucune obligation en matière de surveillance ou de contrôle.

La Commune décline toute responsabilité, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, du chef de tous dommages résultant notamment d'accidents, vols, vandalisme ou autres, qui pourraient être commis à l'intérieur du parking concernant les véhicules, les accessoires, et les objets laissés à l'intérieur ou à l'extérieur de ceux-ci.

A l'intérieur des limites du parking, le propriétaire d'un véhicule reste responsable de tous les accidents et dommages provoqués par malveillance, par maladresse ou par suite de l'inobservation des prescriptions du règlement d'ordre intérieur du parking.

La Commune décline également toute responsabilité pour tout dysfonctionnement des installations pendant ou en dehors des heures d'ouverture sauf si l'usager peut apporter la preuve que le dommage a été causé suite à une fraude ou une erreur grossière de la Commune.

## **VI. CLAUSES DIVERSES**

### **Article 10**

Le stationnement est interdit en dehors des emplacements tracés au sol et sur les rampes d'accès.

### **Article 11**

L'usager a l'obligation de fermer son véhicule à clé et de relever les fenêtres.

### **Article 12**

En dehors du véhicule automobile autorisé, aucun autre objet ne peut être placé sur les emplacements de parking.

### **Article 13**

L'accès peut être interdit à un véhicule qui ne peut être garé dans un emplacement normal de stationnement à cause de ses dimensions, de son poids ou parce qu'il tracte une remorque.

### **Article 14**

L'emploi de chaînes (en cas de neige) est strictement interdit. Tous dégâts causés par l'emploi de celles-ci, malgré l'interdiction, seront portés en compte à l'usager.

### **Article 15**

Il est strictement interdit de fumer dans l'enceinte du parking ou d'allumer une flamme.

### **Article 16**

Il est strictement interdit d'introduire des produits inflammables ou dangereux dans l'enceinte du parking.

### **Article 17**

Il est strictement interdit à l'usager de laver et d'entretenir sa voiture à l'intérieur du parking ou d'y effectuer des travaux quelconques.

### **Article 18**

Il est strictement interdit de laisser dans le véhicule en stationnement dans le parking :

- Des personnes,
- Des animaux,
- Des objets de valeur, dangereux ou nuisibles.

### **Article 19**

Il est strictement interdit, de vider les cendriers, de jeter des papiers, d'uriner ou de procéder à un quelconque dépôt d'immondices dans le parking.

Outre la réparation des préjudices subis, tout contrevenant s'expose à des poursuites en vertu du règlement taxe en matière de propreté publique.

### **Article 20**

Sauf dispositions contraires prévues par la convention d'abonnement, aucun véhicule ne pourra stationner dans le parking pendant plus de 45 jours consécutifs, sans l'accord préalable et écrit de la Commune.

A partir du 46eme jour de stationnement, l'usager sera redevable, outre le prix en vigueur pour le stationnement, d'un montant de 25,00 EUR par jour, sans mise en demeure préalable et sans préjudice de dommages et intérêts.

Conformément à l'article 9, la Commune pourra faire déplacer le véhicule en contravention à cette obligation aux frais, risques et périls de l'usager.

### **Article 21**

Les emplacements de stationnement réservés aux personnes handicapées sont autorisés uniquement aux véhicules utilisés par les personnes handicapées qui sont titulaires de la carte spéciale pour personne handicapée délivrée par le SPF Sécurité sociale, Direction générale Personnes handicapées. Cette carte doit être apposée sur la face interne du pare-brise ou à défaut sur la partie avant du véhicule mis en stationnement sur ces emplacements.

## **VII. PUBLICATION**

### **Article 22**

Le présent règlement entrera en vigueur à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

## ANNEXE : CONTRAT-TYPE D'ABONNEMENT

### CONTRAT D'ABONNEMENT - PARKING SCAILQUIN

Entre la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, dont les bureaux sont établis au 12-13 Avenue de l'Astronomie à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, représentée aux fins des présentes par son Collège des Bourgmestre et Echevins en la personne de Monsieur Emir KIR, Bourgmestre, assisté de Monsieur Patrick NEVE, Secrétaire communal, agissant en vertu d'une délibération du Conseil communal du 11 décembre 2019 ;

Ci-après dénommée « Commune de SJTN », d'une part ;

ET

Nom/Nom de la société :

Représentée par :

Adresse/Siège social :

Code postal + localité :

Numéro de TVA :

Tél. :

Fax :

GSM :

E-mail :

Ci-après dénommé « l'abonné », d'autre part ;

Ci-après dénommés ensemble « les parties » ;

APRES AVOIR EXPOSE PREALABLEMENT CE QUI SUIT :

Identification du/des véhicules abonnés

Marque et description:

Numéro de plaque d'immatriculation :

Identification de l'abonnement

Nombre et type d'abonnements :

Description et horaire de validité de l'abonnement :

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

**Article 1 : Objet**

L'abonné souscrit par la présente un contrat d'abonnement pour un emplacement de parking non spécifié qui lui donne le droit, pendant la plage horaire reprise ci-dessus et durant la période d'abonnement, d'y stationner le véhicule dont les caractéristiques sont décrites *supra*.

L'abonné ne peut stationner son véhicule que dans la mesure des places disponibles lors de son entrée dans le parking et sur les emplacements non réservés à d'autres catégories de clients.

**Article 2 : Durée**

Le présent contrat d'abonnement prend effet à dater du..... pour une durée de..... (la durée minimale du contrat est fixée à 3 mois)

A son échéance, le contrat d'abonnement est reconduit tacitement jusqu'à la résiliation par l'une ou l'autre partie.

Les parties ont le droit de mettre fin au contrat par l'envoi d'une lettre recommandée adressée au Collège des Bourgmestre et Echevins au moins 30 jours avant l'échéance de la période en cours. L'abonné a également le droit de mettre fin au contrat par la remise d'une lettre de résiliation au responsable de la cellule stationnement, qui la signera pour réception, au moins 30 jours avant l'échéance de la période en cours.

Une éventuelle restitution de la carte d'accès après avoir notifié une résiliation ne peut en aucun cas justifier le remboursement du prix de l'abonnement, lequel reste dû pour l'entièreté de la période d'abonnement.

**Article 3 : Droit d'accès**

Une carte d'accès au parking est remise à l'abonné au plus tard le jour de l'entrée en vigueur du contrat d'abonnement et donne le droit de stationner le véhicule abonné dans le parking conformément aux conditions prévues par le présent contrat. L'abonné ne pourra céder, en tout ou partie, son droit d'accès au titre du présent contrat.

La carte d'accès doit être utilisée par l'abonné à chaque cycle d'entrée et de sortie du parking.

A défaut, et notamment dans le cas où l'abonné prend pour une raison quelconque un ticket d'entrée, il devra s'acquitter du tarif en vigueur pour les usagers-horaires du parking, sans pouvoir formuler de réclamation par la suite.

Les agents communaux peuvent, à tout moment, demander à l'abonné de présenter sa carte d'accès au parking, laquelle reste la propriété exclusive de la Commune de SJTN.

L'abonné reste entièrement et seul responsable de l'utilisation qui pourrait être faite de sa carte d'accès par des tiers.

Si l'abonné se heurte à une défectuosité ou à un problème lors de l'utilisation de sa carte d'accès à l'entrée ou à la sortie du parking, celui-ci devra s'adresser au Responsable du service communal du Stationnement ou à tout autre agent communal.

En cas de perte, de vol, ou de détérioration de la carte d'accès, l'abonné devra avertir sans délai le Responsable du service communal du Stationnement et son remplacement se fera moyennant le paiement d'un montant forfaitaire de 15,00 EUR.

Dès la fin du contrat, et qu'elle qu'en soit la cause, l'abonné devra restituer à la Commune de SJTN la carte d'accès qui lui a été fournie.

#### **Article 4 : Prix et modalités de paiement des abonnements**

Le prix du contrat d'abonnement est déterminé conformément aux montants fixés dans le règlement-redevance relatif à la tarification du parking communal Scailquin, lequel est affiché au niveau de la caisse automatique du parking.

Si la date d'effet du contrat n'est pas le premier jour du mois, le montant dû pour le premier mois sera calculé au prorata temporis du nombre de jours restants.

L'abonné doit obligatoirement procéder au paiement de son abonnement au plus tard le 3ème jour de chaque mois, sur le compte bancaire de la Commune de SJTN n°.....

En cas de retard répété de paiement, la Commune peut demander de souscrire à une domiciliation, faute de quoi la Commune de SJTN se réserve le droit de procéder au blocage du badge.

La Commune de SJTN se réserve le droit d'adapter les prix applicables aux contrats d'abonnement, moyennant communication par écrit à l'abonné au plus tard 45 jours avant l'application du nouveau tarif.

#### **Article 5 : Défaut de paiement**

A défaut de paiement de l'abonnement dans le délai imparti, la Commune de SJTN enverra à l'abonné un courrier/courriel de rappel de paiement. Tout montant demeurant impayé à l'échéance porte de plein droit, sans mise en demeure préalable, intérêt au taux annuel de 12%. Une indemnité forfaitaire correspondant à 15% du montant impayé (avec un minimum de 25,00 EUR) sera également due.

Après un délai de 15 jours, si le courrier/courriel de rappel est resté sans suite, la Commune de SJTN se réserve le droit de procéder au blocage du badge et l'abonné se verra refuser l'accès au parking jusqu'à complet paiement des arriérés. La Commune se réserve, le cas échéant, un délai de 3 jours ouvrables pour procéder aux vérifications et à la réactivation du badge.

Si après deux lettres de mises en demeure adressées par lettre recommandée à la poste, les arriérés n'ont toujours pas été payés, la Commune se réserve le droit de résilier le contrat d'abonnement aux frais de l'abonné et ce, nonobstant toute poursuite judiciaire éventuelle.

#### **Article 6 : Stationnement et modification éventuelle des données du véhicule abonné**

L'abonné s'engage expressément à ne stationner ou faire stationner, par ses ayants-droits ou son/ses préposé(s), dans le parking à l'aide de sa carte d'accès aucun autre véhicule que celui décrit dans le présent contrat.

Le non-respect de cet engagement constitue une faute grave dans le chef de l'abonné justifiant la résiliation immédiate du contrat d'abonnement par la Commune de SJTN.

Toute modification des informations relatives au véhicule abonné devra être portée à la connaissance du Responsable du service communal du Stationnement par écrit.

#### **Article 7 : Règles d'exploitation et directives de sécurité**

L'abonné s'engage à respecter et/ou faire respecter, par ses ayants droits ou son/ses préposé(s), les règles d'exploitation et de sécurité édictées par la Commune de SJTN, ainsi que tous les règlements de police et les directives de sécurité applicables au sein du parking.

L'abonné est tenu de respecter la signalisation apposée dans le parking, ainsi que toutes les modifications qui lui seraient communiquées par les agents communaux.

#### **Article 8 : Règlement d'ordre intérieur du parking**

En signant le présent contrat, l'abonné reconnaît avoir pris connaissance du règlement d'ordre intérieur du parking Scailquin, lequel est joint en annexe et affiché visiblement à l'entrée du parking.

L'abonné s'engage à respecter et/ou à faire respecter les différentes dispositions dudit règlement par ses ayants-droits ou son/ses préposé(s).

#### **Article 9 : Responsabilité**

L'abonné reconnaît expressément que les droits perçus en vertu du présent contrat correspondent à un droit de stationnement et, en aucun cas, à un droit de dépôt, de garde ou de surveillance.

N'ayant pas la qualité de dépositaire, la Commune de SJTN n'assume en aucune façon une obligation de garde ou de surveillance et n'encourt aucune responsabilité pour tout agissement de tiers (vol ou endommagement éventuel causés aux véhicules stationnés, à leur contenu et à leurs accessoires).

L'abonné est seul responsable de tous les dommages et accidents que lui-même ou ses ayants droits ou son/ses préposés pourraient causer tant aux autres clients du parking et à leurs biens qu'au personnel de la Commune de SJTN.

L'abonné est également tenu responsable des dommages que lui-même, ses ayants-droits ou son/ses préposé(s) auraient causé à l'emplacement de stationnement, au bâtiment du parking ou à ses infrastructures.

#### **Article 10 : Travaux**

La Commune de SJTN se réserve le droit d'effectuer ou de faire effectuer des travaux dans le parking sans que ces travaux ne puissent ouvrir le droit au paiement d'une quelconque indemnité.

### **Article 11 : Juridictions compétentes**

Le présent contrat est soumis aux dispositions du droit belge et tout différent relatif à l'exécution ou à l'interprétation de ce contrat sera soumis à la compétence exclusive des tribunaux belges.

Fait à Saint-Josse-ten-Noode le....., en deux exemplaires, chaque partie reconnaissant avoir reçu le sien.

Pour la Commune de SJTN,

Emir Kir,

Bourgmestre

Patrick Nève,  
L'abonné

Secrétaire communal  
société, le représentant légal)

(pour une

Annexe :

Un exemplaire du règlement d'ordre intérieur du parking Scailquin.

---

#### **Scailquin parking; Vaststelling van het huishoudelijk reglement en bijlagen**

*1 annexe / 1 bijlage*

*2019-08-27 DC affectation décision de principe.pdf*

---

#### **11.12.2019/A/0019 Parking Scailquin ; adoption du règlement-redevance.**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment ses articles 117 et 137bis ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27 août 2019 prévoyant que le contrat de concession portant sur le parking communal Scailquin sera résilié à son terme, soit à la date du 31 décembre 2019, et fixant le principe de la reprise en interne de la gestion dudit parking au 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 11 décembre 2019 portant décision d'adopter les règles qui régissent l'accès du parking communal Scailquin, aux termes d'un règlement

d'ordre intérieur ;

Considérant que le parking communal Scailquin est un parking public, accessible à tous les usagers ;

Considérant qu'une commune est en droit d'établir des redevances et qu'il y a dès lors lieu de déterminer les tarifs qui régissent le stationnement des véhicules à l'intérieur dudit parking ;

Considérant qu'une redevance est perçue en contrepartie d'un service rendu dans l'intérêt direct et immédiat d'un redevable donné et que son montant doit être proportionné à la nature et au coût du service rendu à ce redevable ;

Considérant que ce service engendre en substance des coûts financiers pour la Commune, en termes de mobilisation de personnel pour la gestion et la surveillance de l'établissement, d'entretien et de rénovation, de frais énergétiques (chauffage, électricité, éclairage, eau), de nettoyage, de remise en état des lieux, ... ;

Considérant que le montant de la redevance permettra de couvrir, du moins en partie, le coût des charges et prestations administratives fournies par les services communaux compétents ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

Décide:

D'adopter le présent règlement-redevance relatif à la tarification du parking communal Scailquin sis 61-63 Rue Scailquin à 1210 Saint-Josse-ten-Noode :

## **Règlement-redevance relatif à la tarification du parking communal Scailquin sis 61-63 Rue Scailquin à 1210 Saint-Josse-ten-Noode**

### **Article 1 : Redevance horaire**

La redevance horaire est calculée en fonction de la durée du stationnement du véhicule dans le parking, chaque nouvelle tranche horaire commencée étant due dans son entièreté. L'usager s'acquittera de sa redevance, avant son départ, au moyen de la caisse automatique du parking prévue à cet effet.

<b>Durée</b>	<b>Tarif</b>
15min	gratuit
1h	1.00 €
2h	2.25 €
3h	3.75 €
4h	5.50 €
5h	7.50 €
6h	10.00 €
10h	13.00 €
24h	25.00 €
par tranche supplémentaire de 24h	25.00 €

### **Article 2 : Redevance Abonnements**

Le tarif de l'abonnement est fixé au moment de la signature du contrat d'abonnement. Il couvre le droit de se garer dans le parking à la condition d'être muni de son badge et d'utiliser le(s) véhicule(s) repris dans le contrat d'abonnement.

#### **a) Tarif de base**

Le tarif de base est dégressif et calculé en fonction du nombre de véhicules couverts par le contrat d'abonnement.

<b>Nombre de véhicules</b>	<b>prix mensuel par véhicule</b>
< 5	110.00 €
< 10	105.00 €
< 20	100.00 €
< 50	95.00 €
< 100	90.00 €
100+	85.00 €

#### **b) Tarif commerçants**

Le tarif applicable aux commerçants correspond au montant mensuel de 75.00€ et sera

accordé aux abonnés pouvant démontrer qu'ils exercent leurs activités commerciales sur le territoire de la commune de Saint-Josse-ten-Noode.

#### c) Tarif préférentiel

Le tarif préférentiel correspond au montant mensuel de 68.00€ et sera accordé aux abonnés visés par l'une des catégories déterminées par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut décider de modifier la liste des catégories par simple décision. Toute modification de la liste des catégories sera affichée aux caisses automatiques.

Ces catégories sont les suivantes:

- les riverains domiciliés dans la commune de Saint-Josse-ten-Noode ;
- les fonctionnaires de la fonction publique locale couvrant la commune de Saint-Josse-ten-Noode.

#### d) Tarif nuits et week-ends

Le tarif « nuits et week-ends » peut être accordé à tout abonné.

Il donne le droit de se garer dans le parking le lundi, mardi, mercredi et jeudi entre 17h00 et 8h00 le lendemain matin ; le week-end du vendredi 17h00 au lundi 8h00 ; ainsi que les jours fériés.

Le prix de l'abonnement "nuits et week-ends" est déterminé de la façon suivante :

- **Prix mensuel pour les riverains habitant la commune de SJTN: 15.00 € ;**
- **Prix mensuel pour les autres abonnés: 20.00 €**

#### **Article 3 : Perte du ticket / du badge**

Les usagers qui perdent leur ticket doivent, avant de récupérer le véhicule, s'acquitter à la caisse automatique du parking du montant dû correspondant au temps de stationnement dans le parking, sans toutefois que ce montant ne puisse dépasser la somme de 165,00 EUR.

En cas d'impossibilité de déterminer par des moyens raisonnables la durée du stationnement, l'usager devra s'acquitter de la somme maximale de 165,00 EUR pour récupérer son véhicule. La différence avec le montant réellement dû (calculé ou estimé) lui sera remboursée s'il apporte, dans les dix jours ouvrables, des éléments nouveaux permettant de déterminer la durée de son stationnement.

En cas de perte de son badge, l'abonné devra avertir sans délai le Responsable de la cellule stationnement. Son remplacement se fera moyennant le paiement d'un montant forfaitaire de 15,00 EUR.

#### **Article 4 : Article 137 de la NLC**

A défaut de paiement de la redevance due par tout type d'usager, celle-ci sera récupérée conformément à l'article 137bis de la Nouvelle Loi communale.

#### **Article 5 : Publication**

Le présent règlement sortira ses effets à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

---

## **Scailquin parking; vaststelling van de belastingreglement.**

*1 annexe / 1 bijlage*

*2019-08-27 DC affectation décision de principe.pdf*

---

### **11.12.2019/A/0020 Enseignement; projet "A L'Ecole"; prolongation de la convention de collaboration pour l'année civile 2020.**

Le Conseil communal,

Vu la Note de Politique Générale 2012-2018 adoptée par le Conseil communal ;

Vu la mise en place au cours de l'année scolaire 2013-2014 du projet "A L'Ecole" au sein des 5 établissements scolaires fondamentaux communaux francophones ;

Vu également la mise en place d'un prestataire-ALE au sein du Lycée Guy Cudell et l'élargissement du dispositif à l'école fondamentale communale néerlandophone "Sint-Joost-aan-Zee" ;

Vu la globalisation de ces différents projets dans une même convention depuis le 1er janvier 2017 ;

Vu le souhait, pour l'année civile 2020, d'élargir les prestations des prestataires-ALE de 10h à 12h, pendant les périodes hivernales, dans les 5 écoles fondamentales communales francophones afin de distribuer la soupe et d'effectuer le nettoyage du matériel nécessaire à la distribution de la soupe, ainsi que d'effectuer l'accompagnement des enfants à la piscine ;  
Considérant qu'une nouvelle convention définissant les modalités de collaboration pour l'année civile 2020 a été réalisée ;

Vu que l'asbl para-communale AISSJ est incluse dans ladite proposition de convention ;

Vu l'estimation budgétaire globale du dispositif s'élevant à 104.171,20 € ;

Décide :

- D'approuver et de signer la nouvelle proposition tripartite entre l'Agence Locale pour l'Emploi de Saint-Josse-ten-Noode, la Commune et l'asbl AISSJ permettant la poursuite du dispositif du projet "A L'Ecole" au sein des 7 établissements scolaires précités durant l'année civile 2020;

- De prendre en charge financièrement le projet ;

- D'imputer les dépenses aux articles budgétaires 7210/124-06, 7220/124-06, 7211/124-06, 7221/124-06, 7310/124-06 du budget ordinaire de l'exercice 2020 (sous réserve d'approbation du budget par le Conseil communal et la tutelle) de la manière suivante :

- 7210/124-06 : 31.677,80 €
- 7220/124-06 : 63.386,90 €
- 7211/124-06 : 1.761,20 €
- 7221/124-06 : 3.529,85 €
- 7310/124-06 : 3.815,45 €

---

### **Onderwijs; project "A L'Ecole; verlenging van de samenwerkingsovereenkomst voor het dienstjaar 2020.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de Algemene Beleidsnota 2012-2018 goedgekeurd door de Gemeenteraad ;  
Gelet op het tot stand brengen in de loop van het schooljaar 2013-2014 van het project "Op School" binnen de 5 Franstalige gemeentelijke basisscholen ;  
Gelet tevens op de aanstelling van een PWA-dienstverlener binnen het Guy Cudell Lyceum en de uitbreiding van de voorziening in de Nederlandstalige basisschool "Sint-Joost-aan-Zee" ;  
Gelet op de globalisatie van deze verschillende projecten in een zelfde overeenkomst sedert 1 januari 2017 ;  
Overwegende de wens, voor het jaar 2020, om de prestaties van de PWA-dienstverleners uit te breiden van 10u tot 12u, gedurende de winterperiode, in de 5 Franstalige gemeentelijke basisscholen om de soep te verdelen en de reiniging van het materiaal uit te voeren dat nodig is voor de verdeling van de soep, alsook om de begeleiding van de kinderen naar het zwembad te verzekeren;  
Overwegende dat een nieuwe overeenkomst met vaststelling van de samenwerkingsmodaliteiten voor het kalenderjaar 2020 werd opgesteld ;  
Gezien de paracommunale vzw AISSJ inbegrepen is in dit voorstel van overeenkomst ;  
Gezien de totale begrotingsraming van de voorziening 104.171,20 € bedraagt;

Beslist :

- Om de tripartiete overeenkomst goed te keuren en te ondertekenen tussen het Plaatselijk Teverkstellingsagentschap van Sint-Joost-ten-Node, de Onderwijsdepartementen en de vzw AISSJ die de voortzetting mogelijk maakt van het project "Op School" binnen de 7 voornoemde scholen gedurende kalenderjaar 2020;
- Om het project financieel ten laste te nemen ;
- Om de uitgaven te boeken op de begrotingsartikelen 7210/124-06, 7220/124-06, 7211/124-06, 7221/124-06, 7310/124-06 van de gewone begroting van dienstjaar 2020 (onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de Gemeenteraad en het toezicht) als volgt :  
7210/124-06 : 31.677,80 €  
7220/124-06 : 63.386,90 €  
7211/124-06 : 1.761,20 €  
7221/124-06 : 3.529,85 €  
7310/124-06 : 3.815,45 €

*4 annexes / 4 bijlagen*

*Convention ALECOLE 2020 NL.odt, Rapport CC - Projet A L'Ecole 2020.sxw, Convention ALECOLE 2020 - proposition fr.doc, Projet ALECOLE - Plan budgétaire 2020 ventilé.ods*

---

11.12.2019/A/0021 **Règlement-redevance pour la délivrance de documents administratifs ; modification.**

Le Conseil communal,

Vu la Constitution et notamment ses articles 32, 170§4 et 173 ;  
Vu la Nouvelle Loi communale et notamment son article 117 et son article 137bis ;  
Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes pour la délivrance des documents administratifs et plus précisément ses articles 4 et 13 ;  
Vu le règlement-redevance pour la délivrance de documents administratifs du 17 juin 2013

tel que modifié le 14 décembre 2015, le 30 mai 2016, le 28 novembre 2016, le 19 décembre 2016 le 18 décembre 2017, ainsi que le 26 février 2018 ;

Vu l'Arrêté ministériel du 15 septembre 2017 paru au Moniteur Belge du 25 septembre 2017 modifiant l'arrêté ministériel du 19 avril 2014 ayant pour objet la délivrance de tous types de passeports et titres de voyages par les administrations communales ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 octobre 2019 paru au Moniteur Belge du 8 novembre 2019 modifiant l'arrêté ministériel du 15 mars 2013 fixant le tarif des rétributions à charge des communes pour la délivrance des cartes d'identité électroniques pour les Belges, des documents d'identité électroniques pour enfants belges de moins de douze ans, des cartes électroniques et documents de séjour électroniques délivrés à des ressortissants étrangers et des cartes biométriques et titres de séjours biométriques délivrés à des ressortissants étrangers de pays tiers ;

Considérant la généralisation de documents de base électroniques pour les cartes d'identité électroniques pour les belges, pour les cartes d'étranger électroniques et pour les documents d'identité pour les enfants belges;

Que suite à la réforme de la délivrance des cartes d'identité, certaines procédures de livraison en urgence ne sont plus d'application;

Considérant que les permis d'environnement de classe IB et IA ne sont plus introduits à la Commune mais bien à la Région, et qu'il n'est donc pas possible de réclamer des frais de dossier;

Vu le Cobat et ses nouveaux arrêtés applicables depuis le 1 septembre 2019;

Considérant que celui-ci impose un montant obligatoire de 80 € à indexer annuellement pour la délivrance de renseignements urbanistiques et qu'il convient donc de retirer ceux-ci du présent règlement;

Considérant que l'application du nouveau Cobat impose aux administrations des actes d'instructions supplémentaires;

Considérant qu'il convient dès lors d'augmenter les frais des dossiers dits de minime importance et les dossiers de classe III au même tarif que les renseignements urbanistiques, soit 80 €;

Considérant que les courriers concernant les divisions, comme les attestations urbanistiques apportent une sécurité juridique aux demandeurs et qu'il s'agit d'actes officiels;

Considérant qu'il s'agit d'aligner le prix de toutes les attestations;

Considérant le travail de recherche en matière d'archives que ces attestations représentent;

Considérant qu'en application de l'arrêté sur les hébergements touristiques, les Communes doivent fournir des attestations urbanistiques et de sécurité en la matière;

Considérant que ces attestations n'étaient pas reprises textuellement dans l'ancien règlement mais qu'on appliquait les tarifs de "l'attestation urbanistique";

Considérant qu'en matière d'hygiène, on ne délivre pas de permis et que "copie de permis" ne se justifie pas ;

Vu la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, et plus particulièrement ses articles 34 et 43/4 ;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe II, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe B et plus particulièrement son article 1er, lequel dispose que la demande de licence de classe B est introduite au moyen d'un formulaire joint en annexe I dudit arrêté ;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant la forme de la licence de classe F2, les modalités d'introduction et d'examen des demandes de licence de classe F2 ainsi que les obligations auxquelles doivent satisfaire les titulaires d'une licence de classe F2 en matière d'administration et de comptabilité et plus particulièrement son article 2, lequel dispose que la demande de licence de classe F2 est introduite au moyen d'un formulaire joint en

annexe II dudit arrêté ;

Considérant qu'il ressort du point C.1 de l'annexe I de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 précité qu'à la demande de licence de classe B doit être joint la déclaration du Bourgmestre de la commune où le jeu de hasard est exploité, disposant que toutes les conditions légales sont remplies au niveau de l'exploitation de l'établissement concerné ;

Que cette déclaration doit également être jointe à toute demande de renouvellement d'une licence de classe B ;

Considérant qu'il ressort des points 2 et 3 de l'annexe II de l'arrêté royal du 22 décembre 2010 précité qu'à la demande de licence de classe F2 doit être joint l'avis du Bourgmestre de la commune où l'établissement de jeux de hasard est exploité, vérifiant la nature de l'établissement de jeux de hasard et ses conditions d'exploitations ;

Que cet avis doit également être joint à toute demande de renouvellement d'une licence de classe F2 ;

Considérant que les avis et déclarations devant être rendus dans le cadre d'une demande de renouvellement représente un travail considérable qui implique, outre de procéder aux vérifications requises dans le cadre de la délivrance d'une licence de classe B ou F2, de procéder également aux vérifications requises sur la période écoulée entre les différentes demandes ;

Considérant enfin que la délivrance d'une déclaration ou d'un avis motivés dans le cadre de l'octroi d'une licence de classe B ou F2 ou d'une demande de renouvellement implique que les services communaux et de police attestent de nombreux éléments ;

Qu'il est dès lors nécessaire d'adapter le règlement-redevance pour la délivrance de documents administratifs;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins;

Décide :

De modifier le règlement-redevance pour la délivrance de documents administratifs comme suit :

Article 1. Cinq jours suivant la publication du présent règlement et pour un terme expirant le 31 décembre 2022, il est établi au profit des habitants et aux conditions fixées ci-dessous, une redevance sur la délivrance de certificats et autres documents. La redevance est due par la personne physique ou la personne morale qui demande le document.

Article 2. Le montant de cette redevance est fixé comme suit :

#### **A. SECRETARIAT**

La gratuité pour la délivrance des attestations de résidence est d'application étant donné que la redevance communale est de 0,00€.

0,00€ pour la délivrance d'attestations de résidence.

10,00€ pour la délivrance d'une reproduction de plans.

2.500€ pour la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence de Classe C relative à l'exploitation de jeux de bingos, délivrée par la Commission de jeux de hasard en vertu de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C.

1.250€ pour la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence de

Classe C relative à l'exploitation des jeux de bingo, délivrée par la Commission de jeux de hasard en vertu de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C, lorsque la demande de licence est explicitement limitée à l'exploitation d'un seul jeu de bingo.

1.250€ pour la constitution ou le renouvellement d'une convention, en exécution de l'article 34 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs et de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe II, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe B, en vue de permettre à un exploitant de solliciter l'octroi d'une licence de Classe B, ainsi que pour la délivrance par le Bourgmestre de la déclaration préalable à l'octroi de ladite licence. Cette redevance est due à chaque fois qu'une déclaration du Bourgmestre doit être rendue et qu'une nouvelle convention se doit d'être conclue ou renouvelée.

1.250€ pour la constitution ou le renouvellement d'une convention, en exécution de l'article 43/4 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs et de l'article 2 de l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant la forme de la licence de classe F2, les modalités d'introduction et d'examen des demandes de licence de classe F2 ainsi que les obligations auxquelles doivent satisfaire les titulaires d'une licence de classe F2 en matière d'administration et de comptabilité, en vue de permettre à l'exploitant de solliciter l'octroi d'une licence de Classe F2, ainsi que pour la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi de ladite licence. Cette redevance est due à chaque fois qu'un avis du Bourgmestre doit être rendu et qu'une nouvelle convention se doit d'être conclue ou renouvelée.

## **B.1. DEMOGRAPHIE – POPULATION**

### **1) Certificats & attestations**

Sont délivrés gratuitement les certificats et les attestations car la redevance communale est de 0,00 €.

0,00 € composition de ménage, certificat de résidence, de nationalité, de vie ou d'état civil ;

0,00 € légalisation de signature ou copie conforme ;

0,00 € document de prise en charge pour un partenaire (annexe 3) ;

0,00 € document de prise en charge touriste (annexe 3bis) ;

0,00 € document de prise en charge étudiant (annexe 32).

### **2) Recherches**

20,00 € recherche généalogique aux archives (par recherche – les demandes se font par mail) ;

7,00 € recherche d'adresse au moyen du Registre National des Personnes physiques.

### **3) Changements d'adresse**

Pour les demandes de changement d'adresse, la redevance communale est de 0,00 €.

0,00 € inscription, mutation dans la commune ainsi que départ pour l'étranger (mod.2, mod. 2 bis, mod.8 – annexe 18) ;  
0,00 € mutation à l'intérieur d'un même immeuble entraînant une modification de la composition de ménage (mod.2 bis) ;  
0,00 € ré-inscription suite à une radiation d'office (mod.2).

#### 4) Cartes d'identité électroniques

Pour la délivrance des cartes d'identités la redevance communale est de 0,00 €. Le montant demandé au citoyen est le coût de la confection de la carte et de la redevance due et intégralement restituée au SPF – Intérieur. (\*)

#### **Procédure normale de délivrance des cartes d'identité électroniques**

16,10€ carte d'identité électronique (cie Belges, E, E+, F, F+)  
(coût de la confection 16,10€ et la redevance due au SPF – Intérieur (\*)  
+ redevance communale 0,00 €) ;  
16,10€ duplicata de carte d'identité électronique (cie Belges, E, E+, F, F+) délivré en cas de vol et en cas de perte.  
(coût de la confection 16,10€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (\*)  
+ redevance communale 0,00 €) ;  
16,60€ carte électronique A, B, C, D, H  
(coût de la confection 16,60€ et de la redevance due au SPF – Intérieur(\*)  
+ redevance communale 0,00 €) ;  
16,60€ duplicata de carte d'identité électronique A, B, C, D, H délivré en cas de vol et en cas de perte.  
(coût de la confection 16,60€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (\*)  
+ redevance communale 0,00 €) ;

#### **Procédure d'urgence de délivrance des cartes d'identité électroniques (cie Belges,A, B, C, D, E, E+, F, F+,H)**

98,60€ délivrance 2 jours ouvrables, par l'organisme agréé  
(coût de la confection 98,60€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (\*)  
+ redevance communale 0,00 €) ;

#### ***Procédure d'urgence centralisée des cartes d'identités électroniques Belges (pas les titres de séjour)***

129,80 € délivrance 2 jours ouvrables, livraison centralisée au SPF - Intérieur  
(coût de la confection 129,80€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (\*)  
+ redevance communale 0,00 €) ;

#### 5) Documents d'identité – Enfants de moins de 12 ans – Kids-ID

0,00 € carte de voyage - certificat d'identité (avec photo) ;  
(coût de la confection 0,00 € + redevance communale 0,00 €) ;

6,40€ carte électronique pour les enfants de moins de 12 ans ;  
(coût de la confection 6,40€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (\*))  
+ redevance communale 0,00 €) ;  
6,40€ duplicata de carte d'identité électronique, délivré en cas de vol et en cas de perte ;  
(coût de la confection 6,40€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (\*)) +  
redevance communale 0,00 €) ;

### **Procédure d'urgence de délivrance des cartes d'identité électroniques pour les enfants de moins de 12 ans – Kids-ID**

88,90€ délivrance 2 jours ouvrables, par l'organisme agréé  
(coût de la confection 88,90€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (\*))  
+ redevance communale 0,00 €) ;

### ***Procédure d'urgence centralisée des cartes d'identités électroniques pour les enfants de moins de 12 ans – Kids-ID***

120,10€ délivrance 2 jours ouvrables, livraison centralisée au SPF - Intérieur  
(coût de la confection 120,10€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (\*))  
+ redevance communale 0,00 €) ;

### **6) Passeports belges**

Pour la délivrance des passeports belges la redevance communale est de 0,00 €. Le montant demandé au citoyen est le coût de la confection du passeport et de la redevance due et intégralement restituée au SPF – Affaires Étrangères.

### **En procédure normale**

65,00 € pour la délivrance d'un nouveau passeport pour un adulte  
(à partir de 18 ans - validité de 7 ans)  
(coût de la confection 65,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (\*))  
+ redevance communale 0,00 €) ;  
35,00 € pour la délivrance d'un nouveau passeport pour un enfant de moins de 18 ans  
(validité de 5 ans)  
coût de la confection 35,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (\*))  
+ redevance communale 0,00 €) ;

### **En procédure urgente**

240,00 € pour la délivrance d'un nouveau passeport pour un adulte  
(à partir de 18 ans - validité de 7 ans)  
(coût de la confection 240,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (\*))  
+ redevance communale 0,00 €) ;  
210,00 € pour la délivrance d'un nouveau passeport pour un enfant

(de moins de 18 ans - validité de 5 ans)  
(coût de la confection 210,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (\*) + redevance communale 0,00 €) ;

### **En procédure extrême urgence**

300,00€ pour la délivrance d'un nouveau passeport pour adulte  
(à partir de 18 ans - validité de 7 ans) livré rue des Colonnies 11  
(coût de la confection 300,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (\*) + redevance communale 0,00 €) ;

270,00€ pour la délivrance d'un nouveau passeport pour enfant  
(de moins de 18 ans – validité de 5 ans) livré rue des Colonies 11  
(coût de la confection 270,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (\*) + redevance communale 0,00 €) ;

### **7) Documents de voyage pour étrangers, apatrides et réfugiés**

Pour la délivrance des documents de voyage la redevance communale est de 0,00 €. Le montant demandé au citoyen est le coût du titre de voyage et de la redevance due et intégralement restituée au SPF – Affaires Étrangères.

### **En procédure normale**

61,00 € pour la délivrance d'un nouveau titre de voyage pour un adulte  
(à partir de 18 ans - validité de 2 ans)  
(coût de la confection 61,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (\*) + redevance communale 0,00 €) ;  
41,00 € pour la délivrance d'un nouveau titre de voyage pour un enfant de moins de 18 ans  
(validité de 2 ans)  
coût de la confection 41,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (\*) + redevance communale 0,00 €) ;

### **En procédure urgente**

230,00 € pour la délivrance d'un nouveau titre de voyage pour un adulte  
(à partir de 18 ans - validité de 2 ans)  
(coût de la confection 230,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (\*) + redevance communale 0,00 €) ;  
210,00 € pour la délivrance d'un nouveau titre de voyage pour un enfant  
(de moins de 18 ans - validité de 2 ans)  
(coût de la confection 210,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (\*) + redevance communale 0,00 €) ;

### **En procédure extrême urgence**

290,00€ pour la délivrance d'un nouveau titre de voyage pour adulte  
(à partir de 18 ans - validité de 2 ans) livré rue des Colonnies 11  
(coût de la confection 290,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (\*) + redevance communale 0,00 €) ;

270,00€ pour la délivrance d'un nouveau titre de voyage pour enfant  
(de moins de 18 ans – validité de 2 ans) livré rue des Colonies 11  
(coût de la confection 240,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (\*))  
+ redevance communale 0,00 €) ;

#### 8) BUREAU ADMINISTRATIF DES ETRANGERS (non européens et européens)

##### **Frais d'ouverture de dossier pour établissement**

0,00 € frais d'ouverture de dossier dans le cadre d'une inscription dans la Commune pour un isolé (soit de l'étranger ou venant d'une autre Commune) ;  
0,00 € frais d'ouverture de dossier dans le cadre d'une inscription dans la Commune si plusieurs personnes (soit de l'étranger ou venant d'une autre Commune).

Délivrance de certains documents en vertu de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, énumérés ci-dessous

##### **Délivrance d'annexes**

0,00 € déclaration d'arrivée – AR du 3/10/81 (annexe 3 et 3ter) ;  
0,00 € demande d'autorisation d'établissement (annexe 16) ;  
0,00 € attestation de départ (annexe 18) ;  
0,00 € document spécial de séjour (annexe 35) ;  
0,00 € demande d'autorisation d'établissement de séjour permanent (annexe 22) ;  
0,00 € annexe 15 délivrée suite à une radiation d'office avec une demande de réinscription.

##### **Titres d'identité**

0,00 € attestation d'immatriculation (modèle A – annexe 4- AR 08/10/1981).

##### **Documents d'identité – Enfants de moins de 12 ans**

0,00 € Carte de voyage - certificat d'identité (avec photo).

**Délivrance de certains documents en vertu de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, énumérés ci-dessous**

0,00 € accusé de réception pour première introduction d'un article 9 ;  
0,00 € accusé de réception pour introductions supplémentaires d'un article 9.

## **Changement d'adresse**

0,00 € inscription, mutation dans la Commune ainsi que départ pour l'étranger (mod.2, mod.2 bis, mod.8 – annexe 18) ;  
0,00 € mutation à l'intérieur d'un même immeuble entraînant une modification de la composition de ménage (mod.2 bis) ;  
0,00 € ré-inscription suite à une radiation d'office (mod.2).

## **Permis de travail**

0,00 € délivrance du permis de travail.

## **B.2. DEMOGRAPHIE - ETAT CIVIL**

0,00 € extrait d'acte d'État civil ;  
20,00 € recherche généalogique aux archives – les demandes se font par e-mail ;  
7,00 € droit d'accès aux archives pour un particulier ou une étude effectuant personnellement les recherches ;  
20,00 € ouverture de dossier de mariage ;  
20,00 € déclaration de cohabitation-légale ;  
10,00 € duplicata du carnet de mariage ;  
25,00 € ouverture de dossier de nationalité ;  
0,00 € envoi du dossier de nationalité à la Chambre ;  
135,00 € célébration de cérémonie de mariage en semaine ;  
0,00 € célébration de cérémonie de mariage le samedi ;  
20,00 € rectification d'erreur(s) matérielle(s) (gratuit en cas d'erreur(s) administrative(s) prouvée(s) et reconnue(s) ;  
00,00 € reconnaissance post-natale – frais de dossier – (un acte sera délivré gratuitement) ;  
00,00 € reconnaissance pré-natale – frais de dossier – (un acte sera délivré gratuitement) ;  
00,00 € déclaration de changement de sexe ;  
20,00 € ouverture de dossier de mariage à l'étranger – frais de dossier ;  
20,00 € ouverture de dossier de cohabitation légale – frais de dossier ;  
0,00 € transcription d'un acte étranger.

## **B.3. DEMOGRAPHIE - CASIER JUDICIAIRE**

La gratuité pour la délivrance des certificats de bonne vie & mœurs et de moralité est d'application.

0,00 € certificat de bonne vie & mœurs ;  
0,00 € certificat de bonne vie & mœurs, délivré dans le cadre d'une naturalisation ou d'un prêt hypothécaire ;  
0,00 € certificat de moralité.

## **B.4. DEMOGRAPHIE - PERMIS DE CONDUIRE**

Pour la délivrance des permis de conduire, la redevance communale est de 0,00 €. Le montant demandé au citoyen est le coût de la confection du permis de conduire et de la redevance due intégralement restituée au SPF – Mobilité. (\*)

1) Permis de conduire provisoire (modèles 1, 2 et 3) ou licences d'apprentissage (modèle 4)

20,00 € pour un permis de conduire provisoire ou une licence d'apprentissage ;  
(coût de la confection 20,00 € et de la redevance due au SPF - Mobilité (\*) +  
redevance communale 0,00 €) ;

20,00 € pour un duplicata.  
(coût de la confection 20,00 € et de la redevance due au SPF - Mobilité (\*) +  
redevance communale 0,00 €) ;

2) Permis de conduire permanents (catégories A, B et BE) et/ou limités (catégories C, D, CE et DE)

20,00 € pour un permis de conduire permanent et/ou limité ;  
(coût de la confection 20,00 € et de la redevance due au SPF - Mobilité (\*) +  
redevance communale 0,00 €) ;

20,00 € pour un duplicata, un changement de catégorie, un échange de permis de conduire étranger, etc.  
(coût de la confection 20,00 € et de la redevance due au SPF - Mobilité (\*) +  
redevance communale 0,00 €) ;

3) Permis de conduire internationaux

20,00 € pour un permis de conduire international ;  
(coût de la confection 20,00 € et de la redevance due au SPF - Mobilité (\*) +  
redevance communale 0,00 €) ;

20,00 € pour un duplicata.  
(coût de la confection 20,00 € et de la redevance due au SPF - Mobilité (\*) +  
redevance communale 0,00 €) ;

## **C. SERVICE URBANISME ET ENVIRONNEMENT – HYGIENE – HORECA**

1) Ouverture de dossiers pour les permis d'urbanisme et les permis d'environnement

80,00 € - Permis d'urbanisme de minime importance

Permis d'environnement de classe III ;

250,00 € - Permis d'urbanisme nécessitant l'avis du fonctionnaire délégué

Permis d'environnement de classe II

350,00 € - Permis d'urbanisme soumis à l'enquête publique + concertation + avis fonctionnaire délégué

tarifs en vigueur + 500,00 € - Permis de régularisation

50,00 € - duplicata d'un permis.

## 2) Attestations

100,00 € - Courrier acte de division

100,00 € - Attestation de légalité du nombre de logements.

100,00 € - Attestation hébergement touristique (urbanisme et hygiène)

## 3) Ouverture de dossiers relatifs aux débits de boissons, restaurant et tout établissement public assimilé

250,00 € - ouverture, réouverture, reprise, etc. ;

Article 3. §1. Les autorités judiciaires, les administrations publiques et les institutions y assimilés, de même que les établissements d'utilité publique sont exonérés de la redevance.

§2. Sont également exonérés de la redevance : les documents repris dans les rubriques du présent règlement-redevance qui doivent être délivrés gratuitement par l'Administration Communale.

Article 4. La redevance est payable au moment de la demande du document. La preuve du paiement de la redevance est constatée par un reçu délivré lors du paiement.

Article 5. A défaut de paiement, la redevance sera récupérée conformément à l'article 137 bis de la Nouvelle Loi communale.

---

## **Retributiereglement voor de aflevering van administratieve documenten ; wijziging**

De Gemeenteraad,

Gelet op de Grondwet en inzonderheid artikelen 32, 170§4 en 173 ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en inzonderheid artikel 117 en artikel 137bis ;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en gemeenten voor de aflevering van administratieve documenten en meer bepaald artikelen 4 en 13 ;

Gelet op het retributiereglement voor de aflevering van administratieve documenten van 17 juni 2013 zoals gewijzigd op 14 december 2015, 30 mei 2016, 28 november 2016, 19 december 2016, 18 december 2017 alsook op 26 februari 2018;

Gelet op het Ministerieel besluit van 15 september 2017 verschenen in het Belgisch Staatsblad van 25 september 2017 tot wijziging van het ministerieel besluit van 19 april 2014 met als voorwerp de aflevering van alle types van paspoorten en reisdocumenten door de gemeentebesturen ;

Gelet op het Ministerieel besluit van 28 oktober 2019 verschenen in het Belgisch Staatsblad van 8 november 2019 tot wijziging van het ministerieel besluit van 15 maart 2013 tot vaststelling van het tarief van de vergoedingen ten laste van de gemeenten voor de uitreiking van de elektronische identiteitskaarten voor Belgen, de elektronische identiteitsdocumenten voor Belgische kinderen onder de twaalf jaar, de elektronische

kaarten en elektronische verblijfsdocumenten, afgeleverd aan vreemde onderdanen, en de biometrische kaarten en biometrische verblijfstitels, afgeleverd aan vreemde onderdanen van derde landen;

Overwegende de veralgemening van elektronische basisdocumenten voor de elektronische identiteitskaarten voor Belgen, voor de elektronische vreemdelingenkaarten en voor de identiteitsdocumenten voor Belgische kinderen ;

Dat ingevolge de hervorming van de aflevering van de identiteitskaarten, bepaalde dringende afleveringsprocedures niet meer van toepassing zijn ;

Overwegende dat de milieuvergunningen van klasse IB en IA niet meer worden ingediend bij de Gemeente maar wel bij het Gewest, en dat het dus niet mogelijk is om dossierkosten te eisen;

Gelet op het BWRO en zijn nieuwe besluiten van toepassing sedert 1 september 2019;

Overwegende dat dit een verplicht bedrag oplegt van 80 € jaarlijks te indexeren voor de verstrekking van stedenbouwkundige inlichtingen en dat deze dus dienen te worden verwijderd van dit reglement;

Overwegende dat de toepassing van het nieuwe BWRO de administraties bijkomende instructiehandelingen oplegt;

Overwegende dat de kosten van de zogenaamde dossiers van gering belang en de dossiers van klasse III bijgevolg moeten worden verhoogd tot hetzelfde tarief als de stedenbouwkundige inlichtingen, hetzij 80 €;

Overwegende dat de briefwisselingen betreffende de indelingen zoals de stedenbouwkundige attesten een juridische veiligheid verschaffen voor de aanvragers en dat het gaat om officiële akten;

Overwegende dat het doel is om de prijs van alle attesten op elkaar af te stemmen;

Overwegende het onderzoekwerk inzake archieven dat deze attesten vereisen;

Overwegende dat in toepassing van het besluit op de toeristische logies, de Gemeenten hiertoe stedenbouwkundige- en veiligheidsattesten dienen af te leveren;

Overwegende dat deze attesten niet letterlijk waren opgenomen in het voormalige reglement maar dat men de tarieven van het "stedenbouwkundig attest" toepaste;

Overwegende dat voor wat hygiëne betreft geen vergunningen worden afgeleverd en dat "kopie van vergunning" niet verantwoord is;

Gelet op de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, en inzonderheid artikelen 34 en 43/4 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen klasse II, de wijze van aanvraag en de vorm van de vergunning klasse B en inzonderheid zijn artikel 1, dat bepaalt dat de vergunningsaanvraag voor klasse B wordt ingediend middels een formulier bijgevoegd in bijlage I van dit besluit ;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende de vorm van de vergunning klasse F2, de wijze waarop de aanvragen voor een vergunning klasse F2 moeten worden ingediend en onderzocht en de verplichtingen waaraan vergunninghouders F2 moeten voldoen inzake beheer en boekhouding en inzonderheid zijn artikel 2, dat bepaalt dat de vergunningsaanvraag voor klasse F2 wordt ingediend middels een formulier bijgevoegd in bijlage II van dit besluit ;

Overwegende dat uit punt C.1 van bijlage I van het voornoemde koninklijk besluit van 22 december 2000 blijkt dat bij de vergunningsaanvraag van klasse B de verklaring moet worden gevoegd van de burgemeester van de gemeente waar de kansspelinrichting wordt geëxploiteerd, waaruit blijkt dat aan alle wettelijke vereisten is voldaan wat de exploitatie van het etablissement betreft ;

Dat deze verklaring eveneens dient te worden bijgevoegd bij iedere aanvraag tot hernieuwing van een vergunning van klasse B ;

Overwegende dat uit punten 2 en 3 van bijlage II van het voornoemde koninklijk besluit van 22 december 2010 blijkt dat bij de vergunningsaanvraag van klasse F2 het advies moet worden gevoegd van de Burgemeester van de gemeente waar de kansspelinrichting wordt geëxploiteerd, dat de aard van de kansspelinrichting en haar exploitatievoorwaarden bevestigt ;

Dat dit advies eveneens dient te worden bijgevoegd bij iedere aanvraag tot hernieuwing van een vergunning van klasse F2 ;

Dat de adviezen en verklaringen die in het kader van een hernieuwingsaanvraag moeten worden verstrekt, een aanzienlijke hoeveelheid werk met zich meebrengen dat, naast de verificaties die nodig zijn voor de afgifte van een vergunning van klasse B of F2, tevens inhoudt dat moet worden overgegaan tot de vereiste verificaties tussen de verschillende vergunningsaanvraag ;

Overwegende dat de aflevering van een gemotiveerde verklaring of advies in het kader van de toekenning van een vergunning van klasse B of F2 of een hernieuwingsaanvraag impliceert dat de gemeente- en politiediensten tal van elementen certificeren;

Dat het bijgevolg noodzakelijk is om het retributiereglement voor de aflevering van administratieve documenten aan te passen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Beslist :

Om het retributiereglement voor de aflevering van administratieve documenten te wijzigen als volgt :

Artikel 1. Vijf dagen volgend op de bekendmaking van dit reglement en voor een termijn die vervalt op 31 december 2022 wordt ten gunste van de inwoners en op de hieronder bepaalde voorwaarden een retributie vastgesteld op de aflevering van attesten en andere documenten. De retributie is verschuldigd door de natuurlijke- of rechtspersoon die het document aanvraagt.

Artikel 2. Het bedrag van deze retributie wordt vastgesteld als volgt :

## **A. SECRETARIAAT**

De kosteloosheid voor de aflevering van attesten van woonst is van toepassing aangezien de gemeentelijke retributie 0,00 € bedraagt.

0,00 € voor de aflevering van attesten van woonst ;

10,00 € voor de aflevering van een kopie van plannen ;

2.500 € voor de aflevering door de Burgemeester van het advies voorafgaand aan de toekenning van een vergunning van klasse C betreffende de uitbating van bingospelen, afgeleverd door de Kansspelcommissie krachtens het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen van klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van vergunning van klasse C.

1.250 € € voor de aflevering door de Burgemeester van het advies voorafgaand aan de toekenning van een vergunning van klasse C betreffende de uitbating van bingospelen, afgeleverd door de Kansspelcommissie krachtens het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen van klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van vergunning van klasse C, wanneer de vergunningsaanvraag uitdrukkelijk beperkt is tot de uitbating van één enkel bingospel.

1.250€ voor de opstelling of de hernieuwing van een overeenkomst, in uitvoering van

artikel 34 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers en van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen van klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van vergunning van klasse B, teneinde een exploitant toe te laten om de toekenning te vragen van een vergunning van Klasse B, alsook voor de aflevering door de Burgemeester van de voorafgaande verklaring tot toekenning van deze vergunning. Deze retributie is verschuldigd iedere maal dat een verklaring van de Burgemeester moet worden verstrekt en dat een nieuwe overeenkomst dient te worden gesloten of hernieuwd.

1.250€ voor de opstelling of de hernieuwing van een overeenkomst, in uitvoering van artikel 43/4 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers en van artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende de vorm van de vergunning klasse F2, de wijze waarop de aanvragen voor een vergunning klasse F2 moeten worden ingediend en onderzocht en de verplichtingen waaraan vergunninghouders F2 moeten voldoen inzake beheer en boekhouding, teneinde een exploitant toe te laten om de toekenning te vragen van een vergunning van Klasse F2, alsook voor de aflevering door de Burgemeester van het voorafgaand advies tot toekenning van deze vergunning. Deze retributie is verschuldigd iedere maal dat een advies van de Burgemeester moet worden verstrekt en dat een nieuwe overeenkomst dient te worden gesloten of hernieuwd.

## **B.1. DEMOGRAFIE – BEVOLKING**

### 1) Certificaten & attesten

Worden gratis afgeleverd certificaten en attesten aangezien de gemeentelijke retributie 0,00 € bedraagt.

0,00 € gezinssamenstelling, attest van woonst, van nationaliteit, van leven of van burgerlijke stand ;

0,00 € wettiging van handtekening of eensluidend afschrift ;

0,00 € document van tenlasteneming voor een partner (bijlage 3) ;

0,00 € document tenlasteneming toerist (bijlage 3bis) ;

0,00 € document tenlasteneming student (bijlage 32).

### 2) Opzoekingen

20,00 € genealogische opzoeking in de archieven (per opzoeking – dienen per mail te worden aangevraagd) ;

7,00 € adresopzoeking met behulp van het Nationaal Register van Natuurlijke Personen.

### 3) Adreswijzigingen

Voor aanvragen tot adreswijziging bedraagt de gemeentelijke retributie 0,00 €.

0,00 € inschrijving, verhuis binnen de Gemeente en vertrek naar het buitenland (mod.2, mod. 2 bis, mod.8 – bijlage 18) ;

0,00 € verhuis binnen hetzelfde gebouw die wijziging in de gezinssamenstelling tot gevolg heeft (mod.2 bis) ;

0,00 € herinschrijving na een afschrijving van ambtswege (mod.2).

#### 4) Elektronische identiteitskaarten

Voor de aflevering van identiteitskaarten bedraagt de gemeentelijke retributie 0,00 €. Het bedrag gevraagd aan de burger is de kost voor de aanmaak van de kaart en voor de bijdrage verschuldigd en integraal teruggegeven aan de FOD – Binnenlandse Zaken. (\*)

#### **Normale afleveringsprocedure van elektronische identiteitskaarten**

16,10€ elektronische identiteitskaart (Belgische id.kaarten, E, E+, F, F+)

( kostprijs voor de aanmaak 16,10 € en de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken (\*)

+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

16,10€ duplicaat van de elektronische identiteitskaart (Belgische id.kaarten, E, E+, F, F+) afgeleverd in geval van diefstal of verlies.

(kostprijs voor de aanmaak 16,10€ en de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken (\*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

16,60€ elektronische kaart A, B, C, D, H

( kostprijs voor de aanmaak 16,60€ en de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken(\*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

16,60€ duplicaat van de elektronische identiteitskaart A, B, C, D, H afgeleverd in geval van diefstal of verlies.

( kostprijs voor de aanmaak 16,60€ en de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken (\*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

#### **Dringende afleveringsprocedure van de elektronische identiteitskaarten (Belgische id.kaarten, A, B, C, D, E, E+, F, F+,H)**

98,60€ aflevering 2 werkdagen, door het erkend organisme

(aanmaakkost 98,60€ en bijdrage verschuldigd aan FOD – Binnenlandse Zaken (\*)

+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

#### **Dringende gecentraliseerde afleveringsprocedure van de Belgische elektronische identiteitskaarten (niet voor de verblijfstitels)**

129,80€ aflevering 2 werkdagen, gecentraliseerde levering bij de FOD – Binnenlandse Zaken

(aanmaakkost 129,80€ en bijdrage verschuldigd aan FOD – Binnenlandse Zaken (\*)

+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

#### 5) Identiteitsdocumenten – Kinderen jonger dan 12 jaar – Kids-ID

0,00 € reiskaart - identiteitsattest (met foto) ;  
(aanmaakkost 0,00 € + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

6,40€ elektronische kaart voor kinderen jonger dan 12 jaar ;  
(aanmaakkost 6,40€ en bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken (\*)  
+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;  
6,40€ duplicaat van elektronische identiteitskaart, afgeleverd in geval van diefstal of  
verlies ;  
(aanmaakkost 6,40€ en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken  
(\*))+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

#### **Dringende afleveringsprocedure van de elektronische identiteitskaarten voor kinderen jonger dan 12 jaar – Kids-ID**

88,90€ aflevering 2 werkdagen, door het erkend organisme  
(aanmaakkost 88,90€ en bijdrage verschuldigd aan FOD – Binnenlandse Zaken (\*)  
+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

#### **Dringende gecentraliseerde afleveringsprocedure van de elektronische identiteitskaarten voor kinderen jonger dan 12 jaar – Kids-ID**

120,10€ aflevering 2 werkdagen, gecentraliseerde levering bij de FOD – Binnenlandse  
Zaken  
(aanmaakkost 120,10€ en bijdrage verschuldigd aan FOD – Binnenlandse Zaken (\*)  
+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

#### 6) Belgische paspoorten

Voor de aflevering van Belgische paspoorten bedraagt gemeentelijke retributie 0,00 €. Het  
bedrag gevraagd aan de burger is de kost voor de aanmaak van het paspoort en voor de  
bijdrage verschuldigd en integraal teruggegeven aan de FOD – Binnenlandse Zaken. (\*)

#### **Normale procedure**

65,00 € voor de aflevering van een nieuw paspoort voor een volwassene  
(vanaf 18 jaar - geldigheid 7 jaar)  
(aanmaakkost 65,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken  
(\*))+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;  
35,00 € voor de aflevering van een nieuw paspoort voor een kind jonger dan 18 jaar  
(geldigheid 5 jaar)  
aanmaakkost 35,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken  
(\*))+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

### **Dringende procedure**

240,00 € voor de aflevering van een nieuw paspoort voor een volwassene  
(vanaf 18 jaar - geldigheid 7 jaar)  
(aanmaakkost 240,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken (\*)+ gemeentelijke belasting 0,00 €) ;  
210,00 € voor de aflevering van een nieuw paspoort voor een kind  
(van jonger dan 18 jaar - geldigheid 5 jaar)  
(aanmaakkost 210,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken (\*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

### **Uiterst dringende procedure**

300,00€ voor de aflevering van een nieuw paspoort voor een volwassene  
(vanaf 18 jaar - geldigheid 7 jaar) afgeleverd Koloniënstraat 11  
(aanmaakkost 300,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (\*)  
+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

270,00€ voor de aflevering van een nieuwe paspoort voor een kind (jonger dan 18 jaar – geldigheid 5 jaar) afgeleverd Koloniënstraat 11  
(aanmaakkost 270,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken  
+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

#### **1. Reisdocumenten voor vreemdelingen, staatlozen en vluchtelingen**

Voor de aflevering van reisdocumenten bedraagt de gemeentelijke retributie 0,00 €. Het bedrag gevraagd aan de burger is de kost voor de aanmaak van het reisdocument en voor de bijdrage verschuldigd en integraal teruggegeven aan de FOD – Buitenlandse Zaken.

### **Normale procedure**

61,00 € voor de aflevering van een nieuw reisdocument voor een volwassene  
(vanaf 18 jaar - geldigheid 2 jaar)  
(aanmaakkost 61,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (\*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;  
41,00 € voor de aflevering van een nieuw reisdocument voor een kind jonger dan 18 jaar  
(geldigheid 2 jaar)  
aanmaakkost 41,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (\*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

### **Dringende procedure**

230,00 € voor de aflevering van een nieuw reisdocument voor een volwassene

(vanaf 18 jaar - geldigheid 2 jaar)  
(aanmaakkost 230,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (\*)+ gemeentelijke belasting 0,00 €) ;  
210,00 € voor de aflevering van een nieuw reisdocument voor een kind  
(jonger dan 18 jaar - geldigheid 2 jaar)  
(aanmaakkost 210,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (\*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

### **Uiterst dringende procedure**

290,00€ voor de aflevering van een nieuw reisdocument voor een volwassene  
(vanaf 18 jaar - geldigheid 2 jaar) afgeleverd Koloniënstraat 11  
(aanmaakkost 290,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (\*)  
+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

270,00€ voor de aflevering van een nieuw reisdocument voor een kind  
(jonger dan 18 jaar - geldigheid 2 jaar) afgeleverd Koloniënstraat 11  
(aanmaakkost 240,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (\*)  
+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

8 ) ADMINISTRATIEF BUREAU VOOR VREEMDELINGEN (niet- Europees en Europees)

### **Openingskosten voor een vestigingsdossier**

0,00 € openingskosten voor het dossier in het kader van een inschrijving in de Gemeente voor een alleenstaande (hetzij komende van het buitenland hetzij van een andere Gemeente) ;  
0,00 € openingskosten voor het dossier in het kader van een inschrijving in de Gemeente indien meerdere personen (hetzij komende van het buitenland hetzij van een andere Gemeente).

Aflevering van bepaalde documenten krachtens de wet van 15/12/1980 op de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, hieronder opgesomd

### **Afgifte van bijlagen**

0,00 € aankomstverklaring – KB van 3/10/81 (bijlage 3 en 3ter) ;  
0,00 € toelatingsattest van vestiging (bijlage 16) ;  
0,00 € attest van vertrek (bijlage 18) ;  
0,00 € bijzonder document van verblijf (bijlage 35) ;  
0,00 € toelatingsattest van vestiging voor permanent verblijf (bijlage 22) ;  
0,00 € bijlage 15 afgeleverd naar aanleiding van een schrapping van ambtswege met

aanvraag tot herinschrijving.

### **Identiteitsbewijzen**

0,00 € attest van inschrijving (model A – bijlage 4- KB 08/10/1981).

### **Identiteitsdocument – Kinderen jonger dan 12 jaar**

0,00 € Reiskaart - identiteitsattest (met foto).

### **Aflevering van bepaalde documenten krachtens de wet van 15/12/1980 op de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, hieronder opgesomd**

0,00 € ontvangstbewijs voor een eerste indiening van een artikel 9 ;

0,00 € ontvangstbewijs voor bijkomende indieningen van een artikel 9 .

### **Adreswijziging**

0,00 € inschrijving, verhuis binnen de Gemeente en vertrek naar het buitenland (mod.2, mod.2 bis, mod.8 – bijlage 18) ;

0,00 € verhuis binnen hetzelfde gebouw die wijziging in de gezinssamenstelling tot gevolg heeft (mod.2 bis) ;

0,00 € herinschrijving na een afschrijving van ambtswege (mod.2).

### **Arbeidsvergunning**

0,00 € aflevering van arbeidsvergunning.

## **B.2. DEMOGRAFIE – BURGERLIJKE STAND**

0,00 € uittreksel van akte van de Burgerlijke stand ;

20,00 € genealogische opzoeking in de archieven – worden per e-mail aangevraagd ;

7,00 € toegangsrecht tot de archieven voor een particulier of een studie waarbij men zelf het opzoekingswerk doet ;

20,00 € opening van een huwelijksdossier ;

20,00 € verklaring van wettelijke samenleving ;

10,00 € duplicaat van het trouwboekje ;

25,00 € opening van een nationaliteitsdossier ;

0,00 € verzending van een nationaliteitsdossier naar de Kamer ;

135,00 € voltrekking van de huwelijksplechtigheid tijdens de week ;  
0,00 € voltrekking van de huwelijksplechtigheid op zaterdag ;  
20,00 € verbetering van de materiële vergissingen (gratis in geval van bewijsbare en erkende administratieve vergissingen(en)) ;  
00,00 € postnatale erkenning – dossierkosten (een akte zal gratis afgeleverd worden) ;  
00,00 € prenatale erkenning – dossierkosten (een akte zal gratis afgeleverd worden) ;  
00,00 € verklaring van geslachtswijziging ;  
20,00 € opening van een huwelijksdossier in het buitenland – dossierkosten ;  
20,00 € opening van een wettelijk samenlevingsdossier – dossierkosten ;  
0,00 € inschrijving van een vreemdelingenakte.

### **B.3. DEMOGRAFIE - STRAFREGISTER**

De kosteloosheid voor de aflevering van getuigschriften van goed gedrag en zeden en van goed gedrag is van toepassing.

0,00 € getuigschrift van goed gedrag en zeden ;

0,00 € getuigschrift van goed gedrag en zeden, afgeleverd in het kader van een naturalisatie of een hypotheek ;

0,00 € bewijs van goed gedrag.

### **B.4. DEMOGRAFIE - RIJBEWIJS**

Voor de aflevering van rijbewijzen bedraagt de gemeentelijke retributie 0,00 €. Het bedrag gevraagd aan de burger is de kost voor de aanmaak van het rijbewijs en voor de bijdrage verschuldigd en integraal teruggegeven aan de FOD – Mobiliteit. (\*)

#### 1) Voorlopige rijbewijzen (model 1, 2 en 3) of leervergunningen (model 4)

20,00 € voor een voorlopig rijbewijs of een leervergunning ;

(aanmaakkost 20,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Mobiliteit (\*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

20,00 € voor een afschrift.

(aanmaakkost 20,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Mobiliteit (\*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

#### 2) Definitieve rijbewijzen (categorie A, B en BE) en/of beperkt (categorie C, D, CE en DE)

20,00 € voor een definitief en/of beperkt rijbewijs ;

(aanmaakkost 20,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Mobiliteit (\*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

20,00 € voor een afschrift, een verandering van categorie, een omwisseling van buitenlands rijbewijs enz .

(aanmaakkost 20,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Mobiliteit (\*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

### 3) Internationale rijbewijzen

20,00 € voor een internationaal rijbewijs ;

(aanmaakkost 20,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Mobiliteit (\*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

20,00 € voor een afschrift.

(aanmaakkost 20,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Mobiliteit (\*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

## **C. DIENST STEDENBOUW EN LEEFMILIEU – HYGIENE – HORECA**

### 1) Opening van dossiers voor stedenbouwkundige en milieuvergunningen

80,00 € - Stedenbouwkundige vergunning van gering belang

Milieuvergunning van klasse III ;

250,00 € - Stedenbouwkundige vergunning waarbij het advies van de gemachtigde ambtenaar noodzakelijk is Milieuvergunning van klasse II

350,00 € - Stedenbouwkundige vergunning onderworpen aan een openbaar onderzoek + overleg + advies gemachtigde ambtenaar

geldende tarieven + 500,00 € - Regularisatievergunning

50,00 € - duplicaat van een vergunning.

### 2) Attesten

100,00 € - Brief verdelingsakte

100,00 € - Attest van wettelijkheid van het aantal woningen.

100,00 € - Attest toeristische logies (stedenbouw en hygiene)

### 3 ) Opening van dossiers betreffende het debiet van dranken, restaurant en iedere gelijkgestelde openbare vestiging

250,00 €- opening, heropening, overname enz. ;

50,00 € - duplicaat van een vergunning.

Artikel 3. §1. De gerechtelijke overheid, de openbare besturen en de hiermee gelijkgestelde instellingen, evenals de vestigingen van openbaar nut zijn vrijgesteld van de retributie.

§2. Zijn eveneens vrijgesteld van retributie : de documenten vermeld in de rubrieken van dit retributiereglement die gratis dienen te worden afgeleverd door het Gemeentebestuur.

Artikel 4. De retributie is betaalbaar op het moment van de aanvraag van het document. Het betalingsbewijs van de retributie wordt vastgesteld door een ontvangstbewijs afgeleverd bij de betaling.

Artikel 5. Bij gebreke van betaling zal de retributie worden ingevorderd overeenkomstig

artikel 137 bis van de Nieuwe Gemeentewet.

Artikel 6. De wijzigingen uit hoofde van deze verordening treden in werking op 1 januari 2020.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*Règlement-redevance actuel NL.pdf, Omznbrief wijziging Tarieven 01.01.2020.pdf, Note modification tarifs 01.01.2020 - Documents d'identité.pdf, Règlement-redevance actuel FR.pdf*

---

11.12.2019/A/0022 **Musée Charlier; demande de prêt du Musée Félicien Rops et convention de prêt du Collège provincial du Conseil Provincial de la Province de Namur.**

Le Conseil communal,

Vu les articles 117 et 135 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la demande de prêt soumise au Musée Charlier par Madame Véronique Carpiaux, conservatrice du Musée Félicien Rops de Namur, pour participer à l'exposition "*Adjugé ! Les artistes belges sur le marché (1850-1900)*" qui aura lieu du 11.09.2020 au 03.01.2021;

Vu les conventions de prêt présentées par Messieurs Valéry Zuinen, Directeur Général et Jean-Marc Van Espen, Député-Président du Collège provincial du Conseil provincial de la Province de Namur ;

Considérant que la participation à ce projet d'exposition s'inscrit parfaitement dans les missions fondamentales du musée et contribuera à la valorisation de ses collections;

Considérant que l'oeuvre d'Adrien-Joseph Heymans (1839-1921), *Chasseurs dans la neige*, huile sur toile, 100 x 150 cm, numéro d'inventaire I-221-1996 ainsi qu'un scan de la photographie de Henri Van Cutsem dans sa galerie d'art sont considérés comme aptes d'être transportés et exposés;

Considérant que l'emprunteur, le Collège provincial du Conseil provincial de la Province de Namur, s'engage à prendre en charge tous les frais d'assurance, de transport et de reproduction;

Considérant que le prêteur, le Collège provincial du Conseil Provincial de Namur s'engage à exposer les objets prêtés au Musée Félicien Rops conformément aux exigences muséales en matière de climat et de sécurité;

Décide :

1. d'approuver la demande de prêt soumise par Madame Véronique Carpiaux, conservatrice du Musée Félicien Rops de Namur, pour participer à l'exposition "*Adjugé ! Les artistes belges sur le marché (1850-1900)*" prévu du 11.09.2020 au 03.01.2021 ;
2. d'approuver la convention de prêt de la pièce de collection jugées aptes au transport et à l'exposition, notamment le tableau d'Adrien-Joseph Heymans (1839-1921), *Chasseurs dans la neige*, huile sur toile, 100 x 150 cm, numéro d'inventaire I-221-1996, dont une copie est jointe en annexe à ce fichier ;
3. d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Échevins à signer tous les documents s'y rapportant ;



---

**Charliermuseum; bruikleenaanvraag Félicien Rops Museum en  
bruikleenovereenkomst van het College en de Provincieraad van de Provincie  
Namen.**

De Gemeenteraad,

Gezien de artikelen 117 en 135 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien de bruikleenaanvraag voorgelegd aan het Charliermuseum door Mevr. Véronique Carpiaux, conservator van het Félicien Rops Museum, Namen voor deelname aan de tentoonstelling "Adjugé ! Les artistes belges sur le marché (1850-1900)" van 11.09.2020 tot 03.01.2021;

Gezien de bruikleenovereenkomsten voorgelegd door Mr. Valéry Zuinen, Algemeen Directeur en Mr. Jean-Marc Van Espen, Afgevaardigd Voorzitter van het Provinciecollege van de Provincieraad van Namen;

Overwegende dat een deelname aan deze tentoonstelling beantwoordt aan de basisopdrachten van het museum en de naambekendheid van de collecties ten goede komt;

Overwegende dat na onderzoek is gebleken dat het schilderij van Adrien-Joseph Heymans (1839-1921), *Jagers in de sneeuw*, olieverf op doek, 100 x 150 cm, inventarisnummer I-221-1996 alsook een scan van de gevraagde foto van *Henri Van Cutsem in zijn kunstgalerij* geschikt worden geacht om vervoerd en tentoongesteld te worden;

Overwegende dat de bruikleenvrager, het Provinciecollege van de Provincieraad van Namen, zich ertoe verbindt alle verzekerings-, transport- en reproductiekosten te betalen;

Overwegende dat de bruikleenvrager, het Provinciecollege van de Provincieraad van Namen, zich ertoe verbindt de bruikleenstukken in het Félicien Rops Museum aan de museale klimatologische normen en veiligheidsvereisten tentoon te stellen;

Beslist:

1. de bruikleenaanvraag voorgelegd door Mevr. Véronique Carpiaux, conservator van het Félicien Rops Museum te Namen voor deelname aan de tentoonstelling "Adjugé ! Les artistes belges sur le marché (1850-1900)" gepland van 11.09.2020 tot 03.01.2021 goed te keuren ;
2. de bruikleenoverkomsten van het collectiestuk dat geschikt geacht worden om vervoerd en tentoongesteld te worden nl. het schilderij van Adrien-Joseph Heymans (1839-1921), *Jagers in de sneeuw*, olieverf op doek, 100 x 150 cm, inventarisnummer I-221-1996 goed te keuren, een kopie hiervan is als bijlage bij dit dossier gevoegd;
3. het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen alle documenten die hierop betrekking hebben, te ondertekenen;

*3 annexes / 3 bijlagen*

*CR bruikleenaanvraag en bruikleenovereenkomst.doc, 2019-10-03 convention prêt.1.doc, avis du restaurateur du Musée concernant la demande de prêt Musée Félicien Rops.pdf*

---

11.12.2019/A/0023 **Coopération avec Tanger: octroi d'un subside à l'Association des parents et amis des enfants autistes de l'institut "Princesse Lalla Meryem Tanger".**

Le Conseil,

Considérant la signature d'un Protocole de Jumelage entre la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et la Ville de Tanger en 2014;

Considérant les nombreux projets menés dans ce cadre tels que la participation à la Tangier International Cup, l'accueil d'une délégation tangéroise en octobre 2019, l'organisation d'un Gospel au profit d'une association tangéroise aidant à la scolarisation, etc.;

Considérant les échanges entre services administratifs quant aux besoins de la Ville de Tanger en termes de soutien à des projets de coopération;

Etant donné que l'un d'entre eux concerne "L'Institut Princesse Lalla Meryem Tanger" avec "L' Association parents et amis des enfants autistes de l'Institut Princesse Lalla Meryem Tanger" dont la Ville de Tanger assure la co-gestion;

Etant donné que "L'Institut Princesse Lalla Meryem Tanger" est le seul organisme de la région spécialisé dans l'accueil et l'éducation des enfants autistes ;

Etant donné que l'un des projets menés par "L'Institut Princesse Lalla Meryem Tanger" et la Ville de Tanger concerne la réhabilitation d'une piscine intérieure répondant aux besoins des enfants autistes;

Considérant la demande spécifique adressée à la Commune de Saint-Josse pour contribuer au financement de cette piscine intérieure et l'acquisition de jeux spécialisés telle que reprise dans les annexes;

Considérant la réception et l'analyse de la demande de subside, la réception de la description du projet et des photos de l'état actuel, la réception des statuts de l'association datées et signées, la comptabilité simplifiée de 2018 datée et signée et le fait que l'ensemble de ces documents se trouve dans les annexes;

Considérant la volonté de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode de participer au financement ce projet pour un montant de 10 000 EU.

Décide:

D'allouer un subside de 10 000 EU à l'association telle que détaillée ci-dessous, sur l'article budgétaire 1502/635/51 du service extraordinaire de l'année 2019.

"L' Association des parents et amis des enfants autistes de l'Institut Princesse Lalla Meryem Tanger"  
Quartier Branes, Derrière ENCG- BP- 1831 Tanger  
RIB 007 64 0000 5371 000000 15641  
Attijari Wafa Bank  
Code Swift BCMAMAMC

---

**Samenwerking met Tanger: toekenning van een subsidie aan de Vereniging van ouders en vrienden van autistische kinderen van het instituut "Princesse Lalla Meryem Tanger".**

De Raad,

Overwegende de ondertekening van een verbroederingsprotocol tussen de gemeente Sint-Joost-ten-Node en de stad Tanger in 2014;

Overwegende de vele projecten die in 2019 in dit kader werden uitgevoerd, zoals de deelname aan de Tanger International Cup, de ontvangst van een Tangerese delegatie in oktober 2019, de organisatie van een Gospel ten voordele van een Tangerese vereniging die helpt met scholing enz....;

Overwegende de uitwisselingen tussen administratieve diensten over de noden van de stad Tanger op het gebied van ondersteuning van samenwerkingsprojecten;

Gezien één ervan het "Prinses Lalla Meryem Tanger Instituut" betreft met "De Vereniging van Ouders en Vrienden van Autistische Kinderen van het Prinses Lalla Meryem Instituut Tanger", waarvan de stad Tanger het co-beheer verzekert;

Gezien het "Princess Lalla Meryem Tanger Instituut" de enige organisatie is in de regio die gespecialiseerd is in de opvang en het onderwijs van autistische kinderen;

Gezien één van de projecten geleid door het "Princess Lalla Meryem Tanger Instituut" en de stad Tanger de renovatie betreft van een binnenzwembad dat voldoet aan de behoeften van autistische kinderen;

Overwegende de specifieke vraag aan de Gemeente Sint-Joost om bij te dragen aan de financiering van dit binnenzwembad en de aankoop van gespecialiseerde spelen zoals vermeld in de bijlagen;

Overwegende de ontvangst en analyse van de subsidieaanvraag, de ontvangst van de projectbeschrijving en foto's van de huidige staat, de ontvangst van de gedateerde en ondertekende statuten van de vereniging, de vereenvoudigde boekhouding van 2018 gedateerd en ondertekend en het feit dat al deze documenten zich in de bijlagen bevinden;

Overwegende de wens van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node om deel te nemen aan de financiering van dit project voor een bedrag van 10 000 EU.

Beslist:

Om een subsidie toe te kennen van 10 000 EU aan de hieronder gedetailleerde vereniging, op begrotingsartikel 1502/635/51 van de buitengewone dienst van het jaar 2019.

"De Vereniging van ouders en vrienden van autistische kinderen van het instituut "Princesse Lalla Meryem Tanger"

Quartier Branes, Derrière ENCG- BP- 1831 Tanger

RIB 007 64 0000 5371 000000 15641

Attijari Wafa Bank

## Code Swift BCMAMAMC

*12 annexes / 12 bijlagen*

*rapport 2018 p1.jpg, rapport 2018 p4.jpg, RIB.jpg, Rapport au Collège Enfants Tanger-converti.pdf, rapport 2018 p2.jpg, formulaire p1.jpg, lettre de subside.jpg, formulaire p2.jpg, chronologie de l'état de la piscine.pptx, formulaire dernière page.jpg, rapport 2018 p3.jpg, formulaire p3.jpg*

---

11.12.2019/A/0024 **Convention de projet « lavoir social » sis rue Linné 35 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode confié à la Mission locale pour l'emploi de Saint-Josse-ten-Noode.**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment son article 117 ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu les statuts de la « Mission locale de Saint-Josse-ten-Noode » du 13 janvier 2005 ;

Considérant que dans le cadre d'un partenariat, la Commune mandate la Mission Locale pour l'emploi de Saint-Josse-ten-Noode pour la création d'un lavoir social qui sera situé rue Linné, 35 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;

Considérant qu'il convient de rappeler que la Commune est propriétaire du bien immeuble sis à l'adresse précitée ;

Considérant que la création et la mise en œuvre de ce lavoir passe par la signature d'une convention de projet de lavoir social ;

Considérant que cette convention prévoit 3 phases de réalisation, les études préalables, les aménagements des locaux et son financement ainsi que et la mise en œuvre du projet lavoir social, d'autre part ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Échevins ;

Décide:

- d'approuver la convention de projet « lavoir social » sis rue Linné, 35 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, laquelle est reprise en annexe ;
- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de signer et de mettre en œuvre la convention ;
- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevinse de procéder à l'engagement de 350.000,00 € au nom de la Mission Locale sur l'article 8491 / 723-60 sur le budget extraordinaire 2019 ;
- de prévoir à l'article 8510 / 332-02 le financement communal pour la partie fonctionnement au budget communal des années 2020 et 2021.

---

**Overeenkomst van project « sociaal wassalon » gelegen Linnéstraat 35 te 1210 Sint-Joost-ten-Node toevertrouwd aan de Lokale Werkwinkel van Sint-Joost-ten-Node.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 117 ;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen ;

Gelet op de statuten van de « Lokale Werkwinkel van Sint-Joost-ten-Node » van 13 januari 2005 ;

Overwegende dat in het kader van een partnerschap, de Gemeente de Lokale Werkwinkel van Sint-Joost-ten-Node gelast met de oprichting van een sociaal wassalon dat zal gelegen zijn Linnéstraat 35 te 1210 Sint-Joost-ten-Node ;

Overwegende dat eraan dient te worden herinnerd dat de Gemeente eigenaar is van het onroerend goed gelegen op voornoemd adres ;

Overwegende dat de oprichting en vestiging van dit wassalon de ondertekening van een sociale overeenkomst voor een project van sociaal wassalon vereist;

Overwegende dat overeenkomst voorziet in 3 uitvoeringsfasen, de voorafgaande studies, de inrichting en financiering van de lokalen en de uitvoering van het project sociaal wassalon;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist:

- om de overeenkomst goed te keuren van het project « sociaal wassalon » gelegen Linnéstraat 35 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, die werd opgenomen in de bijlage ;
- om het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de ondertekening en de uitvoering van de overeenkomst ;
- om 350.000,00 € vast te leggen op naam van de Lokale Werkwinkel op artikel 8491 / 723-60 op de buitengewone begroting 2019 ;
- om op artikel 8510 / 332-02 de gemeentelijke financiering te voorzien voor het werkingsgedeelte op de gemeentelijke begroting jaren 2020 en 2021.

*1 annexe / 1 bijlage*

*2019-12-02 Convention de projet Lavoir social.pdf*

---

11.12.2019/A/0025 **Affaires néerlandophones; subsides culturel – subvention entre 1250€ et 12.500€ pour l'année 2019 ; "Centre communautaire Ten Noey"**

Le Conseil,

Vu la Loi du 14 novembre 1983 concernant le contrôle sur l'octroi et l'emploi de certains subsides et plus particulièrement les articles 3 et 4 de cette loi;

Vu le règlement communal concernant l'octroi et le contrôle de l'emploi des subsides approuvés par le Conseil Communal en sa séance du 18 juin 2008;

Vu l'article 2 du règlement susmentionné, par lequel les subsides octroyés auxquels les associations culturelles pourraient bénéficier pour la réalisation de but statutaire et en même doivent être conforme à la loi du 14 novembre 1983;

Vu que le Collège des Bourgmestre et Échevins sous couvert du règlement, peut vérifier si les associations culturelles ne réalise aucun bénéfice grâce à la subvention;

Vu que en cas de non-respect du règlement, le paiement du subside pour l'année en cours peut être suspendu;

Vu le budget qui a été approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 28 août 2019;

Vu l'octroi des subsides aux associations culturelles sur différents articles du budget 2019

approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 11 septembre 2019;

Vu qu'un subside pour un montant de 6.500 € peut être octroyée via l'article budgétaire 7622/332/02 du budget ordinaire pour l'année comptable 2019;

Étant donné que l'association Centre communautaire Ten Noey' a fourni son formulaire de candidature avec en annexe les documents comptables nécessaires pour l'année 2019 en date du 12 septembre 2019;

Décide,

que étant donné que l'Asbl « Centre communautaire Ten Noey » situé à la Rue de la Commune 25, à Saint-Josse-ten-Noode, répond à toutes les conditions afin de pouvoir bénéficier d'un subside culturel;

1. l'octroi de 6.500 € à l'Asbl « Centre communautaire Ten Noey » au compte bancaire BE75 734016523351, sous la référence « Subside 2019 »;
2. d'inscrire la dépense sur l'article budgétaire 7622/332/02 du budget ordinaire de l'année comptable 2019.

---

**Nederlandstalige Aangelegenheden; Culturele instellingen – subsidie tussen €1250€ en 12.500€ voor het jaar 2019; vzw 'Gemeenschapscentrum Ten Noey'**

De Gemeenteraad,

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle van de toekenning en het gebruik van bepaalde toelagen en meer bepaald, bij de artikels 3 en 4 van die wet;

Gelet op het Gemeentereglement betreffende de toekenning en de controle van de aanwending van de toelagen dat goedgekeurd werd door de Gemeenteraad in zijn zitting van 18 juni 2008;

Gelet op artikel 2 van het voornoemde reglement, waarbij de subsidiëring toegekend kan worden aan culturele instellingen voor de realisatie van zijn statutair doel en bovendien conform moeten zijn aan de wetregels van 14 november 1983;

Gelet dat het College van burgemeester en Schepen, conform het Gemeentereglement, het recht heeft om de culturele instellingen te controleren om na te gaan dat er geen winst geboekt wordt dankzij de subsidiëring;

Gelet dat in geval van het niet-respecteren van het gemeentereglement, de betaling van de toelage voor het lopende dienstjaar opgeschort kan worden;

Gelet op de goedkeuring van het budget door het Gemeenteraad in zijn zitting van 28 augustus 2019 ;

Gelet op de toekenning van de toelage aan de culturele instellingen op verschillende artikels van het budget 2019 door de gemeenteraad in zijn zitting van 11 september 2019;

Gelet dat er een toelage ter hoogte van 6.500 € toegekend kan worden via het begrotingsartikel 7622/332/02 van de gewone begroting, dienstjaar 2019;

Gezien dat 'Gemeenschapscentrum Ten Noey vzw' haar kandidatuursformulier voor het dienstjaar 2019 met de bijhorende boekhoudkundige bewijsstukken op 12 september 2019 heeft ingediend;

Beslist,

dat overwegende dat het 'Gemeenschapscentrum Ten Noey vzw', gelegen in de Gemeentestraat 25 te 1210 Sint-Joost-ten-Node voldoet aan de condities om te kunnen genieten van een culturele toelage:

1. om een subsidie van 6.500 € toe te kennen aan 'Gemeenschapscentrum Ten Noey vzw' en om de toelage te verrekenen op haar bankrekeningnummer BE75 7340 1652 3351 met referentie "Toelage 2019";
2. om de uitgave in te schrijven via het begrotingsartikel 7622/332/02 van de gewone begroting, dienstjaar 2019

*6 annexes / 6 bijlagen*

*Subventions - règlement intérieur d'octroi fr-nl.pdf, uitnodiging ten noey.pdf, Aanvraag Ten noey.pdf, Conseil FR et NL\_subsidies communaux 2019\_19-09-11.pdf, Tableau subsides 2019\_FR et NL y compris conventions\_Version finale\_19-03-15.pdf, Rapport.pdf*

---

11.12.2019/A/0026 **Convention de bail de locaux 18, rue de la Limite; renouvellement.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 117 et 135 de la Nouvelle Loi communale;

Vu le projet de convention de bail de locaux sis 18, rue de la Limite, appartenant à M. Gilles Dehareng, domicilié à 1180 Bruxelles, 542 rue Vanderkindere, adapté au conseil communal du 18 février 2009;

Vu que ces locaux sont mis à disposition à l'asbl IBO De Buiteling pour des activités pour les enfants (accueil et plaines de jeux);

Vu la convention du 31 janvier 2012 entre l'administration communale, la Vlaamse gemeenschapscommissie, l'asbl Familietehuis et l'asbl IBO De Buiteling (adoptée au conseil communal du 25 janvier 2012) et la décision du collège du 17 janvier 2012 par lesquelles l'administration communale s'engage de mettre à la disposition de l'asbl IBO De Buiteling des locaux pour l'exercice de ces activités;

Considérant que le contrat de bail se terminait le 1er avril 2018 et qu'il fallait l'adapter;

Considérant que la première convention précisait que les travaux d'adaptation des locaux soient remboursés par l'administration communale et que ce remboursement était compris dans le loyer;

Considérant que le remboursement pour ces travaux est terminé;

Considérant que l'ancien loyer, provisions pour l'énergie, taxes et l'eau comprises, s'élevait à 4.577,80 €;

Considérant que le nouveau loyer, provisions pour l'énergie, taxes et l'eau comprises, s'élèvera à 4.180 €, ce qui signifie une diminution de 397,80 €;

Considérant la demande de l'administration communale d'avoir l'autorisation du bailleur de pouvoir construire un accès par le mur arrière de jardin vers le petit parc (propriété de l'administration communale) afin de permettre aux enfants de jouer dans un environnement vert;

Considérant qu'il est prévu d'imputer la dépense à l'article 7614/126-01;

décide

- d'approuver le projet de convention de bail de locaux sis 18, rue de la Limite pour des activités de garderie pour enfants entre la commune de Saint-Josse-ten-Noode et le propriétaire, Monsieur Gilles Dehareng;
- d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à signer tous les documents s'y rapportant.

### **Convention de bail de locaux**

#### **ENTRE :**

Monsieur Gilles Dehareng, architecte, cohabitant, né à Uccle le 23 août 1973, domicilié à 1180 Bruxelles, rue Vanderkindere 542

ci-après dénommé « Le Bailleur »

#### **ET :**

La Commune de Saint-Josse-ten-Noode, dont les bureaux sont établis avenue de l'Astronomie, 13 à 1210 Bruxelles, ici représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins en la personne de M. Emir KIR, Bourgmestre, assisté de M. Patrick NEVE, Secrétaire communal, agissant en vertu d'une délibération du Conseil communal du 11 décembre 2019 dont un extrait est joint aux présentes.

ci-après dénommée « Le Preneur ».

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

#### **Article 1 : Lieux loués**

Par la présente, le Bailleur donne en location au Preneur qui accepte, des locaux ci-après décrit, dans un immeuble de rapport sis à 1210 Bruxelles, rue de la Limite 18.

Description des locaux : un rez-de-chaussée et un sous-sol d'une surface globale de 320 m<sup>2</sup> environ avec une entrée privative et jardin, la superficie totale de l'immeuble étant de 800 m<sup>2</sup>.

## **Article 2**      **Destination**

Les lieux loués sont à usage de locaux pour une activité de garderie pour enfants à l'exclusion de toute autre affectation, sauf accord exprès du Bailleur.

Le Preneur s'engage à exercer son activité en bon père de famille et s'interdit d'exercer dans les lieux son activité d'une manière qui pourrait nuire aux tiers.

Le Preneur déclare bien connaître l'état du bien, ses fonctionnalités et ses caractéristiques. Il reconnaît que la surface louée est apte à recevoir son activité.

## **Article 3**      **Durée**

Les lieux seront occupés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 date d'entrée en vigueur de la présente convention, et pour une durée de 9 ans, renouvelable par tacite reconduction.

## **Article 4**      **Loyer**

Le loyer est fixé à 3.600 EUR (trois mille six cent euros) par mois.

Le loyer sera payable mensuellement par anticipation le premier de chaque mois et pour la première fois le 1er janvier 2020 au moyen de versements effectués sur le compte du Bailleur n° IBAN BE48 1030 4510 0927 de Monsieur Gilles Dehareng.

En cas de retard de paiement des loyers, il sera dû par le Preneur, de plein droit et sans mise en demeure préalable, un intérêt de retard de 9,5 % l'an. En cas de retard de paiement de toute autre somme généralement quelconque due en application de la présente convention, il sera dû par le Preneur, de plein droit et sans mise en demeure préalable, un intérêt de retard de 5,5 % l'an. Ces intérêts ne seront dus qu'à partir d'un retard supérieur à 10 jours ouvrables.

Le loyer sera indexé tous les 3 ans à la date anniversaire du bail selon l'indice des prix à la consommation (base 2013 = 100) selon la formule : loyer de base x indice nouveau / indice du mois précédant celui de la conclusion du bail.

Le loyer indexé ne pourra jamais être inférieur au loyer de la période précédente.

L'adaptation du loyer en fonction de l'indice des prix se fera par le Preneur après communication par le bailleur.

#### **Article 5**      **Charges – Provisions**

Le Preneur paiera une quote-part équivalente à 40% des coûts de consommation d'eau, de mazout et d'électricité de l'immeuble loué.

Pour les charges mentionnés ci-dessus, le Preneur versera avec les loyers et à leur échéance une provision d'un montant de 500 EUR par mois.

Le montant de ces provisions pourra être modifié en cas d'insuffisance.

Tous les frais se rapportant à des abonnements privatifs de toute distribution généralement quelconque (gaz, téléphone,...) sont à charge du Preneur.

#### **Article 6**      **Résiliation anticipée**

Chaque partie pourra mettre fin au présent bail à l'expiration de la 3<sup>ème</sup> ou 6<sup>ème</sup> année par l'envoi d'une lettre recommandée à la poste au minimum 6 mois avant ces échéances.

Toutefois, dans l'hypothèse où le Preneur met fin à la présente convention, celui-ci sera redevable en faveur du Bailleur d'une indemnité équivalente à trois mois de loyer, et le cas échéant des frais de remise en état d'origine des locaux, en application de l'article 9 alinéa 4 du présent bail.

#### **Article 7**      **Etat des lieux**

Le Preneur devra, en fin de bail, restituer les lieux loués, dans l'état dans lequel il les aura reçus, sous réserve de l'usure normale.

Un état des lieux contradictoire sera dressé au plus tard lors de l'entrée du Preneur dans les lieux par les parties.

A défaut d'avoir établi ce document, le preneur est présumé avoir reçu la chose louée dans le même état que celui où elle se trouve à la fin du bail, sauf preuve du contraire.

L'état de sortie sera dressé par les parties.

Les frais d'état des lieux seront à frais communs.

#### **Article 8**      **Libération des lieux**

Sauf en cas de reconduction du bail, les lieux loués devront être libérés au plus tard à l'échéance du contrat. A défaut, une indemnité d'occupation équivalente au dernier loyer applicable sera due de plein droit.

### Article 9 Adaptations

Les parties se concerteront pour toute adaptation des locaux à entreprendre dans les locaux loués, lesquelles sont à la charge exclusive du preneur.

Les parties conviennent d'ores et déjà que le Preneur pourra effectuer à ses frais des travaux visant à créer un passage entre le jardin et le parc qui lui est attenant à l'arrière du terrain, selon des modalités techniques qui seront à convenir de commun accord entre les parties avant le démarrage des travaux.

A l'expiration du bail et/ou de ses renouvellements éventuels, toutes les transformations, améliorations et modifications deviendront la propriété du Bailleur, sans indemnité et sans frais.

Toutefois, à l'expiration du bail, pour quelque motif que ce soit, le Bailleur pourra demander au Preneur que celui-ci procède à l'enlèvement en tout ou partie des transformations, modifications et améliorations et rétablir les locaux partiellement dans leur état originaire, sans frais pour le Bailleur si ces transformations sont trop spécifiques et entravent la relocation du bien.

### Article 10 Entretien et réparations

Le preneur s'engage à occuper les lieux loués en bon père de famille.

Il s'engage à maintenir les lieux loués en parfait état d'entretien.

Pendant toute la durée de son occupation, le Preneur s'engage à prendre en charge à concurrence d'une quote-part de 40% l'ensemble des réparations des parties communes de l'immeuble, à l'exclusion des seules grosses réparations définies à l'article 606 du Code civil.

Quant aux parties privatives, le Preneur s'engage, pendant toute la durée de son occupation, à prendre en charge l'ensemble des réparations locatives ou de menu entretien ou les frais de remplacement, à l'exception des seules grosses réparations définies à l'article 606 du Code civil.

Si le Preneur reste en défaut d'exécuter les obligations qui lui incombent en vertu du présent article, et s'il n'a pas lui-même pourvu aux réparations nécessaires dans un délai raisonnable et après mise en demeure, le Bailleur aura le droit de faire exécuter les travaux nécessaires pour assurer le maintien et la remise en bon état des lieux loués et d'en recouvrer le coût à charge du Preneur. Ce droit sera exercé aux frais du Preneur et sans

préjudice de tous autres droits et recours du Bailleur.

Le Preneur avertira dès qu'il en a lui-même connaissance le Bailleur de la nécessité de toute grosse réparation incombant à ce dernier en vertu du bail ou de la loi.

A défaut pour le Preneur de respecter cette obligation, il sera tenu d'indemniser le Bailleur des coûts supplémentaires subis par ce dernier du fait du non-respect de son obligation.

Le preneur signalera dès qu'il en a lui-même connaissance au Bailleur tout accident dont ce dernier pourrait être rendu responsable.

Le Preneur souffrira sans indemnité, ni diminution de loyer, l'exécution de toutes les grosses réparations qui pourraient s'avérer nécessaires pendant la durée du bail, mais, si ces réparations durent plus de quarante jours, le prix du bail sera diminué à proportion du temps et de la partie de la chose louée dont il aura été privé et donnera accès au Bailleur, à ses préposés ou toute autre personne désignée par lui aux fins de procéder aux inspections et réparations nécessaires.

Tout dommage résultant de l'inexécution des obligations précisées ci-dessus est réparé aux frais du Preneur. Le Bailleur aura le droit de faire visiter les lieux loués par un de ses préposés chaque fois qu'il le jugera opportun.

#### **Article 11** **Droit d'accès**

Dans la mesure où certaines installations communes (adoucisseur, citerne, chaudière,...) ne sont accessibles qu'en passant par les lieux loués, le Preneur s'engage à donner libre accès au Bailleur ou à la personne mandatée par lui afin que celui-ci puisse y accéder.

#### **Article 12** **Cession ou sous-location**

Le Preneur est autorisé à sous-louer ou céder les droits dérivant de la présente convention, en tout ou en partie moyennant accord préalable et écrit du Bailleur.

Le Preneur s'engage pour lui et pour tous ceux qu'il se substituera (préposés et collaborateurs) à ne pas exercer dans les lieux une activité non conforme aux lois et règlements ou à la destination du bien, ou qui pourrait causer un préjudice à des tiers.

#### **Article 13** **Impôts**

Tous les impôts et taxes quelconques mis ou à mettre sur les lieux loués par l'Etat, la Province, la Commune ou par toute autre autorité publique, tel que le précompte immobilier, devront être payés par le Preneur proportionnellement à sa durée d'occupation.

Les parties conviennent que le précompte immobilier à charge du Preneur correspond à 40% du précompte global de l'ensemble de l'immeuble.

Le Preneur s'engage dès lors à payer au bailleur une provision mensuelle d'un montant de 80 EUR. ce montant pourra être modifié en cas d'insuffisance.

#### **Article 14 Expropriation**

Aucune indemnité n'est due à charge du Bailleur en cas d'expropriation ou en cas de changement ou d'interdiction d'affectation du bien imposée par l'autorité compétente en matière d'urbanisme.

#### **Article 15 Frais et enregistrement**

Tous les frais et droits d'enregistrement sont à charge du Preneur.

#### **Article 16 Election de domicile**

Les parties élisent domicile, même après l'expiration du bail aux adresses mentionnées ci-dessus, sauf avis de changement notifié par lettre recommandée ou par télécopie ou email pour autant qu'un rapport d'activité soit joint.

#### **Article 17 Assurances et responsabilités**

La location intervient aux risques exclusifs du Preneur qui souscrira une assurance appropriée à son activité, pour le risque lié à son exploitation et pour le risque locatif (incendie, dégâts des eaux, bris de verre, vol, lieux accessibles au public).

En aucun cas le Bailleur ne pourra être responsable des dommages causés à des tiers, même liés à l'occupation du Preneur et provoqués par l'usage du bien. Le Preneur est seul responsable du choix des locaux et de leur adéquation à ses besoins, en ce compris les infrastructures desservant les locaux.

Le Bailleur ne garantit pas le fait des tiers et notamment des voisins ou des riverains.

#### **Article 18 Garantie locative**

Afin d'assurer la bonne et entière exécution de ses obligations, le Preneur constituera une garantie locative équivalente à 3 mois de loyer.

Cette garantie est versée sur le compte n° IBAN BE48 1030 4510 0927 de Gilles Dehareng auprès de la banque Crelan.

Les intérêts sont capitalisés et le bailleur acquiert un privilège sur l'actif du compte pour toute créance résultant de l'inexécution totale ou partielle des obligations du preneur.

Cette garantie ne pourra être restituée au Preneur qu'après que ce dernier ait satisfait à toutes ses obligations qui découlent du présent contrat.

Elle sera libérée au profit du Preneur ou du Bailleur selon le cas, moyennant production soit d'un accord écrit, établi au plus tôt à la fin du bail, soit d'une copie d'une décision judiciaire. Cette décision sera exécutoire par provision, nonobstant opposition ou appel, et sans caution ni cantonnement.

#### **Article 19      Expiration du bail et droit de visite**

Pendant les six mois qui précèdent la fin du bail, la Bailleur aura la faculté de placer un panneau annonçant la mise en location. Ce panneau fera clairement la distinction entre la vente du bâtiment et la disposition de l'industrie y exercée.

Il en sera de même en cas de mise en vente de l'immeuble loué.

Le Preneur s'oblige en cas de vente ou de location à laisser visiter librement et complètement les lieux loués deux jours par semaine pendant trois heures consécutives à déterminer de commun accord avec le Bailleur.

#### **Article 20      Vente du bien loué**

En cas de vente de l'immeuble, apport, donation ou autre forme de mutation à titre gratuit ou onéreux, l'acquéreur pourra expulser le Preneur moyennant un congé avec un préavis de 6 mois donné dans les trois mois de l'acquisition, précisant clairement le motif justifiant le congé.

Fait à Bruxelles, le 11 décembre 2019 en autant d'originaux que de parties ayant un intérêt distinct, chaque partie reconnaissant par sa signature avoir retiré l'exemplaire lui revenant, un exemplaire étant en outre destiné à l'enregistrement.

Le Bailleur ,

Gilles DEHARENG

Le Preneur,

Pour la Commune de Saint-Josse

Par ordonnance,  
Le Secrétaire communal

Le Collège  
des Bourgmestre et Echevins

Patrick NEVE

Emir KIR

*3 annexes / 3 bijlagen*

*Oude huurovereenkomst Grensstraat 18.pdf, getekende conventie en ter beschikkingstelling Grensstraat 18.pdf, Version adaptée après conseil juridique convention de bail de locaux 2020.pdf*

---

11.12.2019/A/0027 **Gemeentelijk cultuurbeleidsplan 2020 - 2025, Plan Lokaal Cultuurbeleid en overeenkomst met de VGC, goedkeuring.**

De Gemeenteraad,

Gelet op het Vlaamse decreet van 13 juli 2001 houdende het stimuleren van een kwalitatief en integraal lokaal cultuurbeleid, gewijzigd bij decreten van 5 juli en 20 december 2002, 21 maart 2003, 24 december 2004, 23 december 2005 en 30 juni 2006, 13 juli 2007, 19 november 2010; 18 maart 2011;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 11 januari 2002 ter uitvoering van het decreet van 13 juli 2001 houdende het stimuleren van een kwalitatief en integraal cultuurbeleid, gewijzigd bij besluit van 28 mei, 11 juni 2004 en 15 september 2006 en 7 december 2007;

Gelet dat in het kader van het Planlastendecreet het decreet van 13 juli 2001 houdende het stimuleren van een kwalitatief en integraal lokaal cultuurbeleid vervangen wordt door een nieuw decreet dat vertrekt vanuit de krachtlijnen van de huidige regelgeving;

Gelet op het nieuw decreet Lokaal Cultuurbeleid van 6 juli 2012, gewijzigd bij besluit van 20 december 2013, 3 juli 2015 en 8 juli 2016;

Gelet op het uitvoeringsbesluit van de Vlaamse regering van 26 oktober 2012 met betrekking tot het Lokaal Cultuurbeleid van 6 juli 2012;

Gelet dat het decreet van 13 juli 2001 houdende het stimuleren van een kwalitatief en integraal lokaal cultuurbeleid gewijzigd wordt naargelang de optredende artikels in werking treedt op 30 oktober 2012, 1 januari 2013 en 1 januari 2014 en vervangen wordt door het decreet van 6 juli 2012 met betrekking tot het Lokaal Cultuurbeleid;

Overwegende dat het huidig Lokaal Cultuurbeleidsplan 2014-2019 ten einde loopt op 31 december 2019 en dat er een nieuw plan opgemaakt moet worden die aan de voorwaarden van de hierboven vermelde decreten, met de latere wijzigingen, moeten voldoen;

Gezien het advies van de Bibliotheekraad, van de Raad van Bestuur van het Gemeenschapscentrum Ten Noey en van de Open Cultuurraad van 5 november 2019;

Beslist:

om het Plan Lokaal Cultuurbeleid en om het hierbijgevoegd Nederlandstalig gemeentelijk Cultuurbeleidsplan 2020-2025 goed te keuren.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*overeenkomst met vgc lokaal cultuurbeleid 2020 tot 2025.pdf, advies open cultuurraad van 5 november 2019.pdf, Plan Lokaal Cultuurbeleid SJTN 20192025.pdf*

---

11.12.2019/A/0028 **Bouwen aan de Zomer van Sint-Joost; beslissing tot betaling.**

De Gemeenteraad,

Gezien de artikelen 2044 en volgende van het Burgerlijk Wetboek;

Gezien de Nieuwe Gemeentewet en de artikelen 123, 8° en 270;

Gezien er een openstaande factuur is gefactureerd door het gemeenschapscentrum Ten Noey op datum van 15 november 2018 voor een bedrag van 7.500 €;

Gezien er een offerte-aanvraag is gebeurd aan 3 firma's, waarbij in dit geval 3 gemeenschapscentra werden geconsulteerd op 28 mei 2019 en het GC Ten Noey heeft geantwoord;

Gezien de activiteit 'Bouwen aan de Zomer van Sint-Joost' wel degelijk heeft plaatsgevonden gedurende de maanden juli (29/6 t.e.m. 7/7/2019) en augustus (24/08 t.e.m. 1/9/2018);

Gezien de Dienst Nederlandstalige Aangelegenheden de bovengenoemde factuur niet betwist;

Gezien er een administratieve fout is gebeurd bij dit dossier en de nodige maatregelen worden getroffen om dit in de toekomst te vermijden;

Beslist:

Dat het College van Burgemeester en Schepenen het bedrag van 7.500,00 euro aan Gemeenschapscentrum Ten Noey vzw, Gemeentestraat 25, 1210 Sint-Joost-ten-Node, uitbetaalt op het rekeningnummer BE75734016523351 opdat het dossier definitief kan afgesloten worden;

Dat het bedrag van 7.500,00 euro wordt uitbetaald op het artikel 7622/124-06 van de begroting van het dienstjaar 2019.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*dossier zomer 19.pdf, factuur ten noey bouwen aan de zomer 2019.pdf*

---

11.12.2019/A/0029 **Régie Communale Autonome ; modification de la composition du Conseil d'administration ; remplacement**

Le Conseil,

Vu l'article 120, §2 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu les articles 5 et suivants de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu la délibération du Conseil communal du 25 mai 2005 portant création des statuts de la Régie communale autonome de Saint-Josse-ten-Noode ;

Considérant l'installation du nouveau Conseil communal en date du 1<sup>er</sup> décembre 2018 ;

Vu l'article 8, §3 de l'ordonnance précitée ;

Considérant que cette disposition précise que « le conseil d'administration est composé de la moitié au plus du nombre de conseillers communaux, sans que ce nombre puisse dépasser onze » ;

Que cette disposition ajoute que le conseil d'administration est majoritairement composé de conseillers communaux ;

Considérant qu'un siège supplémentaire est dévolu à un groupe non représenté avec pour conséquence que le conseil d'administration est composé de douze membres ;

Que cette disposition prévoit que le conseil d'administration ne peut comporter plus de deux tiers de membres du même sexe ;

Vu la décision du Conseil communal du 24 avril 2019 ;

Considérant que les douze administrateurs ont été désignés par le Conseil communal, dont le conseiller communal Monsieur Jean-Michel LAMBERMONT, issu du groupe politique ECOLO-GROEN;

Vu la décision du Conseil communal du 9 octobre 2019, par laquelle la démission de Monsieur Jean-Michel LAMBERMONT de son mandat de conseiller communal a été actée ;

Vu l'article 7.4 des statuts de la Régie communale autonome lu en combinaison avec l'article 8, §8 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 précitée ;

Considérant que le « mandat d'administrateur prend fin de plein droit par la démission du mandataire » ;

Vu l'article 10.1, alinéa 4 des statuts, lequel prévoit que « le Conseil communal élit un remplaçant sur proposition du groupe politique auquel appartient le membre démissionnaire » ;

Considérant que l'ex conseiller communal, Monsieur Jean-Michel LAMBERMONT, était issu du groupe politique ECOLO-GROEN ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un remplaçant au mandat d'administrateur au sein de la Régie communale autonome, lequel était détenu par Monsieur Jean-Michel LAMBERMONT ;

Considérant qu'il appartient au groupe politique ECOLO-GROEN de proposer un candidat ;

Décide :

- d'acter la démission d'office du conseiller communal, Monsieur Jean-Michel LAMBERMONT, de son mandat d'administrateur au sein du conseil d'administration de la Régie Communale Autonome;

- de désigner un administrateur au sein du conseil d'administration de la Régie Communale Autonome en remplacement de Monsieur Jean-Michel

LAMBERMONT:

Mme/M.

- de notifier la présente à la structure visée.

---

**Autonome Gemeentelijke Regie ; wijziging van de samenstelling van de Raad van Bestuur ; vervanging.**

De Raad,

Gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op artikelen 5 en volgende van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten ;

Gelet op de beraadslaging van Gemeenteraad van 25 mei 2005 houdende oprichting van de statuten van de Autonome gemeentelijke regie van Sint-Joost-ten-Node ;

Overwegende de installatie van de nieuwe Gemeenteraad op 1 december 2018 ;

Gelet op artikel 8, §3 van voornoemde ordonnantie;

Overwegende dat deze bepaling preciseert dat « de raad van bestuur is samengesteld uit maximaal de helft van het aantal gemeenteraadsleden, maar dat dit aantal niet meer dan elf mag bedragen »;

Dat deze bepaling eraan toevoegt dat de raad van bestuur voornamelijk bestaat uit gemeenteraadsleden;

Overwegende dat een extra zetel wordt toegekend aan een niet-vertegenwoordigde groep met als gevolg dat de raad van bestuur uit twaalf leden bestaat;

Dat deze bepaling voorziet dat de raad van bestuur niet meer dan twee derde van de leden van hetzelfde geslacht mag bevatten;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 april 2019;

Overwegende dat de twaalf bestuurders werden benoemd door de Gemeenteraad, waaronder het gemeenteraadslid Mijnheer Jean-Michel LAMBERMONT, uit de fractie ECOLO-GROEN;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 9 oktober 2019, waarbij akte werd genomen van het ontslag van Mijnheer Jean-Michel LAMBERMONT uit zijn mandaat van gemeenteraadslid;

Gelet op artikel 7.4 van de statuten van de Autonome gemeentelijke regie, gelezen in samenhang met artikel 8, §8 van de voormelde ordonnantie van 5 juli 2018;

Overwegende dat « het mandaat van een bestuurder van rechtswege eindigt door het ontslag van de mandataris »;

Gelet op artikel 10.1, lid 4 van de statuten, dat voorziet dat « de Gemeenteraad op voorstel van de fractie waartoe het aftredende lid behoort, een plaatsvervanger kiest »;

Overwegende dat het voormalig gemeenteraadslid, Mijnheer Jean-Michel LAMBERMONT, afkomstig was van de politieke fractie ECOLO-GROEN;

Overwegende dat er een vervanger moet worden benoemd voor het mandaat van bestuurder binnen de Autonome gemeentelijke regie, dat werd uitgeoefend door Mijnheer Jean-Michel LAMBERMONT;

Overwegende dat het de taak is van de fractie ECOLO-GROEN om een kandidaat voor te dragen;

Beslist :

- om akte te nemen van het ambtshalve ontslag van het gemeenteraadslid, Mijnheer Jean-Michel LAMBERMONT, uit zijn mandaat van bestuurder in de raad van bestuur van de Autonome Gemeentelijke Regie;
- om een bestuurder te benoemen in de raad van bestuur van de Autonome Gemeentelijke Regie ter vervanging van Mijnheer Jean-Michel LAMBERMONT:

Mevr./Dhr.

- om dit besluit bekend te maken aan de betrokken structuur.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*DC Conseil communal 24-04-2019.pdf, Régie communale autonome - Statuts.pdf, dc Conseil communal 9 octobre 2019 - démission J.M. Lambermont.pdf*

---

11.12.2019/A/0030 **Commission d'attribution des logements communaux; nomination des membres.**

Le Conseil communal,

Vu les articles 117 et 120§2 de la Nouvelle Loi communale;

Vu l'article 28bis du Code bruxellois du Logement ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de Bruxelles-Capitale relatif aux règles applicables aux logements mis en location par des opérateurs immobiliers publics et par les agences immobilières sociales du 27 juin 2014 et son annexe qui arrête le règlement-type d'attribution;

Vu le nouveau règlement d'attribution de la commune de Saint-Josse-ten-Noode adopté par le Conseil en sa séance du 23 décembre 2014;

Considérant que l'article 8 du nouveau règlement d'attribution des logements communaux précise que pour l'attribution en location de logements communaux, une commission indépendante est créée par le Conseil communal, conformément à l'article 28bis du Code bruxellois du logement, cette commission étant composée de 3 personnes désignées par le Conseil communal sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins, à savoir un représentant des HBM, un représentant de l'AIS de Saint-Josse-ten-Noode, un représentant de la cellule sociale du Service Prévention;

Considérant que les membres de cette commission doivent être nommés par le Conseil;

Décide :

de désigner les membres suivants de la commission d'attribution des logements communaux :

- Monsieur Gauthier GILOT comme représentant des HBM, la suppléante étant Madame Isabelle WINDFOHR ;

- Monsieur Vincent MICHOTTE comme représentant de l' AIS de Saint-Josse-ten-Noode, le suppléant étant Madame Sanaa LAABI ;
  - Madame Natacha VERHOEST comme représentante de la cellule sociale du Service Prévention, la suppléante étant Madame Karima KASSIMI.
- 

### **Toewijzingscommissie voor de gemeentelijke woningen; benoeming van de leden.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de artikelen 117 en 120§2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 28bis van de Brusselse Huisvestingscode ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de regels toepasbaar op de woningen te huur gesteld door openbare vastgoedoperatoren en door de sociale vastgoedagenschappen van 27 juni 2014 en zijn bijlage die het type-reglement van toewijzing vaststelt;

Gelet op het nieuwe toewijzingsreglement van de gemeente Sint-Joost-ten-Node goedgekeurd door de Raad tijdens haar zitting van 23 december 2014

Overwegende dat artikel 8 van het nieuwe toewijzingsreglement van de gemeentelijke woningen preciseert dat voor de toewijzing van huur van gemeentelijke woningen een onafhankelijke commissie wordt opgericht door de Gemeenteraad, dat deze commissie bestaat uit 3 personen aangeduid door de Gemeenteraad op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen, namelijk een vertegenwoordiger van GW, een vertegenwoordiger van het SVK van Sint-Joost-ten-Node, een vertegenwoordiger van de sociale cel van de Dienst Preventie;

Overwegende dat de leden van deze commissie benoemd moeten worden door de Raad;

Beslist

de volgende leden van de toewijzingscommissie voor de gemeentelijke woningen aan te duiden :

- Mijnheer Gauthier GILOT als vertegenwoordiger van de GW, met als plaatsvervanger Mevrouw Isabelle WINDFOHR;
- Mijnheer Vincent MICHOTTE als vertegenwoordiger van het SVK van Sint-Joost-ten-Node, met als plaatsvervanger Mevrouw Sanaa LAABI ;
- Mevrouw Natacha VERHOEST als vertegenwoordiger van de sociale cel van de Dienst Preventie, met als plaatsvervanger Mevrouw Karima KASSIMI.

---

### **11.12.2019/A/0031 Asbl Promotion Sportive Saint-Josse-ten-Noode; désignation des représentants suite à la nouvelle législature.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 120, §2 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu les articles 32 et suivants de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Considérant l'installation du nouveau Conseil communal en date du 1er décembre 2018 ;

Considérant que cette nouvelle législature amène à revoir la composition des organes et des personnes habilités à signer les documents bancaires de l'asbl « Promotion sportive Saint-Josse-ten-Noode »;

Vu l'article 36, §1er de l'ordonnance précitée ;

Considérant que cette disposition précise que « le conseil communal désigne ses représentants au sein de l'assemblée générale de l'asbl communale » ;  
Que cette disposition ajoute qu'au moins un tiers des représentants sont de sexe différent ;  
Vu l'article 36, §2 de l'ordonnance précitée ;  
Considérant que cette disposition précise qu'« au moins un tiers des membres du conseil d'administration sont désignés par l'assemblée générale sur proposition des membres de l'assemblée générale désignés par le Conseil communal » ;  
Qu'en cas d'absence de représentation de groupes politiques représentés au conseil communal, le conseil d'administration se voit augmenté par un siège d'administrateur ;  
Que ce siège supplémentaire est octroyé à un groupe non représenté ;  
Vu l'article 5 des statuts de l'ASBL « Promotion sportive Saint-Josse-ten-Noode » ;  
Considérant que cette disposition précise que « L'association comprend un nombre minimal de sept membres. Les membres peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Sont membres de droit de l'association: la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, représentée par le Bourgmestre ou l'Echevin ayant les Sports dans ses attributions ou le membre du Collège désigné par le Bourgmestre » ;  
Vu l'article 11 des statuts ;  
Considérant que cette disposition précise que « l'assemblée générale est composée de tous les membres » ;  
Vu l'article 20 des statuts ;  
Considérant que cette disposition précise que « l'association est administrée par un Conseil d'administration composé de quatre administrateurs au moins, nommés parmi les membres de l'assemblée générale » ;  
Considérant dès lors qu'il appartient au conseil communal de désigner ses membres pour l'assemblée générale et les administrateurs au sein du conseil d'administration de l'asbl « Promotion sportive Saint-Josse-ten-Noode » ;

Décide :

- De désigner comme membres de l'assemblée générale et comme administrateurs au sein du conseil d'administration de l'asbl « Promotion sportive Saint-Josse-ten-Noode » :

M. ÖZKONAKCI Kadir  
Mme NAMLI Nezahat  
Mme/M.

- De désigner comme administrateurs habilités à signer les documents bancaires de l'asbl « Promotion Sportive Saint-Josse-ten-Noode » :

M. ÖZKONAKCI Kadir  
M. KIR Zulfikar  
M. DE MARREE Serge

- De notifier la présente à la structure visée.

*1 annexe / 1 bijlage*  
*promotion sportive statut.pdf*

---

11.12.2019/A/0032 **Nederlandstalige Aangelegenheden: Gemeentelijk Cultuurbeleidsplan 2020-2025; samenstelling van de Nederlandstalige Adviserende Cultuurraad; goedkeuring.**

De Gemeenteraad,

Gelet op het Vlaamse decreet van 13 juli 2001 houdende het stimuleren van een kwalitatief en integraal lokaal cultuurbeleid, gewijzigd bij decreten van 5 juli en 20 december 2002, 21 maart 2003, 24 december 2004, 23 december 2005 en 30 juni 2006, 13 juli 2007, 19 november 2010 en 18 maart 2011;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 11 januari 2002 ter uitvoering van het decreet van 13 juli 2001 houdende het stimuleren van een kwalitatief en integraal

cultuurbeleid, gewijzigd bij besluit van 28 mei, 11 juni 2004 en 15 september 2006 en 7 december 2007;

Gelet op het decreet Lokaal Cultuurbeleid van 6 juli 2012, gewijzigd bij besluit van 20 december 2013, 3 juli 2015 en 8 juli 2016;

Gelet op het uitvoeringsbesluit van de Vlaamse regering van 26 oktober 2012 met betrekking tot het Lokaal Cultuurbeleid van 6 juli 2012, gewijzigd bij besluit van 4 juli 2014;

Overwegende dat het decreet van 13 juli 2001 houdende het stimuleren van een kwalitatief en integraal lokaal cultuurbeleid, naargelang de optredende artikels in werking treedt op 30 oktober 2012, 1 januari 2013 en 1 januari 2014 en vervangen wordt door het decreet van 6 juli 2012 met betrekking tot het Lokaal Cultuurbeleid;

Gelet op de Gemeenteraadsbeslissing van 23 december 2013 aangaande de samenstelling van de Nederlandstalige Adviserende Cultuurraad;

Gelet op de nieuwe legislatuur te Sint-Joost-ten-Node en de installatie van de nieuwe Gemeenteraad en Schepencollege op 1 december 2018;

Overwegende dat het nodig is om ervoor te zorgen dat de nieuwe Gemeenteraad en het nieuwe Schepencollege op de hoogte gesteld wordt van de nieuwe samenstelling van de leden van de cultuurraad voor de periode 2020 - 2025.

Beslist om :

de Nederlandstalige adviserende cultuurraad als volgt te vernieuwen met de volgende samenstelling :

De heer Gijs Leven, cultuurdeskundige en inwoner, voorzitter;

De heer Steven Raeman, cultuurdeskundige en inwoner co-voorzitter;

Mevrouw Valérie Boiten, cultuurdeskundige en inwoner, effectief lid;

Mevrouw Fleur Brenninkmeyer, cultuurdeskundige en inwoner, effectief lid;

Mevrouw Veronique Craps, cultuurdeskundige en inwoner, effectief lid;

Een vertegenwoordiger van de vereniging Tintimol, effectief lid;

Mevrouw Christina Gens, cultuurdeskundige en inwoner, effectief lid;

De heer Johan Kerckhoven, voorzitter bibraad, effectief lid;

Mevrouw Ankelien Kindekens, cultuurdeskundige en inwoner, effectief lid;

Mevrouw Xenia Lampe, verantwoordelijke KDV Joost-e-Fien, effectief lid;

Apollinaire Moukendy, producer; effectief lid;

Mevrouw Claire Diez, verantwoordelijke huis der culturen, effectief lid;

Patrick Moyersoen, voorzitter GC Ten Noey, effectief lid;

Fabrice Ntaye Pembe, curieus, effectief lid;

Yorgos Patsis, Géfyra, effectief lid;

Shilemeza Prins, 11.11.11, effectief lid;

Lies Rubbens, directeur GBS Sint-Joost-aan-Zee, effectief lid;

Meriem Saissi, Femma Quartier, effectief lid;

Rahima Sekkouri, verantwoordelijke KDV Het Madeliefje, effectief lid;

Pol Vervaeke, centrumverantwoordelijke GC Ten Noey, effectief lid;

Eefje Vloeberghs, bibliothecaris Bib Joske, effectief lid;

Jeremy Aronovici, brede schoolcoördinator, effectief lid;

De heer Tom Coole, directeur dienst Nederlandstalige aangelegenheden, waarnemend lid;

De heer Thomas Simkens, diensthoofd Nederlandstalige aangelegenheden, waarnemend lid;

De cultuurbeleidscoördinator, waarnemend lid;

Mevrouw Lydia Desloover, schepen Nederlandstalige aangelegenheden, waarnemend lid;

Mevrouw Stephanie Ngongo, kabinetsmedewerker, waarnemend lid;

---

11.12.2019/A/0033 **Déclaration d'urgence climatique et environnementale; motion déposée par le groupe Ecolo-Groen.**

Le Conseil communal,

Vu les différents engagements internationaux de la Belgique; 1

Vu la résolution interparlementaire sur le climat adoptée le 9 novembre 2018 par le Parlement régional bruxellois qui appelle les gouvernements fédéral, régionaux et communautaires à poser les jalons d'une action transversale en matière climatique et notamment à mettre l'accent sur les objectifs européens pour 2030 au sujet de la réduction des gaz à effet de serre et à être encore plus ambitieux que la réduction de 40% par rapport à 2005 pour 2030 prévue par les accords de Paris ;

Vu les objectifs contenus dans le Plan National Intégré Énergie Climat adopté le 19 décembre 2018 par le comité de concertation réunissant l'État fédéral et les entités fédérées et dans le Plan Air-Climat-Énergie adopté le 2 juin 2016 par le gouvernement régional bruxellois ;

Considérant l'actualité des derniers mois, montrant que la dégradation de la biosphère devient de plus en plus visible, que les conséquences environnementales des activités humaines (pollution, risques sanitaires, déforestation, surconsommation entre autres) sont bien présentes et sont néfastes tant pour la planète que pour nous tou.t.e.s ;

Considérant que nous sommes au beau milieu d'une sixième extinction de masse<sup>2</sup> (200 espèces disparaissent chaque jour : des plantes aux êtres vertébrés en passant par les insectes); que des écosystèmes uniques, dont certains vivent depuis des centaines de milliers d'années, s'effondrent sous la pression des activités humaines ; que des phénomènes météorologiques extrêmes provoquent la disparition massive d'animaux sauvages et des conflits, notamment armés, dévastent notre environnement bâti et naturel et menacent nos réserves d'eau et de nourriture.

Considérant les différents rapports présentés par les milieux scientifiques et académiques concernant les risques irréversibles qu'encourt notre planète à défaut d'actions rapides, notamment :

- Les deux récents rapports du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC) sur « les conséquences d'un réchauffement planétaire supérieur à 1,5 °C » et « Changement climatique et terres émergées » ; rapports qui stipulent que ce n'est qu'en réduisant les émissions de gaz à effet de serre dans tous les secteurs que l'on pourra limiter le réchauffement mondial au maximum.
- Le rapport de la Plénière de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES)<sup>3</sup> en sa septième session tenue

---

*1 En particulier :*

- la Convention sur la diversité biologique (CDB) adoptée lors du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992 ;
- la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques signée à New York le 9 mai 1992 ;
- le Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, signé à Kyoto le 11 décembre 1997 ;

- l'Accord de Paris, signé à Paris le 12 décembre 2015 lors de la 21ème Conférence des Parties (COP) à la Convention Cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques ;  
- la Directive 2009/28/CE du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables.

2 Gerardo Ceballos, Paul R. Ehrlich, and Rodolfo Dirzo, *Biological annihilation via the ongoing sixth mass extinction signaled by vertebrate population losses and declines*, PNAS July 25, 2017 114 (30) E6089-E6096; first published July 10, 2017 <https://doi.org/10.1073/pnas.1704949114>

3 IPBES. 2019. *Summary for policymakers of the global assessment report on biodiversity and ecosystem services of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services*. S. Díaz, J. Settele, E. S. Brondizio E.S., H. T. Ngo, M. Guèze, J. Agard, A. Arneth, P. Balvanera, K. A. Brauman, S. H. M. Butchart, K. M. A. Chan, L. A. Garibaldi, K. Ichii, J. Liu, S. M. Subramanian, G. F. Midgley, P. Miloslavich, Z. Molnár, D. Obura, A. Pfaff, S. Polasky, A. Purvis, J. Razzaque, B. Reyers, R. Roy Chowdhury, Y. J. Shin, I. J. Visseren-Hamakers, K. J. Willis, and C. N. Zayas (eds.). IPBES secretariat, Bonn, Germany.

4 [https://www.ipbes.net/system/tdf/ipbes\\_7\\_10\\_add.1\\_fr.pdf?file=1&type=node&id=36019](https://www.ipbes.net/system/tdf/ipbes_7_10_add.1_fr.pdf?file=1&type=node&id=36019)  
Kanta Kumari Rigaud, Alex de Sherbinin, Bryan Jones, Jonas Bergmann, Viviane Clement, Kayly Ober, Jacob Schewe, Susana Adamo, Brent McCusker, Silke Heuser, and Amelia Midgley, Groundswell, *Preparing for Internal Climate Migration*, © 2018 International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank, [https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/29461/WBG\\_ClimateChang\\_5](https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/29461/WBG_ClimateChang_5) [https://www.un.org/fr/climatechange/assets/pdf/CAS\\_closing\\_release\\_FR.pdf](https://www.un.org/fr/climatechange/assets/pdf/CAS_closing_release_FR.pdf).

---

à Paris du 29 avril au 4 mai 2019 dont il appert selon son Président, Robert Watson, que « nous sommes en train d'éroder les fondements mêmes de nos économies, nos moyens de subsistance, la sécurité alimentaire, la santé et la qualité de vie dans le monde entier ».

Considérant que les mesures d'atténuation et d'adaptation peuvent être porteuses de nombreux co-bénéfices notamment en matière de santé et de réduction de la pollution de l'air ;

Considérant l'analyse de la Banque mondiale<sup>4</sup> qui estime que, dans les 30 prochaines années, le nombre de réfugiés climatiques dépassera les 140 millions ;

Considérant les diverses manifestations pour le climat des derniers mois (« Claim the Climate », « Youth for Climate », "Fridays for the future" and « Rise for Climate ») qui ont mobilisé un très grand nombre d'individus au niveau national et international ;

Considérant qu'une des revendications de ces mouvements est la déclaration de l'urgence climatique, soit le fait de reconnaître que la lutte contre le réchauffement climatique et la protection de l'environnement est un enjeu majeur du 21ème siècle, qui doit devenir une priorité de l'agenda politique avec des mesures concrètes rapides et ambitieuses pour le climat et commencer au niveau local ;

Considérant les résultats du sommet des Nations Unies pour le climat s'étant tenu à New York en date du 23 septembre 2015 ;

Considérant que les populations les plus impactées par les dérèglements climatiques, en Belgique et ailleurs sur la planète, sont les personnes les plus précarisées ;

Considérant que le risque de précarité demeure un enjeu important à l'égard duquel la Commune et le CPAS agiront conjointement afin de réduire, autant que possible, le risque d'exclusion sociale de ménages tennooïdois ;

Considérant le rôle essentiel que les entités locales doivent jouer dans la lutte contre le

dérèglement climatique étant donné l'impact concret et immédiat de leurs politiques sur les territoires qu'elles gèrent;

Considérant la note de politique générale de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode qui exprime une politique volontariste de limiter au maximum le changement climatique et transmettre une planète viable aux générations futures ;

Inquiets pour la santé de nos habitants, notamment en matière de qualité de l'air et particulièrement au vu des mesures de qualité de l'air (NO2 Pollution) menées par Ecolo et Groen à Bruxelles au cours des dernières années qui démontrent que la qualité de l'air au sein de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode est généralement médiocre ; la limite européenne de concentration en NO2 en moyenne annuelle de 40 microgrammes par mètre cube (40 µg/m3) étant largement dépassée en nombre d'endroits de la commune ;

DÉCIDE :

1. De déclarer la Commune en état d'urgence climatique et écologique et de reconnaître, tant l'accentuation des effets du changement climatique, que l'effondrement des écosystèmes naturels ainsi que leurs graves conséquences humanitaires, sociales et sanitaires ;

2. De demander

**Aux institutions de l'Union européenne :**

a) De veiller au strict respect par tous les États membres des objectifs contraignants que s'est fixée l'Union européenne dans le cadre de son approche intégrée de lutte contre le réchauffement climatique, de politique énergétique et de protection de la biodiversité, à savoir :

- Une réduction des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 80% en 2050 (par rapport à 2005);
- Tendre vers une diminution de 55% la production de gaz à effet de serre d'ici 2030 (par rapport à 1990) ;
- Respecter l'objectif contraignant pour l'Union européenne de 32% d'approvisionnement énergétique provenant de sources d'énergies renouvelables ;
- Respecter l'objectif d'au moins 32,5% d'amélioration de l'efficacité énergétique globale et réaliser jusqu'en 2030 des économies d'énergie annuelles à hauteur de 0,8% ;
- Consacrer au moins 25 % de son prochain budget aux activités liées au climat.

b) De renforcer la pertinence climatique du budget de l'Union européenne, en intégrant les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les différents programmes d'action de l'Union européenne afin d'accélérer la transition vers une économie européenne à bas carbone ;

c) De respecter les ambitions du Plan d'action pour le milieu naturel, la population et l'économie de 2017.

**Au Gouvernement fédéral :**

a) De prendre les mesures nécessaires afin de remplir les objectifs généraux de la politique climatique de la Belgique, à savoir:

- Réduire les émissions de gaz à effet de serre de la Belgique d'au moins 80% en 2050 (par rapport à 2005);
- Tendre vers une diminution de 50% de la production de gaz à effet de serre d'ici 2030 (par rapport à 1990) ;
- Respecter l'objectif contraignant pour l'Union européenne de 32% d'approvisionnement énergétique provenant de sources d'énergies renouvelables ;
- Respecter l'objectif d'au moins 32,5% d'amélioration de l'efficacité énergétique globale et réaliser jusqu'en 2030 des économies d'énergie annuelles à hauteur de 0,8% ;

- b) De collaborer pleinement avec les entités fédérées et toute autre institution concernée afin de réaliser conjointement les engagements collectifs pour le climat ;
- c) De soutenir et développer les initiatives visant à la multimodalité, y compris le réseau et l'offre des transports publics, afin de lutter contre l'engorgement automobile et de favoriser un report modal efficace ;
- d) D'assurer la rénovation durable du bâti public et privé et soutenir, dans ce cadre, les ménages qui éprouvent des difficultés financières à mener à bien de tels investissements ;
- e) D'établir une politique de désinvestissement fossile (par exemple en se désengageant de placements auprès d'entreprises impliquées dans l'extraction de combustibles fossiles notamment dans le cadre des fonds de pensions des fonctionnaires et des personnes engagées dans les organismes d'intérêt publics) ;
- f) De rejoindre la « Paris Proof Coalition » des 8 pays européens les plus ambitieux en matière climatique qui plaident pour une hausse immédiate des objectifs européens de réduction des gaz à effet de serre à l'horizon 2030 ;
- g) De réorienter les investissements et subventions publiques en faveur du financement de projets de recherche, de développement et d'innovation dans les secteurs de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables ;
- h) De soutenir les initiatives afin de renforcer l'accès à l'eau pour tous et de lutter contre la précarité hydrique, notamment par la mise en oeuvre d'un statut de client protégé par les distributeurs d'eau.

**Au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles/Cocof/Vlaams Gemeenschapscommissie :**

- D'encourager les initiatives pédagogiques concernant la lutte contre le réchauffement climatique et l'effondrement des écosystèmes naturels dans les établissements scolaires afin de soutenir les élèves dans leur ambition d'être des acteurs conscients, formés et responsables face à cet enjeu primordial du 21ème siècle.

**Au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :**

- De s'engager à participer pleinement aux structures de coordination instituées par la loi-climat dès son adoption par la Chambre des représentants et à réaliser les engagements collectifs pour le climat ;
- De poursuivre les efforts entamés à l'occasion de la création de la zone de basse émission en Région bruxelloise pour réduire les émissions des véhicules automobiles recourant aux énergies fossiles ;
- De promouvoir et étoffer l'offre de transports en commun afin d'améliorer le confort, la fréquence et le maillage du territoire de la Région bruxelloise et de permettre un réel report modal ;
- De poursuivre la mise en oeuvre d'une politique vélo intégrée ;
- D'assurer une rénovation progressive de l'ensemble des bâtiments publics et d'en améliorer la gestion énergétique ainsi que d'assurer un maximum d'approvisionnement en énergies renouvelables ;
- D'établir une politique régionale de désinvestissement fossile (par exemple en se désengageant de placements auprès d'entreprises impliquées dans l'extraction de combustibles fossiles notamment dans le cadre des fonds de pensions des fonctionnaires bruxellois et des membres du personnel des organismes d'intérêt public dépendant de la RBC ainsi qu'en retirant tous les investissements des organismes régionaux de l'industrie du charbon, dans un délai de 3 ans).

**Au Collège des Bourgmestres et Échevins de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode :**

- **De déclarer l'état d'urgence climatique et environnementale** en reconnaissant l'accentuation des effets du changement climatique et de l'effondrement des écosystèmes naturels et leurs graves conséquences. De cette manière, soutenir tous et toutes les citoyens.ne.s tennodois.es ou d'ailleurs qui participent aux marches pour le climat. Et au-

delà du point de vue symbolique, encourager les initiatives pédagogiques concernant la lutte contre le réchauffement climatique et l'effondrement des écosystèmes naturels dans les établissements scolaires communaux et auprès de la jeunesse afin de les aider à être des acteurs conscients, formés et responsables face à cet enjeu majeur du 21ème siècle ;

- D'adopter un Plan climat se fixant, comme principes directeurs, les éléments de la Note d'orientation politique communale et, dans ce cadre:

- o Tendre vers la neutralité carbone à l'horizon 2030 ;

- o Réduire la consommation énergétique des bâtiments communaux notamment par une politique volontariste de rénovation du bâti et d'approvisionnement énergétique en sources d'énergies renouvelables ;

- o Guider et accompagner le changement en matière de mobilité notamment en favorisant toute forme de mobilité douce par l'adaptation des infrastructures routières, cyclables et piétonnes de la commune aux besoins des usagers faibles et en incitant les citoyen.ne.s et les entreprises présent.e.s sur le territoire de la commune à favoriser le covoiturage, l'utilisation des transports publics ou le télétravail ;

- o Modifier les pratiques de la Commune en matière de finances et d'économie (en effectuant des placements financiers à faible impact carbone, ou en investissant en faveur de la transition écologique et solidaire ; en établissant une charte climatique pour les entreprises de Saint-Josse-ten-Noode, etc.) ;

- o Favoriser les pratiques d'économie circulaire au sein de l'administration communale et auprès des citoyen.n.e.s tennodois.es;

- o Diminuer l'empreinte hydrique de l'administration communale notamment en favorisant la réutilisation de l'eau de pluie;

- o Accentuer les efforts en matière d'environnement (en aménageant des points d'eau potable dans la commune, en considérant les arbres et les espaces verts comme des infrastructures essentielles dans tous les projets d'aménagement) ;

- o Augmenter considérablement la place de la nature en ville afin de préserver la biodiversité mais aussi de lutter contre la pollution et les îlots de chaleur et de diminuer les températures lors des épisodes de canicule ;

- o Impliquer et soutenir les habitants et les acteurs du monde économique, associatif, culturel, etc. dans les efforts de transition écologique et sociale ;

- o Sensibiliser le plus largement possible le public tennodois sur les enjeux climatiques et environnementaux, sur les moyens d'action individuels et les initiatives publiques de soutien existantes (primes énergies, etc.) pour faire face aux enjeux climatiques et écologiques ;

- o Encourager les initiatives pédagogiques concernant la lutte contre le réchauffement climatique et l'effondrement des écosystèmes naturels dans les établissements scolaires et les associations locales ;

- o Intégrer systématiquement des clauses environnementales et sociales dans les marchés publics et la sélection des prestataires ;

- o Généraliser, dans la flotte communale, les véhicules électriques, hybrides et pour les utilitaires, au gaz naturel ;

- o Favoriser les appels à projet visant à la transition écologique et solidaire et réserver une partie des subsides communaux à cette fin;

- o Intégrer dans l'ensemble des accords de partenariat conclus ou à conclure par la commune des clauses visant à une transition écologique et solidaire;

- D'appliquer de manière transversale au sein de l'administration communale de Saint-Josse-ten-Noode à l'ensemble des projets menés par la Commune une clef de lecture visant à transition durable, solidaire, démocratique et enthousiasmante vers une société respectueuse de la terre et de ses habitant.e.s ;

- De former au sein de l'administration communale une « éco-team » participant à la

réflexion et à la mise en place d'actions pour sensibiliser et encourager le personnel communal à adopter des comportements écoresponsables.

**Au Centre Public de l'Action Sociale :**

D'inclure dans le plan local de lutte contre la précarité, un renforcement des mesures d'accompagnement et d'aide à destination des publics fragilisés en matière énergétique, hydrique, d'isolation, etc

---

**Klimaat- en milieu-noodverklaring; motie ingediend door de Ecolo-Groen Group.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de verschillende internationale verbintenissen van België; 1

Gelet op de interparlementaire resolutie omtrent het klimaat, die op 9 november 2018 werd aangenomen door het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en waarin de federale, regionale en communautaire regeringen worden opgeroepen om een basis te leggen voor transversale maatregelen inzake klimaatkwesities en met name te focussen op de Europese doelstellingen voor 2030 inzake de broeikasgasreductie en om nog ambitieuzer te zijn dan de reductie van 40% ten opzichte van 2005 voorzien in de overeenkomsten van Parijs inzake klimaatverandering;

Gelet op de doelstellingen in het Nationaal Geïntegreerd Energie Klimaatplan dat op 19 december 2018 werd aangenomen door het overlegcomité dat de Federale Staat en de deelentiteiten samenbrengt en in het Lucht-Klimaat-Energieplan dat op 2 juni 2016 door de Gewestregering werd aangenomen;

Overwegende de actualiteit van de afgelopen maanden waaruit blijkt dat de achteruitgang van de biosfeer hoe langer hoe meer zichtbaar wordt, dat de gevolgen van menselijke activiteiten voor het milieu (o.a. vervuiling, gezondheidsrisico's, ontbossing, overconsumptie) aanwezig zijn en schadelijk zijn voor zowel de planeet als voor ons allemaal;

Overwegende dat we ons midden in een zesde massa-uitsterving bevinden (200 soorten verdwijnen elke dag: van planten tot gewervelde dieren tot insecten); dat unieke ecosystemen, waarvan sommige al honderdduizenden jaar bestaan, instorten onder de druk van menselijke activiteiten; dat extreme weersomstandigheden het massale verlies van wilde dieren en conflicten veroorzaken, waaronder gewapende conflicten, onze bebouwde en natuurlijke omgeving verwoesten en onze water- en voedselvoorziening bedreigen.

Overwegende de verschillende rapporten die door wetenschappelijke en academische kringen worden gepubliceerd met betrekking tot de onomkeerbare risico's die onze planeet loopt bij het ontbreken van snelle acties, met name:

- De twee recente rapporten van het 'Intergovernmental Panel on Climate Change' (IPCC) over "De gevolgen van de opwarming van de aarde boven 1,5 °C" en "Klimaatverandering en aardoppervlak"; melden dat alleen door het verminderen van de uitstoot van broeikasgassen in alle sectoren de opwarming van de aarde maximaal kan worden beperkt.
- Het verslag van de plenaire vergadering van het Intergouvernementaal Wetenschappelijk en Politiek Platform over Biodiversiteit en de Ecosysteemdiensten (IPBES)<sup>3</sup> in zijn zevende zitting

---

*1 In het bijzonder :*

- *het Verdrag inzake bio-diversiteit (CBD), aangenomen tijdens de Wereldmilieutop in Rio de Janeiro in 1992;;*
- *het Kaderverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering, ondertekend op 9 mei 1992 in New York;*
- *het Kyoto-protocol bij het Kaderverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering, ondertekend op 11 december 1997 in Kyoto;;*
- *de Overeenkomst van Parijs, ondertekend op 12 december 2015 in Parijs tijdens de 21e conferentie van de partijen (COP) bij het Kaderverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering;;*
- *Richtlijn 2009/28 / EG van 23 april 2009 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen.*

*2 Gerardo Ceballos, Paul R. Ehrlich en Rodolfo Dirzo, Biologische vernietiging via de voortdurende zesde massale uitsterving gesignaleerd door populatieverliezen en dalingen van gewervelde dieren, PNAS 25 juli 2017 114 (30) E6089-E6096; voor het eerst gepubliceerd op 10 juli 2017 <https://doi.org/10.1073/pnas.1704949114>*

*3 IPBES. 2019. 2019. Samenvatting voor beleidsmakers van het wereldwijde beoordelingsrapport over biodiversiteit en ecosysteemdiensten van het Intergouvernementaal Wetenschappelijk en Politiek Platform over Biodiversiteit en de Ecosysteemdiensten. S. Díaz, J. Settele, E. S. Brondizio E.S., H. T. Ngo, M. Guèze, J. Agard, A. Arneth, P. Balvanera, K. A. Brauman, S. H. M. Butchart, K. M. A. Chan, L. A. Garibaldi, K. Ichii, J. Liu, S. M. Subramanian, G. F. Midgley, P. Miloslavich, Z. Molnár, D. Obura, A. Pfaff, S. Polasky, A. Purvis, J. Razzaque, B. Reyers, R. Roy Chowdhury, Y. J. Shin, I. J. Visseren-Hamakers, K. J. Willis, and C. N. Zayas (eds.). IPBES secretariat, Bonn, Germany.*

*4[https://www.ipbes.net/system/tdf/ipbes\\_7\\_10\\_add.1\\_fr.pdf?file=1&type=node&id=36019](https://www.ipbes.net/system/tdf/ipbes_7_10_add.1_fr.pdf?file=1&type=node&id=36019)  
Kanta Kumari Rigaud, Alex de Sherbinin, Bryan Jones, Jonas Bergmann, Viviane Clement, Kayly Ober, Jacob Schewe, Susana Adamo, Brent McCusker, Silke Heuser, and Amelia Midgley, Groundswell, Preparing for Internal Climate Migration, © 2018 International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank, [https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/29461/WBG\\_ClimateChange\\_5](https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/29461/WBG_ClimateChange_5) [https://www.un.org/fr/climatechange/assets/pdf/CAS\\_closing\\_release\\_FR.pdf](https://www.un.org/fr/climatechange/assets/pdf/CAS_closing_release_FR.pdf).*

---

in Parijs van 29 april tot 4 mei 2019, volgens zijn voorzitter, Robert Watson, dat "we de fundamenteën van onze economieën, onze bestaansmiddelen, voedselzekerheid, gezondheid en levenskwaliteit over de hele wereld aan het uithollen zijn."

Overwegende dat mitigatie- en aanpassingsmaatregelen veel voordelen kunnen hebben, met name op het gebied van gezondheid en de vermindering van luchtvervuiling;

Overwegende de analyse van de Wereldbank<sup>4</sup> die schat dat het aantal klimaatvluchtelingen in de komende 30 jaar de 140 miljoen zal overschrijden;

Overwegende de verschillende klimaatprotesten van de afgelopen maanden ("Claim the Climate", "Youth for Climate", "Fridays for the Future" en "Rise for Climate") die een zeer groot aantal individuen op nationaal en internationaal niveau hebben gemobiliseerd;

Overwegende dat één van de eisen van deze bewegingen de verklaring van de urgentie op het vlak van klimaatverandering is; namelijk het feit dat de strijd tegen de opwarming van de aarde en de bescherming van het milieu een belangrijke uitdaging is van de 21ste eeuw, die een prioriteit dient te worden op de politieke agenda met snelle en ambitieuze concrete maatregelen voor het klimaat en moet starten op lokaal niveau;

Overwegende de resultaten van de klimaatop van de Verenigde Naties op 23 september 2015 in New York;

Overwegende dat de bevolking die het meest getroffen wordt door klimaatverandering, zowel in België als elders in de wereld, de bevolking is met de meest precare leefomstandigheden;

Overwegende dat het risico op armoede een belangrijke factor blijft waarvoor de gemeente en het OCMW gezamenlijk zullen optreden om het risico van sociale uitsluiting van huishoudens in Sint-Joost zoveel mogelijk te verminderen;

Overwegende de essentiële rol die lokale besturen dienen op te nemen in de strijd tegen klimaatverandering, gezien de concrete en onmiddellijke impact van hun beleid op de gebieden die zij beheren;

Overwegende de algemene beleidsnota van de gemeente Sint-Joost-ten-Node, die uiting geeft aan een proactief beleid om de klimaatverandering zoveel mogelijk te beperken en een leefbare planeet achter te laten aan de toekomstige generaties;

Bezorgd om de gezondheid van onze inwoners, met name op het gebied van luchtkwaliteit en met het oog op de luchtkwaliteitsmetingen (NO<sub>2</sub>-vervuiling of stikstofdioxide) die Ecolo en Groen de afgelopen jaren in Brussel hebben uitgevoerd en die aantonen dat de luchtkwaliteit in de gemeente Sint-Joost-ten-Node over het algemeen middelmatig is; en de gemiddelde jaarlijkse NO<sub>2</sub>-concentratiegrens van 40 microgram per kubieke meter (40 µg / m<sup>3</sup>) in veel delen van de gemeente aanzienlijk overschreden wordt;

## BESLIST :

Om de Gemeente in een staat van klimatologische en ecologische noodsituatie te verklaren en om zowel de toename van de effecten van klimaatverandering en de ineenstorting van natuurlijke ecosystemen als hun ernstige humanitaire, sociale en gezondheidsgevolgen te erkennen;

## 2. Te vragen

### **Aan de instellingen van de Europese Unie:**

a) Zorgen voor strikte naleving door alle lidstaten van bindende doelstellingen die door de Europese Unie zijn vastgesteld als onderdeel van haar geïntegreerde aanpak ter bestrijding van de opwarming van de aarde, energiebeleid en de bescherming van de biodiversiteit, namelijk:

- Een vermindering van de uitstoot van broeikasgassen met ten minste 80% tegen 2050 (vergeleken met 2005);
- Streven naar een reductie van 55% in de productie van broeikasgassen tegen 2030 (vergeleken met 1990);
- Respecteren van de bindende doelstelling voor de Europese Unie van 32% van de energievoorziening uit duurzame energiebronnen;

- Verwezenlijken van de doelstelling om de algehele energie-efficiëntie met ten minste 32,5% te verbeteren en tegen 2030 een jaarlijkse energiebesparing van 0,8% te behalen;
  - Besteden van ten minste 25% van het volgende budget aan klimaatgerelateerde activiteiten..
- b) Versterken van de klimaatrelevantie van de EU-begroting door de doelstellingen voor de vermindering van broeikasgasemissies te integreren in de verschillende actieprogramma's van de EU om de overgang naar een koolstofarme Europese economie te versnellen;
- c) Respecteren van de ambities van het actieplan 2017 voor het milieu, de bevolking en de economie.

#### **Aan de Federale Regering :**

- a) Nemen van de nodige maatregelen om de algemene doelstellingen van het Belgische klimaatbeleid te bereiken, namelijk:
- De uitstoot van broeikasgassen in België met ten minste 80% verminderen in 2050 (vergeleken met 2005);
  - Streven naar een vermindering van de broeikasgasproductie met 50% tegen 2030 (vergeleken met 1990);
  - Respecteren van de bindende doelstelling van de Europese Unie van 32% energievoorziening uit hernieuwbare energiebronnen;
  - Voldoen aan de doelstelling om de algehele energie-efficiëntie met ten minste 32,5% te verbeteren en tegen 2030 een jaarlijkse energiebesparing van 0,8% te behalen;
- b) Samenwerken met de deeltiteiten en andere betrokken instellingen om gezamenlijk de collectieve verplichtingen voor het klimaat te realiseren;
- c) Ondersteunen en ontwikkelen van initiatieven van multimodaliteit, waaronder het netwerk en de voorziening van openbaar vervoer, om verkeerscongestie te bestrijden en een modal shift te bevorderen;
- d) Zorgen voor de duurzame renovatie van openbare en particuliere gebouwen en ondersteuning bieden aan huishoudens die financiële moeilijkheden ondervinden om dergelijke investeringen te verrichten;
- e) Een beleid van fossiele desinvestering opstellen (bijvoorbeeld door zich terug te trekken uit investeringen in bedrijven die betrokken zijn bij de winning van fossiele brandstoffen, met name via de pensioenfondsen van ambtenaren en personen die betrokken zijn bij organisaties van openbaar belang) ;
- f) Toetreden tot de "Paris Proof Coalition" van de 8 meest ambitieuze Europese landen op het gebied van klimaat, die een onmiddellijke verhoging van de Europese doelstellingen voor broeikasgasreductie eisen tegen 2030;
- g) Heroriënteren van publieke investeringen en subsidies voor de financiering van onderzoeks-, ontwikkelings- en innovatieprojecten in de sectoren energie-efficiëntie en hernieuwbare energie;
- h) Ondersteunen van initiatieven om de toegang tot water voor iedereen te vergroten en om wateronzekerheid te bestrijden, met name door de implementatie van een klantstatus die wordt beschermd door waterdistributeurs.

#### **Aan de regering van de Waalse-Brusselse Federatie /Cocof/Vlaamse Gemeenschapscommissie :**

- Educatieve initiatieven in onderwijsinstellingen stimuleren met betrekking tot de strijd tegen de opwarming van de aarde en de ineenstorting van natuurlijke ecosystemen om studenten te ondersteunen in hun ambitie om bewuste en verantwoordelijke actoren te zijn in deze fundamentele uitdaging van de 21ste eeuw.

#### **Aan de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest:**

- Zich ertoe verbinden om deel te nemen aan de coördinatiestructuren die zijn ingesteld door de Klimaatwet zodra deze is aangenomen door de Kamer van Volksvertegenwoordigers en om de collectieve verplichtingen voor het klimaat na te komen;
- De inspanningen voortzetten die zijn gestart met de inrichting van de lage-emissiezone in het Brussels Gewest om de uitstoot van motorvoertuigen op fossiele brandstoffen te verminderen;
- Het aanbod van openbaar vervoer promoten en uitbreiden om het comfort, de frequentie en de netwerkvorming op het grondgebied van het Brussels Gewest te verbeteren en een echte modal shift mogelijk te maken;
- De implementatie van een geïntegreerd fietsbeleid voortzetten;
- Zorgen voor een geleidelijke renovatie van alle openbare gebouwen en hun energiebeheer verbeteren en zorgen voor een maximale voorziening van hernieuwbare energiebronnen;
- Vaststellen van een regionaal beleid om investeringen in fossiele brandstoffen terug te trekken (bijvoorbeeld door zich terug te trekken uit investeringen in bedrijven die betrokken zijn bij de winning van fossiele brandstoffen, met name in het kader van de pensioenfondsen van de Brusselse ambtenaren en personeelsleden van de belangenorganisaties RBC en de terugtrekking van alle investeringen van regionale organisaties voor kolenindustrie binnen de 3 jaar).

#### **Aan het College van Burgemeester en Schepenen van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node:**

- **De noodtoestand inzake klimaat en milieu afkondigen** door de ernst van de effecten van klimaatverandering en de ineenstorting van natuurlijke ecosystemen en hun ernstige gevolgen te erkennen. Op deze manier worden alle burgers uit Sint-Joost en daarbuiten die deelnamen aan de klimaatmarsen ondersteund. En vanuit symbolische hoek, worden educatieve initiatieven met betrekking tot de strijd tegen de opwarming van de aarde en de ineenstorting van natuurlijke ecosystemen in gemeentelijke scholen ondersteund en wordt de jeugd bewust opgeleid en verantwoordelijkheid bijgebracht voor deze grote uitdaging van de 21ste eeuw;
- Een klimaatplan vaststellen met als richtlijnen de elementen van de Gemeenschappelijke Beleidsnota en, in deze context:
  - o Streven naar koolstofneutraliteit tegen 2030;
  - o Het energieverbruik van gemeentelijke gebouwen verminderen, met name door een proactief beleid voor de renovatie van gebouwen en de energievoorziening uit hernieuwbare energiebronnen;
  - o Begeleiden van verandering in mobiliteit, met name door elke vorm van zachte mobiliteit te bevorderen door de weg-, fiets- en voetgangersinfrastructuur van de gemeente aan te passen aan de behoeften van zwakke weggebruikers en door burgers en bedrijven die aanwezig zijn op het grondgebied van de gemeente te bevorderen om te carpoolen, gebruik te maken van het openbaar vervoer of te telewerken;
  - o Wijzigen van de financiële en economische methoden van de gemeente (door koolstofarme financiële investeringen te doen of door te kiezen voor in ecologische en solidaire investeringen) door een klimaathandvest op te stellen voor bedrijven in Sint-Joost-ten-Node, enz.);
  - o Stimuleren van circulaire economie binnen het gemeentebestuur en onder de burgers van de gemeente;
  - o Verminderen van de watervoetafdruk van het gemeentebestuur, met name door het hergebruik van regenwater te bevorderen;

- o Vergroten van milieu-inspanningen (door drinkwaterpunten in de gemeente te ontwikkelen, bomen en groene ruimten als essentiële infrastructuur in alle ontwikkelingsprojecten te beschouwen);
  - o De natuur in de stad een aanzienlijk grotere plaats geven om de biodiversiteit te behouden, alsook om de vervuiling en de hitte-eilanden te bestrijden om zo de temperaturen tijdens hittegolven te verlagen;
  - o Betrekken en ondersteunen van de inwoners en actoren uit de economische, associatieve, culturele wereld, enz. in ecologische en sociale transitie-inspanningen;
- Het publiek zoveel mogelijk bewust maken van klimaat- en milieukwesties, individuele actiemiddelen en bestaande initiatieven voor overheidssteun (energiebonussen, enz.) om zo klimaat- en ecologische kwesties aan te pakken;
- o Aanmoedigen van educatieve initiatieven met betrekking tot de strijd tegen de opwarming van de aarde en de ineenstorting van natuurlijke ecosystemen in scholen en lokale verenigingen;
  - o Systematisch integreren van milieu- en sociale clausules in openbare aanbestedingen en selectie van aanbieders;
  - o Veralgemenen van het gebruik van elektrische hybride wagens en bedrijfsvoertuigen op aardgas voor de gemeentelijke vloot ;
  - o Bevorderen van projectoproepen gericht op ecologische en solidariteitstransitie en reserveren van een deel van de gemeentelijke subsidies voor dit doeleinde;
  - o Integreren in alle door de gemeente gesloten of nog te sluiten partnerschapsovereenkomsten van een clausule gericht op ecologische en solidariteitstransitie;
- Op een transversale manier binnen het gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node op alle door de gemeente uitgevoerde projecten een leessleutel toepassen die gericht is op een duurzame, solide, democratische en inspirerende overgang naar een respectvolle samenleving van de aarde en zijn inwoners;
  - Binnen de gemeentelijke administratie een "ecoteam" opleiden dat deelneemt aan de reflectie en de uitvoering van acties om het gemeentelijk personeel te sensibiliseren en aan te moedigen om ecologisch verantwoord gedrag aan te nemen.

### **Aan het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn :**

In het lokaal plan voor de bestrijding van armoede een versterking invoeren van de begeleidings- en ondersteuningsmaatregelen vooreen kwetsbaar publiek inzake energie, water, isolatie, enz. ".

---

11.12.2019/A/0034 **Déclaration d'urgence climatique et environnementale; motion déposée par le groupe L.B.**

Le Conseil communal,

Considérant que l'ONU a déclaré l'état d'urgence climatique ce 23 septembre suite au Sommet Action Climat 2019 ;

Considérant les différents engagements nationaux et internationaux[1] pris par la Belgique visant à préserver la biodiversité et à lutter contre le changement climatique et notamment :  
 - les différentes conventions internationales signées par la Belgique et plus particulièrement les engagements pris dans l'Accord de Paris, signé le 12 décembre 2015 lors de la 21ème Conférence des Parties (COP) à la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ;

- la résolution interparlementaire sur le climat adoptée le 9 novembre 2018 par le Parlement régional bruxellois appelant les gouvernements fédéral, régionaux et communautaires à poser les jalons d'une action transversale en matière climatique et notamment à mettre l'accent sur les objectifs européens pour 2030 au sujet de la réduction des gaz à effet de serre et d'être encore plus ambitieux que la réduction de 55% en 2030 (par rapport à 1990) prévue par les accords de Paris ;
- les objectifs contenus dans le Plan National Intégré Énergie Climat adopté le 19 décembre 2018 par le comité de concertation réunissant l'État fédéral et les entités fédérées et dans le Plan Air-Climat-Énergie adopté le 2 juin 2016 par le gouvernement régional bruxellois ;

Considérant les avertissements répétés des rapports scientifiques et académiques sur les risques irréversibles qu'encourt notre civilisation à défaut d'actions rapides et décisives, dont notamment les récents rapports du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC) et le récent rapport de la Plateforme Intergouvernementale sur la Biodiversité et les Services Écosystémiques (IPBES) ;

Considérant l'accélération de sixième extinction de masse des espèces et ses conséquences catastrophiques pour les écosystèmes et aux impacts écologiques, économiques et sociaux majeurs ; ainsi que la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes qui infligent des destructions aux communautés humaines et aux espaces naturels ;

Considérant les mobilisations nationales et internationales pour le climat des derniers mois (« Claim for the climate », « Youth for Climate », and « Rise for the climate ») exigeant que la protection du climat et de la biodiversité soit reconnue comme un enjeu politique prioritaire et que des mesures concrètes, rapides et ambitieuses soient prises ;

Considérant que les mesures d'atténuation et d'adaptation peuvent être porteuses de nombreux co-bénéfices notamment en matière de santé et de qualité de vie ;

Considérant l'analyse de la Banque mondiale qui estime que, dans les 30 prochaines années, le nombre de réfugiés climatiques dépassera les 140 millions ;

Considérant que l'empreinte carbone des populations les plus riches est supérieure à celle des populations les plus pauvres et que ce sont ces dernières qui en subissent les conséquences.

Considérant que les logiques industrielles qui sont la cause de la crise environnementale provoquent également la précarisation des conditions de travail, impactant de ce fait tant le milieu de vie que les conditions sociales des populations les moins favorisées.

Considérant l'impact du dérèglement climatique sur le territoire de la commune de Saint-Josse comme en témoignent la multiplication des épisodes de canicule et l'augmentation prévisible de l'intensité des pluies et donc des inondations ainsi que l'impact des pics de pollution de l'air sur la santé publique ;

Considérant le rôle important que les entités locales ont à jouer dans la lutte contre le dérèglement climatique étant donné l'impact concret et immédiat de leurs politiques sur leur territoire ;

Considérant le Plan Climat adopté par le Collège....

Considérant la note de politique générale de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode qui

exprime une politique volontariste de limiter au maximum le changement climatique et transmettre une planète viable aux générations futures ;

## DÉCIDE

1. De déclarer la Commune en état d'urgence climatique et écologique et de reconnaître, tant l'accentuation des effets du changement climatique, que l'effondrement des écosystèmes naturels ainsi que leurs graves conséquences sociales et sanitaires;

De déclarer l'état d'urgence climatique et environnementale doit obligatoirement s'accompagner d'une lutte contre les inégalités sociales et de la nécessité d'associer tous les habitants, en particulier les plus fragiles et les plus précarisés, aux objectifs poursuivis par la présente motion,

De veiller à ce que la lutte contre les effets de la crise environnementale ne se fasse pas en pénalisant les habitants les plus précaires;

2. De demander

Aux institutions de l'Union européenne :

a) De veiller au strict respect par tous les États membres des objectifs contraignants que s'est fixée l'Union européenne dans le cadre de son approche intégrée de lutte contre le réchauffement climatique, de politique énergétique et de protection de la biodiversité, à savoir :

- Une réduction des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 80% en 2050 (par rapport à 2005);
- Tendre vers une diminution de 55% la production de gaz à effet de serre d'ici 2030 (par rapport à 1990) ;
- Respecter l'objectif contraignant pour l'Union européenne de 32% d'approvisionnement énergétique provenant de sources d'énergies renouvelables ;
- Respecter l'objectif d'au moins 32,5% d'amélioration de l'efficacité énergétique globale et réaliser jusqu'en 2030 des économies d'énergie annuelles à hauteur de 0,8% ;
- Consacrer au moins 25 % de son prochain budget aux activités liées au climat.

b) De renforcer la pertinence climatique du budget de l'Union européenne, en intégrant les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les différents programmes d'action de l'Union européenne afin d'accélérer la transition vers une économie européenne à bas carbone ;

c) De respecter les ambitions du Plan d'action pour le milieu naturel, la population et l'économie de 2017.

Au gouvernement fédéral :

a) De prendre les mesures nécessaires afin de remplir les objectifs généraux de la politique climatique de la Belgique, à savoir:

- Réduire les émissions de gaz à effet de serre de la Belgique d'au moins 80% en 2050 (par rapport à 2005);

- Tendre vers une diminution de 50% de la production de gaz à effet de serre d'ici 2030 (par rapport à 1990) ;
- Respecter l'objectif contraignant pour l'Union européenne de 32% d'approvisionnement énergétique provenant de sources d'énergies renouvelables ;
- Respecter l'objectif d'au moins 32,5% d'amélioration de l'efficacité énergétique globale et réaliser jusqu'en 2030 des économies d'énergie annuelles à hauteur de 0,8% ;

b) De collaborer pleinement avec les entités fédérées et toute autre institution concernée afin de réaliser conjointement les engagements collectifs pour le climat ;

c) De soutenir et développer les initiatives visant à la multimodalité, y compris le réseau et l'offre des transports publics, afin de lutter contre l'engorgement automobile et de favoriser un report modal efficace ;

d) D'assurer la rénovation durable du bâti public et privé et soutenir, dans ce cadre, les ménages qui éprouvent des difficultés financières à mener à bien de tels investissements ;

e) D'établir une politique de désinvestissement fossile (par exemple en se désengageant de placements auprès d'entreprises impliquées dans l'extraction de combustibles fossiles notamment dans le cadre des fonds de pensions des fonctionnaires et des personnes engagées dans les organismes d'intérêt publics) ;

f) De rejoindre la « Paris Proof Coalition » des 8 pays européens les plus ambitieux en matière climatique qui plaident pour une hausse immédiate des objectifs européens de réduction des gaz à effet de serre à l'horizon 2030 ;

g) De réorienter les investissements et subventions publiques en faveur du financement de projets de recherche, de développement et d'innovation dans les secteurs de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables ;

h) De soutenir les initiatives afin de renforcer l'accès à l'eau pour tous et de lutter contre la précarité hydrique, notamment par la mise en oeuvre d'un statut de client protégé par les distributeurs d'eau.

Au gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles/Cocof/Vlaams Gemeenschapscommissie :

- D'encourager les initiatives pédagogiques concernant la lutte contre le réchauffement climatique et l'effondrement des écosystèmes naturels dans les établissements scolaires afin de soutenir les élèves dans leur ambition d'être des acteurs conscients, formés et responsables face à cet enjeu primordial du 21ème siècle.

Au gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

- De s'engager à participer pleinement aux structures de coordination instituées par la loi-climat dès son adoption par la Chambre des représentants et à réaliser les engagements collectifs pour le climat ;
- De poursuivre les efforts entamés à l'occasion de la création de la zone de basse émission en Région bruxelloise pour réduire les émissions des véhicules automobiles recourant aux énergies fossiles ;
- De promouvoir et étoffer l'offre de transports en commun afin d'améliorer le confort, la

fréquence et le maillage du territoire de la Région bruxelloise et de permettre un réel report modal;

- De poursuivre la mise en oeuvre d'une politique vélo intégrée ;
- D'assurer une rénovation progressive de l'ensemble des bâtiments publics et d'en améliorer la gestion énergétique ainsi que d'assurer un maximum d'approvisionnement en énergies renouvelables ;
- D'établir une politique régionale de désinvestissement fossile (par exemple en se désengageant de placements auprès d'entreprises impliquées dans l'extraction de combustibles fossiles notamment dans le cadre des fonds de pensions des fonctionnaires bruxellois et des membres du personnel des organismes d'intérêt public dépendant de la RBC ainsi qu'en retirant tous les investissements des organismes régionaux de l'industrie du charbon, dans un délai de 3 ans).

Au collège des Bourgmestre et Échevins de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode :

- De déclarer l'état d'urgence climatique et environnementale en reconnaissant l'accentuation des effets de la crise environnementale et ses conséquences sociales. De cette manière, soutenir tous et toutes les citoyen.ne.s tennodois.es qui participent aux marches pour le climat. Et au-delà du point de vue symbolique, encourager les initiatives pédagogiques concernant la lutte contre le réchauffement climatique et l'effondrement des écosystèmes naturels dans les établissements scolaires communaux et auprès de la jeunesse afin de les aider à être des acteurs conscients, formés et responsables face à cet enjeu majeur du 21ème siècle ;
- D'adopter un Plan climat se fixant, comme principes directeurs, les éléments de la Note d'orientation politique communale et, dans ce cadre:
  - o Tendre vers la neutralité carbone à l'horizon 2030 ;
  - o Réduire la consommation énergétique des bâtiments communaux notamment par une politique volontariste de rénovation du bâti et d'approvisionnement énergétique en sources d'énergies renouvelables ;
  - o Guider et accompagner le changement en matière de mobilité notamment en adaptant les infrastructures routières, cyclables et piétonnes de la commune aux besoins des usagers faibles et en incitant les citoyen.ne.s et les entreprises présent.e.s sur le territoire de la commune à favoriser le covoiturage, l'utilisation des transports publics;
  - o Favoriser les pratiques d'économie circulaire au sein de l'administration communale et auprès des citoyen.n.e.s tennodois.es;
  - o Diminuer l'empreinte hydrique de l'administration communale notamment en favorisant la réutilisation de l'eau de pluie et en réutilisant l'eau des chantiers
  - o Augmenter la place de la nature en ville afin de préserver la biodiversité mais aussi de lutter contre la pollution et les îlots de chaleur et de diminuer les températures lors des épisodes de canicule ;
  - o Soutenir une politique de lutte contre les déperditions énergétiques au sein des écoles par une meilleure isolation du bâti et une verdurisation des cours de récréation.
  - o Impliquer et soutenir les habitants et les acteurs du monde économique, associatif, culturel, etc. dans les efforts de transition écologique et sociale ;
  - o Continuer à sensibiliser le plus largement possible le public tennodois sur les enjeux de la crise environnementale, et les initiatives publiques de soutien existantes notamment le Guichet Prime mis en place par la commune pour faire face aux enjeux climatiques et écologiques tout en maintenant le pouvoir d'achat ;
  - o Continuer à encourager les initiatives pédagogiques concernant la lutte contre le réchauffement climatique et l'effondrement des écosystèmes naturels dans les établissements
  - o Inclure dans la flotte communale, des véhicules électriques, hybrides et

pour les utilitaires, au gaz naturel ;

- D'appliquer de manière transversale au sein de l'administration communale de Saint-Josse-ten-Noode à l'ensemble des projets menés par la Commune une clef de lecture visant à transition durable, solidaire, démocratique vers une société respectueuse de la terre et de ses habitant.e.s.

---

**Motie : Verklaring van klimatologische en ecologische urgentie; motie ingediend door de groep L.B.**

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de Verenigde Naties op 23 september na de Klimaatop van 2019 de klimatologische noodtoestand hebben uitgeroepen.

Overwegende de verschillende nationale en internationale verbintenissen[1] die België is aangegaan om de biodiversiteit te behouden en in het bijzonder de klimaatverandering te bestrijden en met name :

- de verschillende internationale verdragen die door België zijn ondertekend en meer in het bijzonder de verbintenissen die werden aangegaan in het Akkoord van Parijs, dat op 12 december 2015 werd ondertekend op de 21e Conferentie van de Partijen (COP) bij het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering;
- de interparlementaire resolutie over het klimaat die op 9 november 2018 door het Brussels gewestelijk parlement werd aangenomen en waarin de federale, gewestelijke en communautaire regeringen worden opgeroepen om de basis te leggen voor transversale actie op het gebied van klimaatverandering en zich in het bijzonder te concentreren op de Europese doelstellingen voor 2030 voor de vermindering van de uitstoot van broeikasgassen, en om nog ambitieuzer te zijn dan de 55% vermindering tegen 2030 (ten opzichte van 1990) voorzien in de akkoorden van Parijs;
- de doelstellingen van het Nationaal Geïntegreerd Energie-Klimaatplan dat op 19 december 2018 werd aangenomen door het overlegcomité van de federale staat en de deelentiteiten en van het Lucht-Klimaat-Klimaat-Energieplan dat op 2 juni 2016 door de Brusselse gewestelijke regering werd aangenomen;

Overwegende de herhaalde waarschuwingen in wetenschappelijke en academische rapporten over de onomkeerbare risico's voor onze beschaving als er niet snel en doortastend wordt opgetreden, met name de recente rapporten van de Intergouvernementele Werkgroep inzake Klimaatverandering (IPCC) en het recente rapport van het Intergouvernementeel Platform voor Biodiversiteit en Ecosysteemdiensten (IPBES);

Overwegende de versnelling van de zesde massa-uitsterving van soorten en de rampzalige gevolgen hiervan voor ecosystemen en de grote ecologische, economische en sociale gevolgen, alsmede de toename van extreme weersomstandigheden die vernietiging veroorzaken voor menselijke gemeenschappen en natuurgebieden;

Overwegende de nationale en internationale klimaatmobilisaties van de afgelopen maanden ("Claim for the climate", "Youth for Climate" en "Rise for the climate"), waarin wordt geëist dat de bescherming van het klimaat en de biodiversiteit worden erkend als een prioritaire politieke kwestie en dat concrete, snelle en ambitieuze maatregelen zouden worden genomen;

Overwegende dat mitigatie- en aanpassingsmaatregelen veel nevenvoordelen kunnen opleveren, met name op het gebied van gezondheid en levenskwaliteit;

Overwegende de analyse van de Wereldbank, die schat dat het aantal klimaatvluchtelingen de komende 30 jaar meer dan 140 miljoen zal bedragen;

Overwegende dat de koolstofvoetafdruk van de rijkste bevolkingen groter is dan die van de armste bevolkingen en het deze laatste zijn die de gevolgen daarvan ondervinden.

Overwegende dat de industriële logica die de oorzaak is van de milieucrisis ook de preciaire werkomstandigheden veroorzaakt, en dus zowel het leefmilieu als de sociale omstandigheden van de minst begunstigde bevolkingsgroepen beïnvloedt.

Overwegende de impact van de klimaatverandering op het grondgebied van de gemeente Sint-Joost, zoals blijkt uit de toename van het aantal hittegolven en de te verwachten toename van de intensiteit van de regenval en dus van de overstromingen, alsook de gevolgen van de pieken in de luchtverontreiniging voor de volksgezondheid;

Overwegende de belangrijke rol die lokale entiteiten moeten spelen in de strijd tegen klimaatverandering, gezien de concrete en onmiddellijke impact van hun beleid op hun grondgebied;

Overwegende het Klimaatplan aangenomen door het College.....

Overwegende de algemene beleidsnota van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, die een voluntaristisch beleid uitdrukt om de klimaatverandering zoveel mogelijk te beperken en een levensvatbare planeet over te dragen aan toekomstige generaties;

## BESLIST

1. Om de Gemeente in een staat van klimatologische en ecologische noodsituatie te verklaren en om zowel de toename van de effecten van klimaatverandering en de ineenstorting van natuurlijke ecosystemen als hun ernstige humanitaire, sociale en gezondheidsgevolgen te erkennen;

Om het uitroepen van een noodtoestand op het gebied van klimaat en milieu gepaard te doen gaan met een strijd tegen sociale ongelijkheden en de noodzaak om alle inwoners, met name de meest kwetsbare en preciaire, te betrekken bij de doelstellingen van deze motie,

Om ervoor te zorgen dat de strijd tegen de gevolgen van de milieucrisis niet wordt gevoerd door de meest kwetsbare bewoners te straffen;

2. Om te vragen

Aan de instellingen van de Europese unie :

a) Zorgen voor strikte naleving door alle lidstaten van bindende doelstellingen die door de Europese Unie zijn vastgesteld als onderdeel van haar geïntegreerde aanpak ter bestrijding van de opwarming van de aarde, energiebeleid en de bescherming van de biodiversiteit, namelijk:

- Een vermindering van de uitstoot van broeikasgassen met ten minste 80% tegen 2050 (vergeleken met 2005);
- Streven naar een reductie van 55% in de productie van broeikasgassen tegen 2030 (vergeleken met 1990);
- Respecteren van de bindende doelstelling voor de Europese Unie van 32% van de energievoorziening uit duurzame energiebronnen;
- Verwezenlijken van de doelstelling om de algehele energie-efficiëntie met ten minste 32,5% te verbeteren en tegen 2030 een jaarlijkse energiebesparing van 0,8% te behalen;
- Besteden van ten minste 25% van het volgende budget aan klimaatgerelateerde activiteiten..

b) Versterken van de klimaatrelevantie van de EU-begroting door de doelstellingen voor de vermindering van broeikasgasemissies te integreren in de verschillende actieprogramma's van de EU om de overgang naar een koolstofarme Europese economie te versnellen ;

c) Respecteren van de ambities van het actieplan 2017 voor het milieu, de bevolking en de economie.

Aan de federale regering :

a) Nemen van de nodige maatregelen om de algemene doelstellingen van het Belgische klimaatbeleid te bereiken, namelijk:

- De uitstoot van broeikasgassen in België met ten minste 80% verminderen in 2050 (vergeleken met 2005);
- Streven naar een vermindering van de broeikasgasproductie met 50% tegen 2030 (vergeleken met 1990);
- Respecteren van de bindende doelstelling van de Europese Unie van 32% energievoorziening uit hernieuwbare energiebronnen;
- Voldoen aan de doelstelling om de algehele energie-efficiëntie met ten minste 32,5% te verbeteren en tegen 2030 een jaarlijkse energiebesparing van 0,8% te behalen;

b) Samenwerken met de deeltiteiten en andere betrokken instellingen om gezamenlijk de collectieve verplichtingen voor het klimaat te realiseren;

c) Ondersteunen en ontwikkelen van initiatieven van multimodaliteit, waaronder het netwerk en de voorziening van openbaar vervoer, om verkeerscongestie te bestrijden en een modal shift te bevorderen;

d) Zorgen voor de duurzame renovatie van openbare en particuliere gebouwen en ondersteuning bieden aan huishoudens die financiële moeilijkheden ondervinden om dergelijke investeringen te verrichten;

e) Een beleid van fossiele desinvestering opstellen (bijvoorbeeld door zich terug te trekken uit investeringen in bedrijven die betrokken zijn bij de winning van fossiele brandstoffen, met name via de pensioenfondsen van ambtenaren en personen die betrokken zijn bij organisaties van openbaar belang) ;

f) Toetreden tot de "Paris Proof Coalition" van de 8 meest ambitieuze Europese landen op het gebied van klimaat, die een onmiddellijke verhoging van de Europese doelstellingen voor broeikasgasreductie eisen tegen 2030;

- g) Heroriënteren van publieke investeringen en subsidies voor de financiering van onderzoeks-, ontwikkelings- en innovatieprojecten in de sectoren energie-efficiëntie en hernieuwbare energie;
- h) Ondersteunen van initiatieven om de toegang tot water voor iedereen te vergroten en om wateronzekerheid te bestrijden, met name door de implementatie van een klantstatus die wordt beschermd door waterdistributeurs.

Aan de regering van de Federatie Wallonië-Brussel/Cocof/Vlaamse Gemeenschapscommissie :

- Educatieve initiatieven in onderwijsinstellingen stimuleren met betrekking tot de strijd tegen de opwarming van de aarde en de ineenstorting van natuurlijke ecosystemen om studenten te ondersteunen in hun ambitie om bewuste en verantwoordelijke actoren te zijn in deze fundamentele uitdaging van de 21ste eeuw.

Aan de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

- Zich ertoe verbinden om deel te nemen aan de coördinatiestructuren die zijn ingesteld door de Klimaatwet zodra deze is aangenomen door de Kamer van Volksvertegenwoordigers en om de collectieve verplichtingen voor het klimaat na te komen;
- De inspanningen voortzetten die zijn gestart met de inrichting van de lage-emissiezone in het Brussels Gewest om de uitstoot van motorvoertuigen op fossiele brandstoffen te verminderen;
- Het aanbod van openbaar vervoer promoten en uitbreiden om het comfort, de frequentie en de netwerkvorming op het grondgebied van het Brussels Gewest te verbeteren en een echte modal shift mogelijk te maken;
- De implementatie van een geïntegreerd fietsbeleid voortzetten;
- Zorgen voor een geleidelijke renovatie van alle openbare gebouwen en hun energiebeheer verbeteren en zorgen voor een maximale voorziening van hernieuwbare energiebronnen;
- Vaststellen van een regionaal beleid om investeringen in fossiele brandstoffen terug te trekken (bijvoorbeeld door zich terug te trekken uit investeringen in bedrijven die betrokken zijn bij de winning van fossiele brandstoffen, met name in het kader van de pensioenfondsen van de Brusselse ambtenaren en personeelsleden van de belangenorganisaties RBC en de terugtrekking van alle investeringen van regionale organisaties voor kolenindustrie binnen de 3 jaar).

Aan het college van Burgemeester en Schepenen van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node :

- De noodtoestand inzake klimaat en milieu afkondigen door de ernst van de effecten van klimaatverandering en de ineenstorting van natuurlijke ecosystemen en hun ernstige gevolgen te erkennen. Op deze manier worden alle burgers uit Sint-Joost en daarbuiten die deelnamen aan de klimaatmarsen ondersteund. En vanuit symbolische hoek, worden educatieve initiatieven met betrekking tot de strijd tegen de opwarming van de aarde en de ineenstorting van natuurlijke ecosystemen in gemeentelijke scholen ondersteund en wordt de jeugd bewust opgeleid en verantwoordelijkheid bijgebracht voor deze grote uitdaging van de 21ste eeuw;

- Een klimaatplan vaststellen met als richtlijnen de elementen van de Gemeenschappelijke Beleidsnota en, in deze context:
  - o Streven naar koolstofneutraliteit tegen 2030;
  - o Het energieverbruik van gemeentelijke gebouwen verminderen, met name door een proactief beleid voor de renovatie van gebouwen en de energievoorziening uit hernieuwbare energiebronnen;
  - o Begeleiden van verandering in mobiliteit, met name door elke vorm van zachte mobiliteit te bevorderen door de weg-, fiets- en voetgangersinfrastructuur van de gemeente aan te passen aan de behoeften van zwakke weggebruikers en door burgers en bedrijven die aanwezig zijn op het grondgebied van de gemeente te bevorderen om te carpoolen, gebruik te maken van het openbaar vervoer of te telewerken;
  - o Wijzigen van de financiële en economische methoden van de gemeente (door koolstofarme financiële investeringen te doen of door te kiezen voor in ecologische en solidaire investeringen) door een klimaathandvest op te stellen voor bedrijven in Sint-Joost-ten-Noode, enz.);
  - o Stimuleren van circulaire economie binnen het gemeentebestuur en onder de burgers van de gemeente;
  - o Verminderen van de watervoetafdruk van het gemeentebestuur, met name door het hergebruik van regenwater te bevorderen;
  - o Vergroten van milieu-inspanningen (door drinkwaterpunten in de gemeente te ontwikkelen, bomen en groene ruimten als essentiële infrastructuur in alle ontwikkelingsprojecten te beschouwen);
  - o De natuur in de stad een aanzienlijk grotere plaats geven om de biodiversiteit te behouden, alsook om de vervuiling en de hitte-eilanden te bestrijden om zo de temperaturen tijdens hittegolven te verlagen;
  - o Betrekken en ondersteunen van de inwoners en actoren uit de economische, associatieve, culturele wereld, enz. in ecologische en sociale transitie-inspanningen;
- Het publiek zoveel mogelijk bewust maken van klimaat- en milieukwesties, individuele actiemiddelen en bestaande initiatieven voor overheidssteun (energiebonussen, enz.) om zo klimaat- en ecologische kwesties aan te pakken;
- o Aanmoedigen van educatieve initiatieven met betrekking tot de strijd tegen de opwarming van de aarde en de ineenstorting van natuurlijke ecosystemen in scholen en lokale verenigingen;
- o Systematisch integreren van milieu- en sociale clausules in openbare aanbestedingen en selectie van aanbieders;
- o Veralgemenen van het gebruik van elektrische hybride wagens en bedrijfsvoertuigen op aardgas voor de gemeentelijke vloot ;
- o Bevorderen van projectoproepen gericht op ecologische en solidariteitstransitie en reserveren van een deel van de gemeentelijke subsidies voor dit doeleinde;
- o Integreren in alle door de gemeente gesloten of nog te sluiten partnerschapsovereenkomsten van een clausule gericht op ecologische en solidariteitstransitie;
- Op een transversale manier binnen het gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node op alle door de gemeente uitgevoerde projecten een leessleutel toepassen die gericht is op een duurzame, solide, democratische en inspirerende overgang naar een respectvolle samenleving van de aarde en zijn inwoners;